

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°465

DECEMBRE 2023

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € – Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € – Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285 (imprimé)

ISSN 2970-4499 (en ligne)

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire

- **IRAK : RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PROVINCIALES**
- **IRAN : INTERDITE DE SORTIE, LA MÈRE DE JINA AMINI ENVOIE UN MESSAGE AU PARLEMENT EUROPÉEN**
- **TURQUIE : LA DÉFENSE EN RUPTURE DE DEMIRTAS**
- **ROJAVA : LA TURQUIE S'EN PREND A LA POPULATION CIVILE**
- **CÉLÉBRATIONS DE NOËL ET DE GAXAN AU KURDISTAN**

IRAK : RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PROVINCIALES

Le 18 décembre 2023 des élections locales ont eu lieu dans 15 des 18 provinces de l'Irak afin de désigner les conseils provinciaux. Dans les trois provinces qui forment la Région du Kurdistan elles auront lieu ultérieurement.

Le scrutin s'est déroulé sans incident majeur et sans passion. Le taux de participation a été de 41 % selon la Haute Commission électorale indépendante, la province de Kirkouk a enregistré le taux de participation le plus élevés avec 66 %, les provinces du sud, y compris la grande circonscription

électorale de Bagdad, ont connu une faible participation en raison sans doute de l'appel au boycott du chef religieux chiite Moqtada al-Sadr qui compte plusieurs millions de partisans dans le pays. Une partie de l'électorat, désabussée, n'a pas jugé utiles de se rendre aux urnes.

Les dernières élections provinciales s'étaient tenues, il y a 10 ans, en 2014. En raison de la guerre contre Daech elles n'avaient pas pu être organisées dans les provinces de Mossoul et de Kirkouk. Les partisans de Moqtada al-Sadr avaient enregistré dans les provinces à

majorité chiite, notamment à Bagdad de bons scores. En 2023, ce sont les partis chiites pro-Iran, regroupés dans des coalitions électorales (État de Droit, Nabni, Forces Patriotiques) qui se sont disputées les premières places.

A Bagdad, l'État de Droit de l'ancien Premier Ministre Nouri el-Maliki et Nabni (nous construisons) de Hadi al-Ameri, un haut commandant de la milice chiite Hachd al-Chaabi qui arrivent en tête avec chacun 9 des 52 sièges, suivis par Taqadom (Progrès) de l'ancien Président sunnite du Parlement Mohamed al-Halboussi. Ce dernier

arrive en tête dans sa province à majorité sunnite d'al-Anbar.

En 2005, les partis kurdes avaient formé une liste de « Fraternité » unique et remporté 26 sièges sur 41 du Conseil Provincial. La tête de liste, Dr Najmaldin Karim, de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), avait été élu gouverneur de la province, poste qu'il a occupé jusqu'à sa destitution par le gouvernement de Bagdad en octobre 2017 pour avoir organisé dans sa province le référendum pour l'autodétermination du Kurdistan. Les électeurs de sa province multi-ethnique s'étaient dans leur grande majorité prononcés en faveur de l'indépendance. Le « oui » à l'indépendance a réalisé un score historique de 92,7 % dans l'ensemble du Kurdistan. A la suite de la vague de répression massive qui a suivi ce référendum obligeant des dizaines de milliers de Kurdes à quitter la province de Kirkouk et de l'occupation de la ville par les milices chiites et de l'armée irakienne, la composition ethnique a considérablement changé au détriment des Kurdes. L'un des deux principaux partis politiques kurdes, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), n'a pu y retourner que quelques semaines avant le scrutin du 18 décembre.

Pour ce scrutin, les partis kurdes, divisés, ont participé sous leurs propres couleurs. Cette division a démobilisé une partie de l'électorat kurde et elle a évidemment eu un impact négatif sur les résultats annoncés le 18 décembre par la commission électorale.

L'UPK a obtenu 157 649 voix et 5 sièges (sur 16).

Le PDK a obtenu 52 278 voix et 2 sièges.

La coalition arabe 102 558 voix et 3 sièges.

Le Front Turkmène d'Irak 75 169 voix et 2 sièges.

Uruba (arabe) 49 919 voix et 1 siège.

Siyade (arabe) 61 612 voix et 2 sièges.

Les deux partis islamiques kurdes (Yekgirtu et Komel) qui avaient présenté une liste commune « coalition du Flambeau de Kirkouk » a obtenu et la liste de « Nouvelle Génération kurde » 24 620 voix aucun siège.

La dispersion des listes a fait perdre aux Kurdes environ 50 000 voix et un siège. Malgré les changements démographiques au détriment des Kurdes depuis 2017 et en dépit d'une nouvelle loi électorale introduite en mars 2023, défavorable aux Kurdes, réduisant le nombre de sièges au Conseil Provincial de 41 à 16 sièges, les Kurdes unis auraient obtenu au moins 8, peut être 9 sièges, soit la majorité du Conseil Provincial. Ils doivent former avec une partie des conseillers arabes et des turkmènes une coalition pour diriger la province. Mais la Turquie, qui soutient et finance le Front Turkmène ainsi que les partis arabes sunnites, cherche à favoriser la formation d'une coalition arabo-turkmène disposant d'une majorité de 9 voix où le poste de gouverneur pourrait être assumé à tour de rôle par un Arabe et un Turkmène afin de marginaliser les Kurdes.

Dans la province de Mossoul, le PDK obtient 141 052 voix et 4 sièges, talonnant ainsi la liste arabe Ninova Latiha, qui arrive en tête avec 148 769 voix et 5 sièges. La coalition Ehil Ninova, qui inclut l'UPK, obtient 50 606 voix et 2 sièges, les listes Taqadom d'al-Haboussi (74 188 voix), Siyada (75 074 voix), Hadba (61 662 voix), Hasm (61 662 voix) Watanai Huwwiye (54 791 voix) qui obtiennent chacune 2 sièges tandis que le Parti national (87 391 voix) obtient 3 sièges, les listes Azil (46 543 voix) et Watani Litadjeed (43 657 voix) s'assurent chacune 1 siège. Un Conseil ainsi fragmenté mettra sans doute un temps à former une majorité à même de gouverner cette province dévastée par l'occupation de Daech et la guerre contre Daech.

Instaurés après la chute du régime

très centralisé de Saddam Hussain, pour introduire une mesure de décentralisation et de démocratie locale, les conseils provinciaux jouissent d'importantes prérogatives : élection du gouverneur de la province, allocations des budgets de la santé, des transports et de l'éducation.

Par ailleurs, le gouvernement irakien a accepté de débloquent 700 milliards de dinars sous forme de « prêt » au gouvernement régional du Kurdistan (GRK). Selon un accord entre Erbil et Bagdad, le montant du prêt sera déduit des droits du GRK. Le ministre des Finances du GRK, Awat Sheikh Janab, a signé trois contrats avec des banques irakiennes pour garantir des prêts destinés à couvrir les salaires des fonctionnaires du Kurdistan irakien pour septembre, octobre et novembre. Malgré l'accord de principe entre le GRK et le gouvernement irakien, un député irakien soutenu par l'Iran a menacé de porter plainte auprès de la Cour suprême fédérale irakienne contre les banques qui accordaient des prêts au GRK. La Cour suprême fédérale a toujours statué en faveur des intérêts iraniens et contre ceux du Kurdistan irakien.

Le 14 décembre, le Congrès américain a adopté la National Defense Authorization Act (NDAA) de 2024. La NDAA attend désormais la signature du président et comprend des systèmes de défense aérienne pour le Kurdistan irakien et une formation pour les forces peshmergas. La décision de déployer des systèmes de défense aérienne fait suite à des dizaines d'attaques perpétrées par des milices soutenues par l'Iran contre les troupes américaines et des cibles kurdes au Kurdistan irakien depuis 2018. La NDAA (article 1266) stipule également que les États-Unis formeront et équiperont les forces de sécurité irakiennes pour se défendre contre les attaques de missiles, de roquettes et de drones.

Les milices soutenues par l'Irak ont repris leurs attaques contre les installations américaines en Irak, lançant cinq munitions errantes sur les installations américaines situées à l'intérieur de l'aéroport international d'Erbil. Selon le site Rudaw, des débris de quatre drones ont été découverts le 8 décembre près d'une zone résidentielle, dont l'un a heurté un immeuble résidentiel vacant. Un système de défense américain a abattu le cinquième drone. Les milices pro-iraniennes ont également tiré le 8 décembre des roquettes sur l'ambassade américaine à Bagdad et ont lancé le 11 décembre plusieurs drones sur la base aérienne d'Al Asad, dans la province d'Anbar. Par la suite, le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin, s'est entretenu avec le Premier ministre irakien Mohammed Shia al Soudani et a discuté de l'obligation de l'Irak de protéger « le personnel diplomatique américain ainsi que les conseillers et les installations de la coalition ». Dans le même temps, le Conseil de sécurité de la région

du Kurdistan a dénoncé les attaques et a exigé que le gouvernement irakien assume la responsabilité de « mettre fin aux groupes hors-la-loi ».

Le 25 décembre, des attaques de drones contre une installation abritant les forces américaines à l'Aéroport international d'Erbil (EIA) ont blessé trois militaires. En représailles, trois frappes aériennes américaines ont ciblé les installations du Kataib Hezbollah, entraînant la mort d'un terroriste et la blessure de plus d'une douzaine d'autres. En outre, trois autres drones unidirectionnels visant l'EIA ont été interceptés avec succès par le système de défense américain à plusieurs reprises. Le 31 décembre, les milices soutenues par l'Irak ont également revendiqué la responsabilité d'une attaque contre une base des forces peshmergas près de Pirmam, au nord-est d'Erbil. Le Premier ministre de la région du Kurdistan, Masrour Barzani, a condamné les « hors-la-loi » et a exhorté le gouvernement irakien à réagir par « des

mesures appropriées ».

Des drones turcs ont frappé des villages kurdes près du sous-district d'Agjalar entre Sulaymaniyah et Kirkouk. Le chef du sous-district d'Agjalar a déclaré à Rudaw que les frappes aériennes avaient semé la peur et conduit à des expulsions parmi les habitants des villages, réfutant la présence d'éléments du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un prétexte utilisé par la Turquie. Simultanément, des avions militaires et des drones turcs ont ciblé plusieurs zones de la province de Dohuk.

Une frappe aérienne turque a tué le 5 décembre un civil kurde près du sous-district de Bamarni. Selon Rudaw, la victime, Ali Jamil, était père de quatre enfants et servait dans les rangs des forces peshmergas. Le décompte final des victimes civiles n'est pas clair, car certains rapports évoquent la possibilité d'une autre victime. Depuis 2015, les forces turques ont tué et blessé des centaines de civils au Kurdistan irakien.

IRAN : INTERDITE DE SORTIE, LA MÈRE DE JINA AMINI ENVOIE UN MESSAGE AU PARLEMENT EUROPÉEN.

Le Parlement européen réuni à Strasbourg a remis le 12 décembre le Prix Sakharov à titre posthume à Jîna Mahsa Amini dont le nom est devenu « un symbole de liberté ». Sa famille, invitée à la cérémonie, a été refoulée à l'aéroport de Téhéran alors qu'elle avait auparavant informé les autorités iraniennes de cette invitation. Celles-ci n'avaient, dans un premier temps, pas opposé d'objection et avaient autorisé le père et la mère de Jîna Amini à obtenir un passeport. Ce n'est qu'en arrivant à l'aéroport, munis de leurs billets, des passeports avec leur visa Schengen, que la police les a empêchés de s'embarquer sans avancer le moindre motif. Cet acte totalement arbitraire

et cruel a suscité une vague d'indignation en Iran mais aussi au Parlement européen où plus d'une centaine d'euro-députés ont lancé un appel au gouvernement iranien pour qu'il laisse la famille Amini se rendre à Strasbourg (AFP, 11 décembre). Appel resté sans suite. Seul l'avocat de la famille, Me Saleh Nikbacht, un défenseur vétéran des droits de l'homme a pu venir en France pour la représenter.

Dans son discours de remise du Prix Sakharov, la présidente du Parlement européen, Mme Roberta Metsola, a salué « le courage et la résilience des femmes iraniennes dans leur lutte pour la justice, la liberté et les droits humains. Leurs voix ne peuvent être réduites au

silence », a-t-elle martelé devant une salle comble émue où l'avocat de la famille a lu la lettre en kurde de Mme Mojgane Eftekhari, la mère de Jîna Amini, dont voici une traduction française :

*Dans mon cœur, il n'y a qu'elle
Dans mon corps, dans mon âme,
dans mes veines et dans mon sange,
il n'y a qu'elle
Que faire de l'incroyance ou de la foi
Quand mon existence n'a plus de
raison d'être sans elle.*

(Roumi, Masnavi)

*Tu es le parfum de l'essence de printemps
L'odeur des roses ramené par la brise
des champs
Le parfum des toits-terrasses en torchis
après la pluie*

Ma bien-aimée

Par la fissure de ma fenêtre embrumée

Mes yeux guettent la fille des lumières

Parmi toutes les chansons que chantonne le temps

J'écoute le murmure des petits cailloux de la source pure.

**(Sware Ixanzadeh,
poète kurde)**

Mesdames, Messieurs,

J'aurais souhaité être présente personnellement au sein de votre honorable assemblée pour représenter toutes les femmes de mon pays. J'aurais aimé être en mesure de vous exprimer toute ma reconnaissance. Je vous remercie de consacrer ce précieux Prix Sakharov pour la Liberté de l'Esprit à ma fille et au combat des femmes de mon pays. Malheureusement, contrairement à toutes les normes juridiques et humaines cette opportunité nous a été refusée. Notre avocat de la défense, Maître Saleh Nikbakht, ainsi que Madame Soheila Ghaderi, ici présents, vous transmettront mon message.

Nous sommes ici au pays de Jeanne d'Arc pour honorer la mémoire de Jîna. La réunion de ces deux filles de l'Histoire, source d'inspiration, est à la fois merveilleuse et significative. A travers les siècles, la mort de ces deux jeunes filles transcende les frontières, inspire l'histoire et remet à l'ordre du jour l'aspiration d'émancipation et de liberté des êtres humains.

Jîna est l'expression de la vie et du désir de vivre. Son nom est devenu un nom de code pour la liberté. Il permet de répandre son rêve de liberté depuis son Kurdistan natal à tout l'Iran, au Moyen-Orient et au-delà au monde entier, mobilisant des millions de femmes et d'hommes opprimés qui nourrissent l'espoir

d'atteindre l'horizon de la liberté et du salut éternel.

Sa vie lui a été ôtée de manière injuste par ceux qui pensaient qu'en lui prenant la vie, elle cesserait d'être et de devenir. Comme pour Jeanne d'Arc, dont les oppresseurs pensaient qu'en brûlant son corps ses rêves partiraient en fumé. Eux, ils ignoraient et d'autres ignorent encore que des cendres de Jeanne d'Arc et de Jîna, tel un phénix, naîtra un esprit indomptable et inspirant, l'esprit du temps.

Après de si longs siècles, ces deux esprits se sont unis pour nous annoncer la promesse de la réalisation de valeurs les plus élevées qui se sont cristallisées dans ce slogan progressiste de "Jin, Jiyan, Azadi". Des valeurs qui transcendent les frontières et se situent au-delà du temps et de l'espace. Il s'agit de justice, de liberté, de paix, de coexistence et d'égalité entre tous les êtres humains.

Mesdames, Messieurs, Citoyens du monde entier,

Je suis en deuil de Jîna et la douleur de sa disparition restera à jamais gravée dans mon cœur. Je ne doute pas qu'elle restera éternelle aux yeux des citoyens du monde et son nom, aux côtés de celui de Jeanne d'Arc, demeurera un symbole de liberté.

Depuis le lieu de naissance de Jîna l'éternelle, j'aimerais vous exprimer, une fois de plus, mon infinie gratitude ainsi que celle de ma famille. J'espère que vous resterez déterminés dans cette voie. J'espère qu'aucune voix ne craindra de prononcer le mot « liberté ».

Mojgane Eftekhari,

Mère de l'immortelle Jîna Amini
Saqqez- Kurdistan iranien

(Pour voir la cérémonie, [cliquez ici](#))

<https://www.institutkurde.org/info/remise-du-prix-sakharov-2023-jina-mahsa-amini-1232552327>

Durant son court séjour à Paris, Me Nikbakht a rendu visite à l'Institut, puis il a été reçu par le Conseil de l'Ordre des Avocats et par le Barreau de Paris qui lui ont témoigné leur solidarité. Sous le coup d'une condamnation à un an de prison pour avoir donné des interviews aux médias sur la mort de Jîna Amini, l'avocat a voulu rentrer en Iran où il est décidé de poursuivre son combat pacifique en faveur des droits humains. Dès son arrivée à l'aéroport Imam Khomeiny de Téhéran, le 22 décembre, il a été conduit à la Salle de sécurité où son passeport, son téléphone portable ainsi que la plaquette du Prix Sakharov ont été saisis. Il est désormais interdit de quitter l'Iran. Sa condamnation ayant été confirmée en appel, son dossier est désormais sur le bureau du juge d'exécution qui doit décider de la date et du lieu de son incarcération (voir Le Monde, 26.12.2023).

Détenue à la prison Evin de Téhéran, la lauréate iranienne du Prix Nobel de la Paix, Mme Nargès Mohammadi, n'a pas pu non plus assister à la cérémonie de remise de cette distinction le 10 décembre à Oslo. Figure du mouvement « Femme, Vie, Liberté », la militante et journaliste iranienne, a décidé de marquer l'événement en observant une grève de la faim. Elle a été représentée à la cérémonie par ses deux enfants, installés avec leur père à Paris. Elle a adressé à cette occasion un long message que Le Monde a publié intégralement dans son édition datée du 10 décembre (voir pp.18-20). Le 19 décembre, elle a refusé de comparaître devant une « Cour révolutionnaire » qu'elle qualifie d'abattoir car cette cour a ordonné l'exécution de plusieurs jeunes iraniens. « Je ne mettrai pas un pied dans cet abattoir. Je refuse d'accorder la moindre crédibilité ou autorité à des juges inféodés aux services secrets et à des tribunaux organisant de faux procès » a-t-elle déclaré (Challenge, AFP, le 19.12).

Les tribunaux iraniens continuent en effet d'infliger des peines lourdes à des opposants réels, potentiels ou supposés sous des prétextes invraisemblables. Ainsi le 29 décembre, 4 prisonniers politiques kurdes ont été pendus dans la prison d'Ourmia « pour collaboration avec le régime sioniste ». Ces militants kurdes, Vafa Hanareh, Aram Ouari, Rahman Parhazo et Nasim Namazi étaient auparavant jugés coupables de « guerre contre Dieu » et de « corruption sur terre », c'est-à-dire d'activité contre le régime islamique. L'assassinat le 25 décembre en Syrie par des tirs de missiles israéliens du général de brigade Razi Moussavi, le plus haut gradé du corps des Gardiens de la révolution en Iran, leur a valu l'accusation vengeresse de « collaboration avec le régime sioniste ». Dans le discours officiel iranien, tous ceux qui luttent pour le droit du peuple kurde à l'autonomie ou à l'indépendance veulent « créer un deuxième Israël » et sont alliés au régime sioniste.

Par ailleurs, le régime iranien a condamné Seyvan Ebrahimi, professeur de langue kurde, à onze ans de prison. Le Réseau des Droits Humains du Kurdistan (KHRN) a affirmé qu'Ebrahimi avait été accusé de « propagande » et de « formation de groupes contre la sécurité nationale ». Le régime a également exécuté un Kurde, Ayoub Karimi,

pour « inimitié contre Dieu » et a ignoré les appels des organisations internationales à suspendre l'exécution parce que Karimi n'avait pas bénéficié d'un procès équitable. Les forces de sécurité iraniennes ont également continué de faire pression sur les familles d'autres Kurdes condamnés à mort pour qu'elles gardent le silence et les ont averties que si elles n'obéissaient pas, les corps de leurs proches seraient conservés par l'État. Selon l'Organisation Hengaw pour les droits de l'homme, le régime a exécuté 122 Iraniens en novembre. Pendant ce temps, les tribunaux du régime ont condamné un imam kurde de Senna, Hussein Alimuradi, à 16 mois de prison et un ancien manifestant de Piranshahr à cinq ans et six mois de prison. Les tribunaux du régime ont également condamné un avocat kurde de Mashhad, Khasro Alikurdi, à un an de prison et lui ont interdit d'exercer le droit pendant deux ans. Parallèlement, six Kurdes de Shinno ont été condamnés à des peines de prison allant d'un à trois ans. Enfin, les autorités iraniennes ont arrêté deux imams kurdes à Bokan et un Kurde de Naqadeh.

Les tribunaux révolutionnaires islamiques ont condamné un Kurde de Mahabad, Iskhan Fahim, à sept ans et demi de prison, un militant syndical de Téhéran, Fuad Fathi, à quatre ans de prison, un manifes-

tant de Bokan, Sadullah Rasolpour, à neuf mois de prison, A Saqqez, Ayoub Jwanebpour a été condamné à quatre ans de prison, et un militant de Bokan, Hassan Mardani, a été condamné à trois ans de prison pour « appartenance à un parti politique ». En outre, l'Organisation Hengaw a rapporté que quatre imams kurdes de Piranshahr avaient été condamnés à des peines allant de deux à quatre ans pour avoir soutenu des manifestations antigouvernementales.

Le 30 novembre, la Chambre des représentants des États-Unis a adopté la loi H.R. 5961, interdisant le financement du terrorisme iranien, par 307 voix contre 119. 217 des votes « oui » provenaient des Républicains. H.R. 5961 demande au Président d'imposer des sanctions à quiconque faciliterait le transfert des six milliards de dollars d'actifs iraniens qui devaient être libérés en échange de la libération de cinq otages américains. Un amendement au H.R. 5961, H.Amdt.821, adopté par 231 voix contre 198, interdit au Président d'exercer le pouvoir de dérogation aux sanctions accordées par la loi de 2012 sur l'autorisation de la défense nationale et la loi iranienne sur la liberté et la contre-prolifération de 2012. Cela dit, le projet de loi doit encore être adopté par le Sénat et promulgué par le Président Biden avant de pouvoir entrer en vigueur.

TURQUIE : LA DÉFENSE EN RUPTURE DE DEMIRTAS

Le prisonnier politique le plus célèbre de Turquie, Selahattin Demirtas, ancien co-président du Parti démocratique des peuples (HADEP), ancien candidat à la présidence de la République en 2014 où il avait obtenu, face à Erdogan, plus de 13% de suffrages, a pu, après 7 ans et 2 mois de détention, comparaître devant une cour et y présenter sa défense.

Une défense en rupture, pour

l'opinion publique et pour l'histoire car, comme il le dit à plusieurs reprises, il n'accorde aucun crédit à une justice turque politisée aux ordres du pouvoir. Un pouvoir qui n'a tenu aucun compte d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme qui avait estimé sa détention arbitraire, sans fondement juridique et ordonné sa libération, comme il n'a pas respecté un arrêt de la même Cour ordonnant la libération du philanthrope turc Osman Kavala ou

encore un verdict récent de la Cour constitutionnelle turque ordonnant la libération du député turc Can Atalay.

Plus qu'un prisonnier, Demirtas se considère comme « un otage politique » il affirme qu'il est détenu, comme ses autres collègues, parce qu'il est kurde, qu'il revendique les droits culturels et politiques du peuple kurde, qu'il parle du Kurdistan, sa patrie, et qu'il prône un règlement pacifique à

la question kurde en Turquie alors que le pouvoir turc gaspille depuis 50 ans les ressources humaines et économiques du pays dans une guerre sans fin « jusqu'à l'extermination des derniers terroristes », une guerre dévastatrice et très meurtrière qui a fait plus 50.000 morts et plus de deux millions de déplacés. Ses dernières victimes sont les 12 soldats turcs tués les 23 et 24 décembre lors d'une opération militaire turque au Kurdistan Irakien.

La défense de Demirtas a commencé le 25 décembre. Elle devait durer plusieurs jours. Dans ce procès, il est accusé de la mort de 37 civils tués lors des manifestations contre la guerre de Daech contre la ville kurde de Kobané et contre l'inaction de la Turquie. Les autorités turques reprochent à Demirtas et à ses co-accusés, d'avoir appelé à manifester par des tweets et les accusent d'être coupables du lourd bilan humain de cette manifestation de protestation, où la police et l'armée turques sont intervenues avec une extrême brutalité, tuant 37 civils kurdes. Ce ne sont pas les meurtriers qui sont poursuivis mais les hommes et les femmes politiques qui ont appelé à manifester. Dans sa défense Demirtas met à nu les ressorts de cette machination judiciaire et affirme qu'il ne sera pas impressionné et subjugué par les menaces de mort ou de 37 fois de perpétuité de la justice turque.

Voici des extraits de la première partie de la défense de Demirtas.

Bien que nous soyons détenus depuis 7 ans, c'est la première fois que je me défends, c'est la première fois que j'ai l'occasion de répondre aux accusations. Parce que les défenses faites jusqu'à présent étaient soit un examen de la détention, soit une réponse aux accusations. Nous avons été jugés sur les places publiques, nous avons été jugés à la télévision, nous avons été jugés au Parlement. Chacun de nous, individuellement, a été présenté

comme un "terroriste" ou un "barbare". Aujourd'hui encore, on nous insulte lors des enterrements, on nous présente toujours comme des "terroristes", mais pour la première fois en 7 ans, j'ai eu le droit de me défendre directement (...).

Je ne présente pas ma défense à votre tribunal, je la présente à notre peuple. Parce que vous faites également partie de cette affaire. En tant qu'hommes politiques ayant entrepris une mission honorable, nous avons parlé et parlerons de notre autocritique à notre peuple. Je ne sais pas combien de temps durera ma défense. Mais 42 résumés distincts des procédures ont été fusionnés avec ce dossier de la 19e ACM. Il y a 42 accusations distinctes. Ici aussi, il y a des milliers d'accusations sous le nom d'Affaire Kobané. Je ne sais pas combien de jours il me faudra pour répondre à la conspiration que vous menez depuis 9 ans. Une table remplie de milliers de documents de défense, c'est ce que j'ai préparé pendant 7 ans. Nous n'avons pas eu l'occasion de nous défendre jusqu'à présent. Nous répondrons à toutes les accusations à moins que le tribunal ne me retire mon droit à la défense. Mais si votre tribunal dit que cette défense est suffisante, que nous n'autorisons pas d'autres droits de la défense, alors vous avez le micro et j'ai terminé. Je vais révéler les liens de l'affaire. Tout le monde doit savoir que toutes les accusations portées contre moi sont des discours que j'ai prononcés. Je ne suis accusé d'aucune activité ou travail secret. Je n'ai pas une seule preuve dans mon dossier autre que les discours lors de rassemblements que j'ai prononcés il y a 8 ans et 15 ans. Il en va de même pour tous mes amis. Je parle au singulier parce que je me défends. Mes amis en ont déjà parlé.

Il s'agit d'une vengeance politique. Nous sommes des hommes politiques pris en otage à des fins politiques(...). Car le procureur ne

m'accuse pas et ne peut pas m'accuser d'autre chose. Comme toutes mes activités politiques sont des activités légales qui se déroulent devant le public, les discours ont été versés au dossier. Aujourd'hui, les enfants du pays perdent la vie dans des conflits et nous sommes dévastés parce que nous n'avons pas pu empêcher ces morts. Pourtant, le gouvernement et l'État se donnent la main et emprisonnent ceux qui, comme nous, veulent la paix et espèrent l'aide des politiques de guerre. C'est de l'hypocrisie totale. Ce sont des hypocrites qui versent aujourd'hui des larmes de crocodile au lieu de partager la douleur. Cette guerre doit cesser maintenant, les armes doivent être complètement désactivées. Le moyen d'y parvenir est de mettre en évidence la politique. Cela signifie qu'il faut mettre fin à l'isolement et revenir à des méthodes de dialogue. Ceux qui évitent la négociation et le dialogue sont responsables de ces morts. Tout homme politique qui s'appuie sur les armes et la guerre pour sa propre réussite politique est un hypocrite. Ceux qui se créent une place au pouvoir sur la base du sang des enfants du peuple sont des personnes sans scrupules qui n'ont aucun sens moral. Aujourd'hui, la société turque, y compris les Turcs et les Kurdes, doit élever la voix pour la paix. Ceux qui vous excitent avec l'exaltation du nationalisme n'hésitent pas à envoyer vos enfants à la guerre alors qu'ils ont les mains pleines.

Les seules personnes qui peuvent arrêter cette tendance sont les pauvres. Si les Turcs et les Kurdes se donnent la main et disent "nous sommes contre la guerre", il sera beaucoup plus facile de vivre ensemble et fraternellement. Il serait beaucoup plus facile de maintenir la paix et d'étendre la démocratie. Nous sommes des hommes politiques qui veulent la paix et qui croient en une solution démocratique. Même si nous avons été pris en otage pendant des années

parce que nous le voulions, nous continuons à réclamer la paix de l'intérieur. Ceux qui gouvernent le pays prennent chaque jour des décisions de guerre depuis leur siège bien au chaud. Le peuple turc doit voir cette hypocrisie maintenant. Il doit comprendre qui veut la guerre et qui veut la paix. Si ce n'est pas de l'hypocrisie que d'emprisonner et d'isoler ceux qui veulent la paix dans leur propre pays tout en prônant la paix en Palestine, qu'est-ce que c'est ?

Nous continuerons à agir selon des principes et à défendre la paix en toutes circonstances. Si la Turquie pleure ses enfants aujourd'hui, il est temps de se retourner et de demander des comptes aux hommes politiques. Ceux qui ont rejeté la responsabilité de la question kurde sur les jeunes qu'ils ont envoyés subir une opération militaire à -20 degrés tout en décidant d'une opération depuis leurs sièges chauds doivent rendre des comptes. Alors que nous vivons la douleur de jeunes enfants âgés de 20 à 22 ans enterrés, tous ceux qui sont favorables au gouvernement et qui nous accusent de terrorisme et de meurtre sont ceux qui se nourrissent de ce sang. Certains parlementaires ont siégé pendant cinq mandats sans jamais prononcer le mot "paix" de leur vie. Ce sont les députés les plus riches de Turquie.

Ceux qui accusent nos députés aujourd'hui ont-ils passé une minute à assurer la paix dans ce pays ? La plupart d'entre eux sont de grands hommes d'affaires. Ils ont de gros investissements. Ils vivent dans des fermes luxueuses. Les voitures de luxe ne manquent pas. Vos enfants montent-ils la garde à Xakurk (vallée du Kurdistan d'Irak) et Zap pendant que vous décidez de partir en guerre ? Envoyez vos enfants. Envoyez vos enfants, envoyez-les et voyez si vous pouvez être un belliciste aussi facilement. Nos cœurs brûlent. Je l'ai dit à maintes reprises. Les 12 soldats enterrés

hier (tués dans des opérations militaires contre le PKK, les 23 et 24 décembre au Kurdistan irakien) sont mes frères. Ce sont les enfants des pauvres de ce pays. J'aimerais que nous fassions la paix pour qu'ils puissent vivre. La responsabilité nous incombe. Nous nous considérons comme moralement responsables. Nous ne l'acceptons pas.

Ceux qui sont dans cette salle, nos représentants au Parlement, sont prêts à faire tout ce qui est nécessaire pour la paix. Celui qui ouvre la bouche parle du massacre jusqu'à ce qu'il reste le dernier terroriste. Ces litanies durent depuis 50 ans. Un parent d'un martyr criait hier "ça suffit". Il a raison, ça suffit, de qui se moque-t-on ? Ils seront responsables de la vie de ces jeunes gens et ils se retourneront effrontément pour blâmer le parti démocratique (DEM). C'est vous qui êtes responsables, c'est vous qui l'envoyez aux opérations. Que propose le parti démocratique (DEM) depuis des jours ? Il dit qu'il ne faut pas envoyer des jeunes de 20 ans dans les montagnes pour tuer. Il dit qu'il y a un moyen facile, simple, le moins coûteux et le plus honorable, et il marche sur les places publiques. Mais la police l'asperge de gaz lacrymogène, le frappe à coups de matraque et l'arrête (...).

Personne ne doit nous blâmer. J'en appelle à la société turque, j'en appelle à ceux qui ont ne serait-ce qu'un iota de valeur morale. Lors d'un discours prononcé à Aydın et à Manisa, j'ai dit ceci en réponse à ce dont on m'accusait : "Nous avons essayé de vivre ensemble. Nous avons essayé de faire taire les armes, nous avons essayé d'empêcher l'effusion de sang dans ce pays. Nous avons été emprisonnés ici pendant 7 ans pour cela, et nous continuons à appeler à la paix. Les parents et les frères et sœurs de nos amis sont décédés, ils ont voyagé pendant une heure pour exprimer leurs condoléances, et ils ont res-

senti leur douleur dans la cellule. Vous nous avez laissés mourir pendant la pandémie. Nous avons vécu la douleur du tremblement de terre ici. Vous avez fait tout cela. Nos familles ont eu un accident et ma mère a été handicapée. Ma mère est handicapée en ce moment, elle est en fauteuil roulant et ne peut pas venir ici. Combien de familles ont eu des accidents sur les routes des prisons ? Qu'est-ce que vous ne nous avez pas fait endurer ? Que disons-nous ? Nous disons la paix, comme tous nos amis qui ont parlé après 7 ans. Vous vous moquez de moi ? Ceux qui disent cela, ceux qui disent que nous allons écraser les terroristes et les achever, sont des patriotes ?

Vous nous avez gardés en prison plus longtemps que l'exécution du crime que vous revendiquez. Avant même la fin du procès, vous avez décidé que nous étions membres de l'organisation PKK. Je l'entends ici en prison, nous ne sommes pas autorisés à contacter qui que ce soit, mais nous l'entendons. Des personnes de la communauté qui ont été jugées et condamnées à 6 ans et 3 mois pour appartenance à l'organisation ont fini leur peine il y a 2 ans et ont été libérées. Ils ont fini de purger leur peine pour appartenance à l'organisation, nous sommes détenus depuis 7 ans.

Vous avez délibérément agi de la sorte en versant de fausses preuves au dossier et en ajoutant de faux témoins, tout en sachant que nous étions innocents. Ceux qui nous accusent sur les places et scandent des slogans sur la peine de mort sont des gens sans scrupules qui n'ont aucun sens de l'humanité. Quant à nous, nous continuons à représenter les plus hautes valeurs morales et l'honneur depuis 7 ans, avec une conscience claire et la certitude de notre innocence. Nous sommes maintenant au stade du verdict sur la conspiration de l'affaire, nous savons que vous êtes impatients d'annoncer la décision,

mais quelle que soit la décision que vous annoncerez, elle ne sera pas dans la conscience de l'histoire de notre peuple. Vous ne pourrez pas nous subjuguier dans cette bataille de volonté (...)

Je ne vous donnerai pas l'occasion de lire votre verdict en face de moi. Vous le lirez vous-même. C'est le testament que je fais à ma femme, à ma famille, à mes filles et à tout mon peuple : Lorsque le verdict sera annoncé, vous devrez l'accueillir avec joie et enthousiasme, car c'est ainsi que nous l'accueillerons ici. Nous préférons mourir plutôt que de faire des compromis et de vivre dans le déshonneur (...).

La principale raison pour laquelle nous sommes jugés est que nous sommes des politiciens kurdes. Les non-Kurdes sont également solidaires des Kurdes. Nous sommes jugés par l'État turc à des fins racistes et nationalistes simplement parce que nous sommes kurdes. Nous sommes jugés parce que nous ne nous soumettons pas à l'idéologie et aux thèses racistes turques. Nous sommes jugés pour avoir dit que le Kurdistan est notre patrie, que vous ne pouvez pas envahir ou détruire le Kurdistan. Dans cette salle, ils veulent condamner la réalité des Kurdes et du Kurdistan en notre personne. En outre, leur objectif politique est de gagner des référendums et des élections et de nous maintenir en prison pour légitimer le régime d'un seul homme. Je suis kurde, ma patrie est le Kurdistan, mes deux identités sont honorées, personne ne peut juger ces valeurs.

Le peuple kurde a le droit de vivre avec sa propre langue et sa propre identité comme les autres peuples dans sa patrie, le Kurdistan. Le fait que ce droit lui ait été retiré par les armes, la destruction et le déni s'appelle le problème kurde. La méthode que nous recommandons pour résoudre ce problème est la négociation (...)

Tous les partis politiques kurdes

ayant une perspective de solution démocratique au problème kurde sont parties à la solution et sont des interlocuteurs. Le lieu où le problème sera discuté et résolu de manière ouverte et transparente est le parlement. Tous les partis sont parties prenantes à la solution du problème kurde. Pour ces raisons, je soutiens et défends la rencontre de l'État turc avec M. Öcalan pour mettre fin pacifiquement à la dernière rébellion kurde. Je défends le droit du parti DEM à représenter le peuple et son adresse légitime. Je ne connais personne qui n'accepte pas le parti DEM. Je ne reconnais personne qui ne reconnaisse pas ma volonté et mon droit de représenter le peuple. Ma volonté m'appartient. Nous avons, nous aussi, de sérieuses contributions à apporter à la solution du problème kurde. Nous sommes prêts à faire de notre mieux pour cela, nous le ferons autant que nous le pourrons, notre objectif est de vivre ensemble sur un pied d'égalité. Le respect de ce principe est indispensable à la démocratie radicale pour laquelle nous luttons. Je le dis à ceux qui essaient de m'ignorer, de me détruire et de me liquider avec de fausses conspirations ; je suis l'ami et le soutien de tous ceux qui défendent la démocratie et la paix. Je déclare ouvertement que je ne reconnaitrai pas ceux qui ne l'acceptent pas. J'adresse toute ma défense au public parce que nous n'avons pas devant nous un panel judiciaire impartial et indépendant. Malheureusement, cela n'existe pas.

Où en sont les choses ? Le dossier préparé par le ministère de l'intérieur sur instruction du palais présidentiel et de MİT (services de renseignement turcs) est devant vous en tant que dossier criminel. Si vous aviez fait cela, si vous aviez dit : "Il n'y aura pas d'affaire, de procès ou d'accusation de ce genre, nous ne serons pas l'instrument de cette conspiration ouverte", vous auriez changé le cours de l'histoire en Turquie. Si vous

aviez défendu ne serait-ce qu'un peu de valeurs juridiques et éthiques, vous auriez dit : "Nous considérerions comme une insulte le fait de juger les coprésidents d'un parti, les membres du parlement, les membres du conseil exécutif central avec 37 peines d'emprisonnement à vie aggravées et des peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à des milliers d'années" pour deux tweets appelant à des manifestations et des discours à contenu politique, en Turquie. Vous changeriez le destin du pays. Vous nous avez détenu pendant 7 ans sans interruption dans une affaire pour laquelle vous n'auriez même pas dû accepter d'ouvrir une enquête, et encore moins de préparer un acte d'accusation. Nous ne savons pas comment les instructions sont arrivées, mais nous avons vu qu'elles ont été données ouvertement à la télévision et dans des rassemblements (...).

Si l'on compte la richesse de chacun d'entre nous, de l'argent dans nos poches jusqu'à nos biens, il n'y a pas un pour cent de la richesse d'un seul député de l'AKP. Ou membre du Parti İyi ou du MHP. Nous avons coprésidé 102 municipalités, dont 3 municipalités métropolitaines et 10 municipalités provinciales. Sebahat Tuncel n'a pas de maison, la maire de Diyarbakir Gültan en a achetée une grâce à un prêt. J'en ai achetée une à crédit. Pas un seul de nos proches n'a bénéficié d'appel d'offres de nos municipalités et ne le peut pas. Nous sommes de tels politiciens. Vous devez ressentir dans votre conscience la douleur et la cruauté qui nous sont infligées. Nous étions de bonnes personnes, on ne se vante pas, mais nous sommes de bonnes personnes. Nous n'avons fait de mal à personne, mais vous l'avez fait. Mes parents ont eu un accident en traversant à 100 mètres de la prison. Ils ont failli mourir, ils sont restés à l'hôpital pendant des jours, ils ont été handicapés, on leur a donné le droit de parler au téléphone

pendant 10 minutes. Ils sont toujours blessés. S'ils ne m'avaient pas mis à Edirne (ville de Thrace, située à 1700 km de Diyarbaki), s'ils m'avaient mis à Ankara, nous n'aurions pas eu à emprunter ces routes. Mais qu'as-tu fait ? La tradition ottomane exilait les seigneurs kurdes en Crète, en Sino, sur les plateaux d'Anatolie centrale, à Edirne, à Imralı. Maintenant, ils les conduisent à Edirne et à Kandira. Edirne est un lieu d'exil, pas une prison. Le message qui nous est donné est : « Nous enverrons les Kurdes en exil ». Car ici nous ne sommes pas seulement en prison, nous sommes aussi en exil.

Vous avez, à travers cette affaire, contribué à la construction du régime d'un seul homme en Turquie. Vous l'avez fait en connaissance de cause et volontairement (...). Vous avez ouvert la voie pour que le pays soit entraîné dans une crise économique et que la corruption et le pillage deviennent normaux. Vous avez provoqué l'effondrement des valeurs morales d'un peuple. Ce qui est étrange, c'est que les islamistes et les nationalistes aient fait cela. Comme beaucoup de choses dans ce pays, le nationalisme et la religiosité sont faux. Cependant, alors que le nationalisme turc prêche qu'un Turc vaut le monde », ils détruisent moralement leur propre nation et toutes ses valeurs. L'hostilité envers les Kurdes a tellement assombri leurs yeux et l'hostilité envers ceux qui ne leur ressemblent pas les a tellement assombrés qu'ils n'hésitent pas à dévaster la nation turque.

C'est ce que les nationalistes turcs appellent la survie, la survie de leurs sales richesses. Les nationalistes turcs ne se soucient pas de savoir si un meurtrier mafieux devenu trafiquant de drogue insulte la police turque. Au contraire, la police turque est chargée d'escorter les canailles de la mafia. Ceux qui ont fait cette nomination n'ont pas du tout honte, ils s'en

foutent tant que les Kurdes resteront en prison et que des administrateurs seront nommés pour diriger leurs municipalités. C'est votre justice qui en est la cause. Vous avez détruit une société et un État avec les décisions illégales que vous avez prises. Vous pouvez être fiers de votre travail ! Ne nous accusez pas d'abolir l'État, le gouvernement et la Constitution, parce que vous l'avez fait vous-même. Il n'y a plus d'État, il n'y a plus d'ordre constitutionnel que nous puissions abolir. Vous avez conduit une nation à l'effondrement moral.

Alors, quels sont les fondements du nationalisme turc et la thèse officielle du turquisme qui nous jugent dans cette affaire ? Pourquoi avons-nous la chair de poule lorsque nous parlons de Kurdes ou de Kurdistan ? Par exemple, si vous dites Turkistan, aurez-vous la chair de poule ? Est-ce que Turc, Turkmène ou Öztürk dérangent quelqu'un, mais quand on évoque le Kurdistan, kurde, la chair de poule surgit. Pourquoi ? La frontière entre la Turquie et l'Iran borde officiellement la province du Kurdistan. La province du Kurdistan iranien est la voisine officielle du Kurdistan. L'autre côté, au-delà de Khabour, est la région fédérée du Kurdistan, selon la Constitution irakienne. Quand j'entends cela, j'ai la chair de poule. Les erreurs commises lors de la création de la République sont à l'origine de tous les problèmes qui se posent aujourd'hui. Si l'on prend en compte la coopération réalisée pendant la Guerre d'Indépendance, ce qui se passe aujourd'hui peut être évité. La plupart des déclarations qui m'ont amené à être jugé sont celles que j'ai dites à ce sujet.

Alors que l'Empire ottoman s'effondrait, la montée d'un déterminisme centré sur l'Europe dans le monde et la formation d'une nation basée sur la race comme vision politique extrêmement populaire ont été inscrites à l'ordre du jour

du Comité Union et Progrès en Turquie (...) Lorsque Mustafa Kemal se rendit en Anatolie, la force la plus vivante et la plus non dispersée derrière lui était les armées de l'Est. Mustafa Kemal ne va pas à Datça, Muğla ou Edirne, (dans l'ouest du pays) il n'y pense pas. L'endroit où il est allé était Erzurum. Les lettres qu'il a écrites sont adressées aux Kurdes et aux seigneurs du Kurdistan. Mustafa Kemal ne dit ni « vous n'êtes pas kurde », ni « il n'y a pas de Kurde ». Il a le soutien des Kurdes. Le seul endroit où les armées de la Guerre d'Indépendance n'ont pas combattu est la géographie du Kurdistan parce que les gens y ont combattu. C'est Karayilan qui combat à Antep. Qu'a-t-il dit : « Ô seigneurs kurdes, cheikhs kurdes... » Il est en contact à la fois avec Seyyed Rıza et Cheikh Saïd. Il n'a pas dit : « Chers cheikhs et messieurs kurdes, nous abolirons le califat ». Le pouvoir qu'il soutient n'est pas la laïcité, ni la République de Turquie, mais le pouvoir de l'Islam. Ce n'est pas Cheikh Saïd qui a trahi le contrat, c'est l'administration d'Ankara. Ils mentent, ils lisent les livres sur l'histoire de la révolution et suivent le professeur. Ils le font maintenant, et ils font réciter ces récits aux enfants. Ils mentent. Pourquoi le Cheikh se rebelle-t-il ? Vous nous l'avez promis, la première chose que vous faites lorsque vous réussissez est d'abolir le califat. "Vous interdisez le kurde", dit-il. Ce n'est pas Cheikh Saïd qui a trahi. Il n'existe aucune information indiquant que Cheikh Saïd a coopéré avec les Britanniques. Les intellectuels turcs devraient lire un peu et être éclairés. Oui, il y a une rébellion, mais Cheikh Saïd n'est pas un traître. Si quelqu'un m'aime, qu'il sache que je suis l'un des petits-enfants de Cheikh Saïd. Les socialistes kurdes et les islamistes savent ce qu'est Cheikh Saïd.

Commémorer Cheikh Saïd est une « trahison ». Alors, qu'est-ce que ça fait de commémorer Topal

Osman (chef d'une bande armée turque pendant la guerre d'indépendance) ? Je demande à Meral Akşener (Président d'IYI Parti). Il n'y a pas de rébellion que Topal Osman n'ait commis, pas de meurtre qu'il n'ait commis. Topal Osman fait partie des personnes accusées de l'assassinat de Mustafa Kemal. Nous vivons dans une patrie commune, vous vous souvenez de Topal Osman. Quel est ce héros ? Ils commémorent le général Mustafa Muğlalı, un officier diplômé de l'académie militaire. C'est lui qui a exécuté 33 personnes (kurdes) dans le district d'Özalp, les mains liées, sans procès, le 30 juillet 1943. Parmi eux, Mustafa Muğlalı a été jugé et condamné.

Entrez simplement sur Google, la rue Mustafa Muğlalı est partout. Bien qu'il soit juste de commémorer Muğlalı dans ce pays et de donner son nom à une rue. « Les 33 balles », poème d'Ahmet Arif, ont été écrits à leur sujet. Il n'y a aucun problème à commémorer Muğlalı, mais lors de la commémoration de Cheikh Saïd, c'est l'enfer qui se déchaîne. Par exemple, Abdullah Alpdoğan (général turc) peut être mentionné partout ; il a massacré des milliers de Kurdes alévis du Dersim. Laissez-moi vous citer les plus célèbres(...) : Sabiha Gökçen est la personne qui a piloté l'avion qui a bombardé Dersim. Alors que les Kurdes ne s'expriment pas lorsqu'on les

évoque, pourquoi l'enfer se déchaîne-t-il lorsqu'ils parlent de Cheikh Saïd ? Prenez le cas célèbre de Kenan Evren. Il a été jugé pour complot de coup d'État. Il y a encore le boulevard Kenan Evren, la mosquée et la rue. Kenan Evren alors que le type est un putschiste. Il dit (un député turc) : « Allez, va parler à la maison » car 3 mots de syriaque sont prononcés. Les députés du parti IYI le disent. C'est l'un des députés les plus riches qui a dit cela. Alors que vos ancêtres et vos 7 dynasties n'étaient pas encore sur cette terre, les Assyriens étaient sur cette terre, ils sont le peuple le plus ancien de cette terre.(..)

ROJAVA : LA TURQUIE S'EN PREND A LA POPULATION CIVILE

Pour « venger » la mort de 12 soldats tués les 23 et 24 décembre dans des affrontements avec la guérilla du PKK, la Turquie a lancé des bombardements aériens massifs contre plusieurs localités de Rojava dont Qamishlo, Kobanî, Amûdê et Tirbe Sipiye. Neuf civils ont été tués et les dégâts matériels sont considérables. Des infrastructures civiles de base comme des centrales électriques ont été détruites, privant plusieurs centaines de milliers de personnes d'électricité, une imprimerie, des silos de grains, une manufacture de coton, un moulin ont été détruits. Au total une quinzaine d'infrastructures civiles assurant des services de base à une population déjà très éprouvée par une douzaine d'années de guerre ont été gravement endommagées.

Le 26 décembre, le général Mazloum Kobanî, commandant en chef des forces démocratiques syriennes, a lancé un appel solennel à la coalition internationale de guerre contre Daech et à la communauté internationale à intervenir pour faire cesser les agressions incessantes de la Turquie. Il a appelé celle-ci à régler ses pro-

blèmes domestiques à l'intérieur de ses frontières et à ne pas chercher des exutoires extérieurs. La communauté internationale doit intervenir pour assurer la sécurité de la population civile de Rojava et sa stabilité.

Il devient de plus en plus clair que la Turquie a pour stratégie de terroriser la population de Rojava et de la pousser à fuir le pays, à s'exiler en Europe. Le changement démographique mené tambour battant dans les territoires kurdes syriens sous occupation turque doit être complété par l'exode vers l'Europe ou le Kurdistan irakien des Kurdes de Rojava. La Turquie compte d'ailleurs envahir l'ensemble du Kurdistan syrien dès le retrait américain pour « éliminer la menace existentielle » que leur poserait la présence d'une entité politique kurde qu'elle qualifie de « terroriste » à ses frontières.

Ni l'ONU, ni même les principaux pays occidentaux n'ont réagi à cette énième agression turque contre le Rojava.

Selon les statistiques des FDS pour 2023, la Turquie a lancé 798 at-

taques contre l'AANES, entraînant la mort de 39 civils, dont onze enfants, et 83 civils blessés. Les FDS ont rapporté que 173 de leurs soldats ont été tués par la Turquie, l'Etat islamique (Daech) et le régime syrien en 2023.

L'Organisation nationale de renseignement turque (MIT) a affirmé avoir assassiné le 5 décembre un commandant kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS), Sherwan Hassan, dans l'est de Deir ez Zor. Hassan a été tué lorsqu'un engin piégé a frappé son véhicule. Les FDS ont fait l'éloge de Sherwan Hassan pour ses sacrifices au cours de la lutte contre l'Etat islamique (Daesh) et ont qualifié sa mort d'« opération terroriste lâche ».

Le 28 décembre, les FDS ont annoncé la mort d'un dirigeant dangereux de Daech dans le camp d'Al Hol, avec le soutien de la coalition mondiale dirigée par les États-Unis. Le terroriste, connu sous le nom de Abu Obaida al Iraqui a refusé de se rendre lors d'un raid sur le camp et a tenté de faire exploser son gilet suicide avant que les forces de sécurité ne lui tirent dessus. Le terroriste

décédé était accusé d'avoir tué des femmes et des enfants à l'intérieur du camp, d'avoir orchestré des attaques contre les forces de sécurité et d'avoir fait sortir clandestinement les soi-disant « lou-veteaux du califat » du camp. Les FDS ont revendiqué 73 opérations anti-Daech en 2023, aboutissant à l'arrestation de 352 terroristes avec le soutien des États-Unis.

Par ailleurs, au moins trois civils ont été tués lors d'échanges de bombardements entre le régime syrien et des mercenaires turcs dans deux villages proches du district de Sherwa occupé par les Turcs. Les échanges de tirs entre le régime syrien et les mercenaires turcs ont fait des victimes civiles, principalement des Kurdes. Dans le canton d' Afrin occupée, la Turquie et ses mercenaires syriens ont tué 68 civils en 2023.

De son côté, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a souligné le coût du conflit croissant entre les États-Unis et les milices soutenues par l'Iran en Syrie. L'OSDH a enregistré la mort de 44 miliciens soutenus par l'Iran en Syrie en novembre, dont environ la moitié ont été tués par des frappes aériennes américaines. L'autre moitié a été tuée par l'État islamique (Daech) ou par des frappes aériennes israéliennes. L'OSDH a également documenté 29 attaques contre des installations accueillant du personnel américain par des milices soutenues par Téhéran et quatre séries de frappes de représailles visant des milices et le Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI) en no-

vembre. Enfin, l'OSDH a rapporté que les milices soutenues par l'Iran renforcent leur présence dans le gouvernorat de Homs et s'entraînent en vue d'une confrontation avec les forces américaines.

Le 8 décembre des milices, soutenues par l'Iran, ont ciblé quatre bases américaines avec de multiples barrages de roquettes et des munitions errantes lancées depuis l'Irak vers la Syrie. Une milice pro-iranienne appelée "La Résistance islamique" a publié une déclaration s'attribuant le mérite des attaques contre les champs pétrolifères d'Al Omar, de Conoco, de Kharab al Jir et al Shadadi basés dans le gouvernorat d'Al Hasakah.

Le Sénat américain a voté le 7 décembre à une écrasante majorité (13-84) contre une motion visant à renvoyer la S.J.Res.51 de la commission sénatoriale des relations étrangères. La S.J.Res.51 a été introduite par le sénateur Rand Paul et aurait exigé le retrait de tout le personnel américain de Syrie dont la présence n'avait pas été approuvée par le Congrès dans les 30 jours si elle avait été adoptée par la Chambre et le Sénat et promulguée par le président. Le sénateur Paul a fait valoir que l'absence d'une déclaration formelle de guerre par le Congrès rendait illégale la mission américaine en Syrie et a affirmé que la récente série d'attaques iraniennes contre des bases américaines en Syrie prouvait que le personnel américain était soumis à des risques inutiles. Le vote bipartisan écrasant contre l'avancement de la S.J.Res.51

montre clairement que la fin de la mission américaine en Syrie ne bénéficie cependant pas d'un large soutien au Capitole. La présence américaine en Syrie est vitale pour dissuader les futures invasions turques du nord-est de la Syrie et pour poursuivre la lutte contre l'EI (Daech).

De son côté, la coalition mondiale dirigée par les États-Unis pour vaincre l'État islamique a publié une déclaration affirmant que plus de 4 400 combattants de Daech et leurs proches ont été rapatriés vers leur pays d'origine depuis des camps du nord-est de la Syrie en 2023. La déclaration a également salué le travail des Forces démocratiques syriennes (SDF) et l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES) pour avoir facilité le transfert de ces personnes et ont reconnu la valeur du rapatriement en déclarant : "Environ 47 000 personnes provenant de plus de 60 pays restent dans des camps de personnes déplacées, dont 60 % sont des enfants dont près de 5 000 de moins de cinq ans. Le rapatriement est la seule solution durable". L'AANES et la Coalition ont souligné que les camps comme al Hol sont des foyers d'insécurité et de dénuement que Daech exploite pour recruter des militants et mener des attaques terroristes. Les appels au rapatriement lancés par l'AANES restent souvent sans réponse car de nombreux pays hésitent à répondre aux problèmes de sécurité soulevés par le rapatriement des individus liés à Daech.

CÉLÉBRATIONS DE NOËL ET DE GAXAN AU KURDISTAN

Les chrétiens du Kurdistan irakien ont célébré dans la paix et la sérénité la fête de Noël. Les nombreuses égalises de la région étaient bondées pour célébrer cet événement majeur du calen-

drier chrétien. De très nombreux Kurdes musulmans sont venus en voisins s'associer à ces célébrations. Le Président et le Premier ministre du Kurdistan ont envoyé des messages de congratulation à la communauté chrétienne qui compte

environ 120.00 personnes et exprimé des vœux pour l'année nouvelle.

Au Kurdistan de Turquie, depuis le génocide de 1915 perpétré par l'empire ottoman, il ne reste plus

guère de chrétiens. A Diyarbakir, capitale politico-culturelle kurde, où les chrétiens arméniens et syriaques formaient au début du XX^e siècle un bon tiers de la population, il ne reste plus qu'une vingtaine de Syriaques, quelques dizaines d'Arméniens et une poignée de chaldéens. Ils se sont tous rassemblés dans l'église plus que millénaire de Mère Marie (Meryem Ana) où la messe a été célébrée par le prêtre syriaque Behman Samary. Des Kurdes chrétiens, yézidis et musulmans ont assisté à cette messe où les cantiques en araméen, langue du Christ, ont résonné sous la magnifique voûte de cette église témoignant, avec de nombreuses autres églises arméniennes et syriaques de la ville, de la présence depuis les tout débuts du christianisme, des chrétiens sur ces terres où selon le récit biblique un émigré nommé Abraham a séjourné quelque temps à Harran (situé à quelques 150 km de Diyarbakir) où il a fait la connaissance d'une autochtone Sarah qu'il a épousée.

Vivant depuis des siècles en quasi symbiose avec les chrétiens de diverses obédiences, les Kurdes, notamment les Kurdes alévis de Dersim, de Sivas et d'Erzingan, célèbrent pendant cette même période une fête nommée Gaxan. Occultée par le régime répressif et uniformisateur de la république turque pendant un siècle, cette fête sort ces dernières années des cercles familiaux. Ainsi, la municipalité de Dersim a organisé le 29 décembre une célébration publique de Gaxan avec des danses en costumes traditionnels et de la musique et une forte participation populaire. A Paris, le 23 décembre une célébration de Gaxan a eu lieu à l'Institut kurde pour familiariser la nouvelle génération avec cette tradition multi-séculaire.

A Dersim, le mois de décembre est appelé mois de Gaxan (Asma Gaxanî).

Le Gaxan est fêté à la fin du mois de décembre. D'après les informations recueillies auprès des anciens, le Gaxan se fêtait le dernier

mercredi du mois de décembre selon le calendrier Julien.

Cette période de fêtes est considérée comme la plus grande et la plus sacrée car elle est dédiée à Zoroastre.

Lors de ces jours de fin d'année les jeunes du village se déguisent. L'un se déguise en un « vieux » avec une barbe. Un second se déguise en la jeune mariée du « vieux ». Deux autres jeunes se déguisent en deux gardes du « vieux ». Ensemble ils visitent, accompagnés des jeunes et adolescents du village, toutes les maisons et demandent des cadeaux. Les villageois leur donnent, entre autres cadeaux, de la farine, du beurre, du yaourt, du babeurre, de l'ail, etc. Avec tous ces ingrédients les jeunes préparent le Sir ou Zerfet, deux spécialités de Dersim qu'ils mangeront tous ensemble.

On dit que symboliquement le « vieux » représente l'année écoulée et la « jeune mariée » représente la nouvelle année.



Luc Mathieu
01 Décembre 2023

Syrie : Bachar al-Assad a-t-il eu peur d'être arrêté à la COP28 ?

Les organisateurs de la COP28 à Dubaï peuvent respirer : le président syrien Bachar al-Assad ne viendra pas. Ils n'auront pas à gérer le casse-tête des photos officielles avec des chefs d'Etat occidentaux qui refusent de figurer aux côtés du dictateur. «Déjà en 2008, lors du sommet pour la Méditerranée à Paris, cela avait été compliqué. Et c'était avant le soulèvement et la guerre, avant qu'il devienne un paria. Alors imaginez aujourd'hui...» dit l'ancien ambassadeur français en Syrie Michel Duclos. Comme annoncé mardi par le quotidien Al-Watan, organe de propagande du régime, la Syrie sera représentée par le Premier ministre Hussein Arnous. Bachar al-Assad restera dans son palais de Damas.



Bachar al-Assad lors d'une réunion d'urgence de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique, à Riyad en Arabie saoudite, le 11 novembre. (AFP)

Son absence est a priori surprenante. Al-Assad tente désespérément de revenir sur la scène internationale. Il avait franchi une première étape lorsque la Syrie a réintégré la Ligue des pays arabes en mai et participé à une réunion avec une vingtaine de chefs d'Etat à Jeddah, en Arabie saoudite. En septembre, la Chine l'avait accueilli lors des 19e Jeux asiatiques. Le 11 novembre, il était à Riyad pour une réunion d'urgence de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique. Aller à Dubaï aurait eu une tout autre ampleur, la COP28 étant un sommet mondial. Il avait reçu en mai une invitation officielle du président émirati Mohamed ben Zayed Al Nahyane via le chargé d'affaires des Emirats en Syrie. Alors, pourquoi ne pas y aller ?

Attaques chimiques

Aucune raison n'a été avancée par les organisateurs de la

COP, ni par le régime. L'article d'Al-Watan ne mentionne même pas le nom de Bachar al-Assad. Plusieurs opposants et associations syriennes qui militent pour que le dictateur soit jugé pour sa répression sauvage du soulèvement de 2011, telle la Syrian Emergency Task Force, en sont, eux, persuadés : il a eu peur d'être arrêté.

Depuis le 14 novembre, Al Assad est visé par un mandat d'arrêt international émis par la France pour complicité de crimes contre l'humanité et crimes de guerre pour les attaques chimiques de la Ghouta, à l'été 2013. Son frère Maher, ainsi que deux dignitaires de son régime, le général Ghassan Abbas, directeur de la branche 450 du Centre d'études et de recherches scientifiques, où sont développées les armes chimiques, et le général Bassam al-Hassan,

conseiller du président, sont aussi visés.

Pas diffusé par Interpol

Ce mandat d'arrêt aurait-il pu être exercé à Dubaï, en marge de la COP28 ? En théorie, oui. La France et les Emirats arabes unis ont signé une convention d'extradition qui est entrée en vigueur le 3 septembre 2018. Son article 14 prévoit que les deux pays peuvent demander l'arrestation provisoire d'une personne recherchée ou condamnée. Rien n'empêchait donc a priori que Bachar soit interpellé et détenu à Dubaï le temps d'être extradé vers la France.

Mais rien n'était automatique pour autant. Le mandat d'arrêt de Bachar al-Assad n'est pas diffusé par Interpol. Il ne le sera d'ailleurs probablement pas, une résolution de 2010 de l'organisation stipulant qu'en cas

de mandat d'arrêt pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité ou génocide émis par un pays, l'état du ressortissant visé par le mandat peut s'opposer à sa diffusion. Il paraît peu probable que la Syrie ne s'oppose pas à ce que son président soit ciblé par une notice rouge.

Il aurait donc fallu que la France demande l'arrestation d'Al-Assad via le parquet général, qui aurait saisi le ministère de la Justice, lequel aurait contacté le ministère des Affaires étrangères qui aurait lui-même contacté le ministère des Affaires étrangères émirati. Il aurait aussi fallu que les Emirats, qui ont œuvré au retour de Bachar al-Assad sur la scène internationale, montrent de la bonne volonté en ne faisant pas traîner la procédure. Rien ne dit qu'ils l'auraient fait. Bachar al-Assad a de toute façon préféré rester chez lui.

La Turquie dans le viseur du Trésor américain

Des investissements au profit du Hamas et le contournement des sanctions contre la Russie ont valu des sanctions à une douzaine d'entreprises turques de la part de Washington.

Porte d'entrée majeure des marchandises destinées à la Russie, la Turquie, seul pays de l'OTAN à ne pas appliquer les sanctions, continue d'exporter les micro-processeurs, les composants radio, les pièces de rechange ainsi que les marchandises à double usage (lave-linge, téléphones portables, etc.) qui aident à alimenter la machine de guerre du Kremlin.

Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, le 24 février 2022, son espace aérien est ouvert aux vols vers la Fédération de Russie, ses ports servent à la réexportation de biens essentiels au complexe militaro-industriel russe, et ses hommes d'affaires servent d'intermédiaires aux entreprises russes en quête de contournement.

Juguler ce commerce est devenu une priorité pour les alliés occidentaux d'Ankara, notamment pour Washington, mieux armé que l'Union européenne pour taper du poing sur la table en cas d'évitement des sanctions.

Pour la deuxième fois cette année, Brian Nelson, secrétaire adjoint au Trésor américain, a ainsi fait le déplacement en Turquie, jeudi 30 novembre, afin d'expliquer aux autorités la nécessité de mettre un frein aux exportations qui permettent à Moscou de poursuivre sa guerre en Ukraine. « *Malheureusement, nous avons assisté, au cours des dix-huit à vingt-quatre derniers mois, à une multiplication par six de la réexportation des composants à double usage les plus préoccupants via la*

Turquie », a déclaré le sous-secrétaire.

Une chaîne bien rodée

A l'évidence, le commerce est prospère entre les deux pays voisins de la mer Noire. De janvier à septembre, les exportations turques de biens sensibles et à double usage ont grimpé en flèche à destination de la Russie, mais aussi de la Géorgie, de l'Arménie, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan, cinq Etats post-soviétiques soupçonnés d'agir pour le compte de Moscou.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Selon une [analyse réalisée par le quotidien britannique Financial Times](#), à partir de la base de données Trade Data Monitor, en 2023, Ankara a déclaré 158 millions de dollars (145 millions d'euros) d'exportation vers ces pays, soit trois fois plus que le niveau enregistré au cours de la même période en 2022. Une progression significative si l'on tient compte du fait que les exportations se montaient à 28 millions de dollars (25,7 millions d'euros) seulement entre 2015 et 2021, soit avant l'agression russe à grande échelle de l'Ukraine.

Pour l'essentiel, les catégories de biens exportés, au nombre de quarante-cinq, selon le Trésor américain, sont utilisées par l'industrie de défense russe pour fabriquer des missiles, des drones, des systèmes de vision pour des avions et des hélicoptères. Produites aux Etats-Unis, dans l'Union européenne, en Asie, ces marchandises parviennent à entrer en Russie grâce à une

chaîne bien rodée de sociétés-écrans, de systèmes de réexpéditions multiples et de destinations finales dissimulées dont la Turquie s'est fait une spécialité.

« *Trop de navires et d'avions russes sont en maintenance dans les ports et les aéroports turcs* », a dénoncé Brian Nelson, lors d'une conférence de presse à Ankara. L'administration américaine, a-t-il reconnu, peine à convaincre les autorités turques de cesser leur commerce avec Moscou. « *Nous n'obtenons pas les résultats que nous souhaitons (...) dans le contexte des expressions très sincères de soutien à l'Ukraine* » de la Turquie, qui soutient militairement Kiev tout en gardant de bonnes relations avec Moscou.

Erdogan irrité par les réprimandes

Le 2 novembre, l'Office of Foreign Assets Control (OFAC), le bras armé du Trésor américain pour les sanctions, a placé sur sa liste noire Azint Elektronik, un fournisseur d'électronique basé à Istanbul, qui a fourni des circuits intégrés à IC Component, une société de Saint-Petersbourg liée au complexe militaro-industriel russe. Sanctions aussi pour cinq entreprises maritimes et commerciales turques, épinglées deux mois plus tôt par le Trésor américain pour avoir réparé des navires militaires russes et transporté des articles sensibles vers la Russie.

Autre source d'inquiétude « *profonde* », les liens de la Turquie avec le Hamas, évoqués par Brian Nelson, qui a

invité le gouvernement turc à sévir contre d'éventuels transferts de fonds. Certes, les Etats-Unis n'ont pas détecté de flux financiers depuis le 7 octobre, date du début de la guerre entre Israël et le Hamas. Mais, a-t-il pointé, Ankara a aidé l'organisation palestinienne par le passé, lorsque des portefeuilles d'investissements, des donateurs, des associations caritatives ont réalisé des levées de fonds.

En mai 2022, le fonds turc de placement immobilier Gayrimenkul Yatirim Ortakligi, coté à la Bourse d'Istanbul, a été mis sur la liste de l'OFAC, qui l'a désigné comme faisant partie du portefeuille d'investissements du groupe palestinien en Turquie.

Ces réprimandes ont le don d'irriter le président turc, Recep Tayyip Erdogan, pour qui le Hamas n'est pas une organisation terroriste mais un parti politique « *qui s'est présenté aux élections en tant que tel et les a gagnées* ». « *Nous concevons notre politique étrangère uniquement en fonction des intérêts de la Turquie et des attentes de notre peuple* », a-t-il rappelé dans un texte publié samedi par son service de presse.

Pas de quoi rassurer les banques et les entreprises turques, qui redoutent plus que tout de tomber sous le coup des sanctions américaines. Ce qui, dans une économie aussi dollarisée que celle de la Turquie, compromettrait leur accès au système financier mondial.

Au Yémen et en Irak, les miliciens pro-Iran reprennent leurs actions anti-occidentales

ALORS QU'ISRAËL a repris ses bombardements dans la bande de Gaza, la tension monte, de nouveau, entre les États-Unis et ses ennemis pro-iraniens au Yémen et en Irak, qui ont, eux aussi, renoué avec leurs attaques. Depuis la fin de la trêve à Gaza, vendredi matin, l'alerte la plus sérieuse est venue de la mer Rouge. Dimanche, les rebelles yéménites houthistes, soutenus par l'Iran, ont mené « une opération » contre des « navires israéliens dans le détroit de Bab al-Mandab », cette voie navigable stratégique reliant la mer Rouge au golfe d'Aden, en représailles à la guerre menée par l'armée israélienne contre le Hamas à Gaza.

Le Commandement militaire américain au Moyen-Orient (Centcom) a confirmé « quatre attaques (dimanche, NDLR) contre trois navires commerciaux distincts opérant dans les eaux internationales du sud de la mer Rouge ». En réponse aux appels de détresse des navires, le destroyer américain USS Carney a abattu trois drones qui se dirigeaient vers le navire de guerre américain. L'USS Carney avait commencé par repérer un missile, tiré d'une zone tenue par les rebelles au Yémen, qui a fini sa course près d'un navire battant pavillon des Bahamas, l'Unity Explorer. Le navire de guerre a signalé ensuite des dégâts mineurs causés par un autre missile provenant d'une zone, là encore tenue par les houthistes. La cible, le Number 9, un vraquier battant pavillon panaméen, a reconnu avoir été endommagé, sans faire de vic-

time. Un troisième navire commercial, le Sophie II, battant également pavillon panaméen, a lui aussi été touché, sans subir de dégâts importants.

Pour le Centcom, cette gerbe d'attaques représente « une menace directe envers le commerce international et la sécurité maritime ». Les États-Unis « ont toutes les raisons de croire que ces attaques, bien que lancées par les houthistes au Yémen, sont entièrement financées par l'Iran ».

Au même titre que les milices chiites irakiennes et le Hezbollah libanais, les houthistes font partie de « l'axe de la résistance » aux États-Unis et à Israël, établi par Téhéran, ces dernières années. Depuis que l'Arabie saoudite voisine leur a déclaré la guerre en 2015, les insurgés houthistes ont reçu de l'assistance technique du Hezbollah et des armes de l'Iran, leur permettant d'infliger des pertes à leurs ennemis à l'intérieur du Yémen, et d'envoyer des drones et des missiles en territoire saoudien.

Depuis le début, le 27 octobre, de l'opération terrestre israélienne dans la bande de Gaza, les houthistes ont lancé une série de drones et de missiles en direction d'Israël et de nombreux engins ont été interceptés par les défenses israéliennes ou des navires de guerre américains. Ces attaques, sans être une menace militaire importante pour Israël, accentuent la pression sur l'État hébreu, occupé sur d'autres fronts.

Riposte américaine meurtrière

Les rebelles ont promis de continuer à cibler les navires israéliens « jusqu'à ce que l'agression israélienne contre nos frères de la bande de Gaza cesse ». Le 19 novembre, ils s'étaient emparés du navire marchand Galaxy Leader avec ses 25 membres d'équipage, au terme d'une opération menée par un commando des forces navales houthistes, qui avait filmé son action. Le Galaxy Leader appartient à une société britannique, elle-même propriété d'un homme d'affaires israélien.

Inquiets de cette montée des périls en mer Rouge, les ministres des Affaires étrangères des pays du G7 (États-Unis, Royaume-Uni, France, Canada, Allemagne, Japon, Italie) ont appelé, la semaine dernière, les rebelles à cesser de menacer la navigation internationale et à libérer le Galaxy Leader et son équipage. En vain.

En Irak également, après une accalmie qui avait coïncidé avec les sept jours de trêve entre Israël et le Hamas, les attaques ont repris contre les intérêts américains. Dimanche, « plusieurs roquettes » ont visé « des forces américaines et de la coalition » stationnées sur une base dans l'est de la Syrie. Mais en représailles, les États-Unis ont procédé, dimanche soir, à « une frappe d'autodéfense », tuant cinq combattants pro-Iran dans les environs de Kirkouk, à 300 km au nord de Bagdad. Les victimes appar-

tiennent à la milice irakienne al-Noujaba, déployée dans la région de Dibis.

Fin novembre déjà, en riposte aux attaques récurrentes des groupes pro-Iran, des frappes américaines avaient visé à deux reprises des combattants dans l'orbite de Téhéran. Washington a aussi bombardé à trois reprises en Syrie des sites liés à l'Iran.

Depuis le 17 octobre, pas moins de 76 attaques ont été menées contre des troupes américaines en Irak et en Syrie, selon un décompte du Pentagone. Elles embarrassent le premier ministre irakien, Mohammed Chia al-Soudani, qui coopère avec Washington, mais est largement impuissant face aux puissantes factions chiites. Samedi, lors d'un appel téléphonique au secrétaire d'État américain, Antony Blinken, M. Soudani a réitéré « l'engagement du gouvernement irakien à protéger les conseillers de la coalition internationale présents en Irak », des centaines d'Américains et de Français notamment, déployés dans son pays dans le cadre de la coalition antidjihadiste pilotée par Washington.

Depuis mars, une milice irakienne pro-Iran détient également une chercheuse russo-israélienne, Elizabeth Tsurkov, dont la première vidéo a été diffusée, il y a quelques semaines, durant l'opération israélienne à Gaza. Sa libération pourrait être exigée par le Hamas en échange de l'élargissement de prisonniers palestiniens détenus en Israël.

Daesh : origine et histoire de cette organisation terroriste née en Irak

L'attaque mortelle au couteau près de la tour Eiffel à Paris, samedi 2 décembre 2023, dont l'auteur avait fait allégeance à Daesh, rappelle la menace que représente encore le groupe terroriste, y compris en France. Également appelée « État islamique », l'organisation est née en 2006 dans le contexte de marginalisation des sunnites irakiens, avant de s'étendre jusqu'à la Syrie.

L'auteur de l'attaque mortelle au couteau près de la tour Eiffel à Paris, samedi 2 décembre 2023, [avait fait allégeance à Daesh](#). Le lendemain, l'organisation terroriste a revendiqué l'attentat perpétré au cours d'une messe dans le gymnase d'une université aux Philippines, qui a tué au moins quatre personnes.

Daesh, aussi appelé « État islamique » (EI), est une organisation djihadiste née dans le sillage de l'invasion américaine en Irak et de la chute de Saddam Hussein, qui a eu une emprise territoriale en Irak et en Syrie entre 2014 et 2019.

Les sunnites marginalisés

L'organisation, aux racines irakiennes, naît en 2006 en pleine guerre civile entre chiites et sunnites. Ces derniers, évincés de l'armée et de la fonction publique après la chute de Saddam Hussein, désœuvrés ou en prison pour certains, développent une forte hostilité à l'égard des États-Unis. Une partie d'entre eux rejoint des réseaux islamistes, dont [Al-Qaida](#). Ce dernier forme avec cinq autres groupes djihadistes un Conseil consultatif des

moudjahidines, qui proclame l'« État islamique » d'Irak en 2006. « *L'État islamique est une excroissance directe d'Al-Qaida en Irak à la suite de notre invasion de ce pays* », confie ainsi [Barack Obama](#) à Vice News en 2015.

La nouvelle organisation, qui a recours au terrorisme anti-chiite, croît au fur et à mesure de l'exclusion des Arabes sunnites de l'appareil d'État irakien. En 2011, les manifestations, principalement sunnites, qui éclatent dans le contexte des printemps arabes sont réprimées par Bagdad.

L'extension syrienne

À partir de 2012, alors que la Syrie est en proie à une guerre civile et que son territoire est morcelé entre le régime et les rebelles, les groupes djihadistes prospèrent. « *La puissance et la visibilité de l'État islamique se sont brutalement accrues avec l'extension de ses ambitions politico-militaires à la Syrie voisine, elle aussi engagée dans une guerre civile meurtrière, conséquence du printemps arabe de 2011* », écrit l'historien et spécialiste de l'Irak Pierre-Jean Luizard (1). Daesh s'étend et se renomme en 2013 « Dawla Islamiyya Fil'Iraq Wa Sham » (État islamique en Irak et en Syrie), désigné par ses initiales.

À cheval sur ces deux pays, Daesh gagne en puissance avec le délitement des États et rompt ses liens avec Al-Qaida. En janvier 2014, le groupe djihadiste prend la ville de Falloudja, dans la province irakienne sunnite d'Al-Anbar. C'est une victoire symbolique

et un défi au pouvoir central à Bagdad. En juin, il conquiert [Mossoul](#) et l'émir de l'organisation, Abou Bakr Al Baghdadi, proclame l'établissement d'un califat islamique sur les terres syriennes et irakiennes qu'il contrôle.

Une rhétorique djihadiste internationale

« *Musulmans (...), rejetez la démocratie, la laïcité, le nationalisme et les autres ordures de l'Occident. Revenez à votre religion* », exhorte Abou Mohammed Al Adnani, le porte-parole de Daesh, qui appelle les autres groupes djihadistes à le rejoindre. Il adopte une rhétorique hostile à l'Occident, qu'il accuse d'avoir créé des États factices au Moyen-Orient. Le mouvement syro-irakien fait ainsi son entrée dans la galaxie djihadiste internationale.

« *La propagande de l'État islamique a ceci de particulier qu'elle peut parler aussi bien à un Arabe sunnite d'Irak pétri de culture bédouine qu'à un jeune vivant dans les démocraties occidentales sans avoir obligation des racines issues de l'immigration ou même musulmanes* », explique le chercheur Pierre-Jean Luizard en 2019 (2).

Des ambitions étatiques

Daesh réalise ses ambitions étatiques. « *La proclamation du califat, en juin 2014, symbolise le pouvoir exécutif. Le pouvoir judiciaire est représenté par un réseau de juges religieux qui rendent la justice en fonction d'une vision salafiste de la charia et la font appliquer.*

Il n'y a pas de pouvoir législatif puisque la charia est censée tout régler. Un système fiscal a été mis en place », décrit encore le chercheur.

Sur son territoire, Daesh est accusé par les Nations unies d'être responsable de crimes de guerre, crime contre l'humanité, nettoyage ethnique et génocide. Une [coalition internationale, menée par les États-Unis](#), combat le califat, en expansion géographique jusqu'en 2015.

Après de longs mois de siège, la force multinationale finit par reprendre l'autoproclamée capitale du califat, Mossoul, en 2017. En mars 2019, les territoires occupés par Daesh dans le nord-est de la Syrie sont complètement libérés.

Daesh ne disparaît pas pour autant. Des cellules clandestines « dormantes » perdurent au Moyen-Orient, tandis que son influence s'étend, avec l'allégeance de nombreux groupes djihadistes dans d'autres régions, notamment le Nigeria, le Sinaï ou encore l'Afghanistan.

(1) Pierre-Jean Luizard, « *De quoi Daesh est-il le nom ?* », dans *La Grande Histoire de l'islam, Sciences humaines*, « Petite bibliothèque », 2018.

(2) Entretien avec Pierre-Jean Luizard, « *Des racines historiques à la faillite des États : comment l'État islamique (EI) est monté en puissance* », dans *Les Clés du Moyen-Orient*, 2019.



De notre correspondante à Istanbul,
04 Décembre 2023

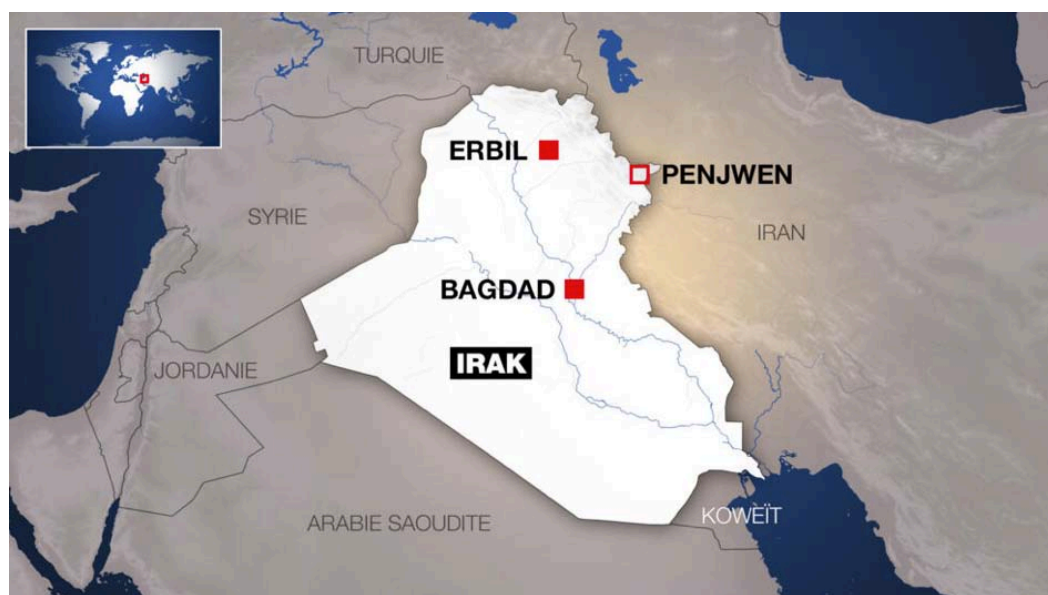
Turquie: frappes et incursions en Irak, une lutte sans frontières contre le PKK

La Turquie justifie ses incursions et ses frappes régulières contre la région autonome du Kurdistan par sa lutte contre le terrorisme. En l'occurrence, contre le Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK, dont les bases, le commandement, les « quartiers généraux » pour ainsi dire, sont installés de longue date dans les montagnes du nord de l'Irak.

Pour l'armée turque, les frappes ponctuelles ou les opérations militaires d'ampleur en territoire irakien n'ont rien d'exceptionnel, on pourrait même les qualifier de « routinières ».

Elles sont aussi anciennes que la lutte contre le PKK, puisque la première opération des forces armées turques dans le nord de l'Irak remonte aux années 1980. Désormais, l'objectif d'Ankara est non seulement d'éliminer le PKK de sa base arrière principale, dans les monts Qandil, mais aussi d'empêcher la circulation des membres du PKK entre Qandil et leurs bases plus récentes à la frontière irako-syrienne, dans les monts Sinjar.

Ces opérations sont menées contre le territoire d'un pays voisin et souverain. L'argument de la Turquie – là encore très ancien – est de dire que si l'Irak ne veut pas ou ne peut pas protéger ses frontières et éliminer les combattants du PKK qui utilisent son territoire pour attaquer la Turquie, ou si



Localisation de Penjwen, dans le Kurdistan irakien. © RFI

l'Irak ne souhaite pas mener avec la Turquie des opérations conjointes contre le PKK, alors l'armée turque s'en chargera seule. Dans les faits, ces opérations sont menées avec l'accord tacite des autorités de la région du Kurdistan autonome, **avec lesquelles la Turquie a de bonnes relations.**

Quant au gouvernement central irakien, il condamne régulièrement, pour la forme, les incursions turques. La présence d'une quarantaine de bases militaires turques a par ailleurs donné lieu par le passé à de fortes tensions bilatérales. Mais en pratique, Bagdad semble impuissant à contrer son voisin turc, qui a par ailleurs accru ses efforts diplomatiques ces

dernières années afin d'entretenir, là encore, une forme d'accord tacite. Lors des opérations récentes, les autorités turques ont assuré avoir informé et obtenu l'appui des autorités centrales irakiennes en amont, ce que ces dernières ont démenti.

Depuis 2019, l'armée turque semble toutefois intensifier ses opérations et avancer de plus en plus profondément dans la région kurde irakienne. De plus, les services de renseignement turcs mènent régulièrement ce qu'ils appellent **des opérations et des frappes « ciblées »** contre des cadres du PKK dans le nord de l'Irak. D'ailleurs, grâce au développement de son industrie de défense, la Turquie utilise de plus en plus

souvent ses drones armés pour attaquer le PKK en Irak. L'autre point important, c'est que l'intensification des opérations dans le nord de l'Irak va de pair avec ce que les autorités d'Ankara présentent comme leur « nouvelle stratégie » de lutte contre le terrorisme, c'est-à-dire frapper les ennemis « à la source », éliminer les menaces identifiées hors du territoire avant qu'elles n'aient le temps de frapper en Turquie même.

Tout cela témoigne d'une volonté d'Ankara d'installer une présence durable dans ces régions frontalières, afin d'établir une sorte de « zone tampon » dans le nord de l'Irak.



Karwan Faidhi Dri
December 4, 2023

US claims responsibility for deadly attack on militants in Kirkuk

ERBIL, Kurdistan Region - The United States on Monday confirmed that its air forces carried out an attack against five militants in Kirkuk province the previous day, killing all of them, adding that the strike was an act of self-defense.

“On December 3, near Kirkuk, Iraq, forces assigned to Combined Joint Task Force – Operation Inherent Resolve (CJTF-OIR) engaged five militants preparing to launch a one-way attack drone. CJTF-OIR forces responded in self-defense with an armed U.S. unmanned aerial system, killing all five militants and destroying the drone,” read a statement by the US Central Command (CENTCOM).

Sabah Ali, commander of the Imam Ali battalion, a Sunni militia under the umbrella of the Popular Mobilization Forces (PMF), told Rudaw on Sunday that he heard “loud explosions.”

“We went to the site of the incident and found a vehicle belonging to the 40th brigade of the Popular Mobilization Forces had been targeted, and five bodies were transported from the site of the incident,” he said.

The Islamic Resistance in Iraq, a pro-Iran group that has claimed responsibility for the majority of recent attacks on US troops, said the five dead were members of their militia and blamed the United States. They vowed to carry out more attacks.

The attack on the PMF is the second one in less than two weeks. On November 22,



A US Air Force F-16C Fighting Falcon fighter jet. Photo: CENTCOM/file

CENTCOM stated that they struck two militia facilities in retaliation for attacks on US troops in Iraq and Syria, which have been ongoing since October 17 in response to Washington's support for Israel in its war against Gaza.

On Saturday, Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani told US State Secretary Antony Blinken in a phone call that he “firmly” rejected any attack on Iraqi land.

CENTCOM said in the Monday statement that it notified Baghdad of the airstrike.

“Iraqi Security Forces were notified of the strike and responded to the location, where they confirmed the death of the militants and the destruction of the drone. The United States will continue

to defend U.S. and coalition personnel from attacks,” read the statement.

Spokesperson for the Department of State Matthew Miller told Rudaw's Diyar Kurda during a press briefing on Monday that the US expects the Iraqi government to take action against pro-Iran militants.

“We believe the Iraqi government has the responsibility to prevent and respond to these attacks against American personnel who are in Iraq again at the invitation of the Iraqi government to carry out the ISIS activities. The Iraqi government has said that they would take action to prevent such strikes and we expect them to do so,” he said.

“We have made it very clear to

them that we expect them to take action,” added Miller. Around 2,500 American troops in Iraq and 900 in Syria are leading an international coalition through Operation Inherent Resolve that has assisted Kurdish, Iraqi, and local Syrian forces in the fight against the Islamic State (ISIS), which once held swathes of land in Iraq and Syria but was declared territorially defeated in 2019.

Since October, US troops based in Iraq and Syria have been attacked with one-way drones and rockets around 70 times by armed groups backed by Iran, causing over 60 injuries to American personnel, according to the Pentagon. The groups are angry over Washington's support for Israel in its fight against the Palestinian Hamas Movement in the Gaza Strip.



Kurdistan's Weekly Brief | December 5, 2023

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

The Iranian regime sentenced a Kurdish language teacher named [Seyvan Ebrahimi](#) to eleven years in prison. The Kurdistan Human Rights Network (KHRN) claimed Ebrahimi was charged with "propaganda" and "forming groups against national security." Ebrahimi is also a board member of the Nozhin Socio-Cultural Association in Senna. Iranian authorities have [targeted](#) the association's members with intimidation, harassment, and imprisonment. Separately, the regime executed a Kurdish man named [Ayoub Karimi](#) for "enmity against God" and [ignored pleas](#) from international organizations to halt the execution because Karimi did not receive a fair trial. Iranian security forces also continued [pressuring the families](#) of other Kurds on death row to remain silent and warned them failure to comply would result in their relatives' bodies being kept by the state. According to the Hengaw Organization for Human Rights, the regime [executed](#) 122 Iranians in November. Meanwhile, regime courts sentenced a Kurdish imam in Senna named [Hussein Alimuradi](#) to 16 months in prison and a [former protestor in Piran-shahr](#) to five years and six months in prison. Regime courts also sentenced a [Kurdish lawyer](#) in Mashhad named Khasro Alikurdi to one year in prison and banned him from practicing law for two years. Concurrently, [six Kurds from Shinno](#) received prison sentences ranging from one to three years. Lastly, Iranian authorities arrested [two Kurdish imams in Bokan](#) and a Kurdish man from [Naquadah](#).

On November 30, the U.S. House of Representatives passed [H.R. 5961](#), the No Funds for Iranian Terrorism Act, with a vote of 307-119. 217 of the yes votes were from Republicans. H.R. 5961 directs the president to impose sanctions on anyone who facilitates the transfer of six billion dollars in Iranian assets that were set to be released in exchange for the release of five American hostages. An amendment to H.R. 5961, H.Amdt.821, passed by a vote of 231-198 and prohibits the president from exercising the sanctions waiver authority granted by the 2012 National Defense Authorization Act and the Iran Freedom and Counter-Proliferation Act of 2012. That said, the bill must still pass the Senate and be signed into law by President Biden before it can go into effect.

Iraq

A U.S. airstrike hit a Harakat Hezbollah al-Nujaba (HHN) convoy near Kirkuk Governorate's Dibis subdistrict on Sunday, killing five militants and wounding three. U.S. Central Command (CENTCOM) [said](#) U.S. forces targeted the militia before it could conduct a "one-way" drone attack and acknowledged Iraqi security forces were notified of the strike. "CJTF-OIR forces responded in self-defense with an armed U.S. unmanned aerial system," read a CENTCOM statement. HHN is an Iranian-backed militia that is suspected of [various crimes](#) in Iraq and has been [designated as a terrorist organization](#) by the U.S. State Department. HHN has also assisted the Iraqi government's efforts to crack down on Kurdish political aspirations in Kirkuk since [October 16, 2017](#).

A Turkish airstrike killed a civilian Kurd on Tuesday near the Bamarni subdistrict. [According to Rudaw](#), the victim, Ali Jamil, was a father of four children and served in the ranks of the Peshmerga forces. The final count of civilian victims is not clear, as some reports mention the possibility of another casualty. Since 2015, the Turkish forces have [killed and wounded](#) hundreds of civilians in Iraqi Kurdistan.

On December 4, the State Organization for Marketing of Oil (SOMO) [released the statistics](#) on Iraqi oil exports for November, revealing that exports through Turkey remained at zero for the eighth consecutive month. According to the data, Kirkuk's oil revenue amounted to \$83,900,482, generated from the export of 172,383 barrels of oil to Jordan and 1,038,779 barrels of oil to the international market via Basrah. The oil exported through Basra originates from the Mosul fields, falling under the jurisdiction of the Northern Oil Company and stored in the Kirkuk oil warehouse. Kirkuk's oil exports through Turkey have been suspended since March of this year. This suspension followed an international court ruling in favor of Iraq over Turkey in a lawsuit concerning independent oil exports by the Kurdistan region via Turkey. Iraq and Turkey have not yet reached agreements to resume oil exports, resulting in [significant losses](#) of nearly 10 billion dollars for Iraq and the Kurdistan Region since March.

Syria

Clashes between factions of the Turkish-backed Syrian National Army (SNA) killed two

militants and wounded five in Tel Abyad. The SNA's Military Police [told](#) North Press Agency the clashes were sparked by a dispute over a drug shipment. Turkish proxies in northern Syria have a history of fighting with each other over illicit revenue generated by smuggling, kidnapping, and extorting local Kurds. Turkish authorities and groups like the SNA remain unable or unwilling to curb the violence and impose the rule of law in their Syrian territories.

Senator Rand Paul (R-KY) [announced](#) plans to force a vote on S.J.Res.51, which directs the removal of all U.S. forces from Syria that have not been approved by Congress. Paul explained his decision in a statement to the Quincy Institute for Responsible Statecraft, stating, "900 U.S. troops remain in Syria with no vital U.S. interest at stake, no definition of victory, no exit strategy, and no congressional authorization to be there." Paul also stressed that the recent string of Iranian drone and rocket strikes on U.S. interests in Syria and Iraq constitutes an unnecessary risk to American military personnel. Of course, it remains questionable if S.J.Res.51 will make it out of the Senate Foreign Relations Committee, and it is unlikely the bill will pass the House and the Senate.

The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) [outlined](#) the cost of the growing conflict between the U.S. and Iranian-backed militias in Syria. SOHR recorded the deaths of 44 Iranian-backed militia in Syria in November, approximately half of whom were killed by U.S. airstrikes. The other half were killed by ISIS (Da'esh) or

Israeli airstrikes. The SOHR also documented 29 attacks on facilities hosting U.S. personnel by Tehran-backed militias and four rounds of retaliatory strikes targeting militias and the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) in November. Lastly, the SOHR reported that Iran-backed militias are bolstering their presence in the Homs Governorate and training for a confrontation with U.S. forces.

Turkey

People's Equality and Democracy Party (HEDEP) deputies appealed to the Parliament Human Rights Inquiry Commission (İHİK) on behalf of an 81-year-old woman named Makbule Özer after a report from Turkey's Forensic Medicine In-

stitute (ATK) argued she could return to prison. Turkish police detained Özer and her husband Hadi during a raid of their home in 2018, and both were sentenced to two years in prison on charges related to aiding the Kurdistan Workers' Party (PKK). The Özers were detained again in 2022 under questionable circumstances, but Özer's attorney was able to secure Özer's release and a one-year deferral of her 23-month prison sentence because of her fragile health on September 7, 2022. Özer's age and myriad of health problems mean any return to prison could become a death sentence.

Turkey's Ministry of Treasury and Finance froze the assets of 62 individuals and 20 legal organizations the Turkish gov-

ernment accused of "financing terror." The sanctioned entities operate in Austria, Belgium, the United Kingdom, Denmark, France, Sweden, Switzerland, Japan, Italy, Norway, Iraq, Syria, Germany, and Australia. Most of the targeted individuals and entities were Kurdish, and the list included chapters of the Kurdish Red Crescent and Kurdish cultural and civil society organizations. Turkey consistently labels Kurdish organizations, activists, and civilians as terrorists and levels harsh punishments against those suspected of links to the PKK.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan referred to Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu as a "butcher" and asserted that he would be "tried as a war criminal" during an

address to members of the Justice and Development Party (AKP) at the Grand National Assembly in Ankara. Erdogan's comments come as a short-term truce between Israel and Hamas ends and are part of Erdogan's ongoing efforts to establish himself as a champion of the Palestinian cause. Granted, parallels have been drawn between Erdogan's accusations against the Israeli military and Erdogan's own actions in Syria and Iraqi Kurdistan, where the Turkish military has repeatedly targeted civilians with airstrikes, drones, and artillery. Additionally, while Erdogan has accused Israel of ethnic cleansing and genocide in Gaza, Turkey is pursuing a campaign of ethnic cleansing against Kurds in northern Syria.



December 05, 2023

Turkey court drops case against Turkish commander accused of murdering Kurdish family

ERBIL, Kurdistan Region - A Turkish court on Monday dropped a case on the massacre of a Kurdish family allegedly committed by a Turkish commander and his soldiers three decades ago, on grounds of the expiration of the statute of limitations in the 21st hearing of the case.

The murder of the Kurdish family of nine, including seven children, at the hands of the Turkish armed forces on October 3, 1993, is known as the Vartinis massacre, taking the name from the village of Vartinis, where the massacre took place, in the province of Mus, Turkey.

In the hearing, the prosecution requested for the case against fugitive defendant Bulent Ka-



raoglu, a veteran Turkish army commander who gave the order to burn the village and requested, to be dropped due to the expiration of the statute of limitations.

Aysel Ogut is the only survivor of the massacre in which her

father, mother, and seven siblings were burned to death after their house was set on fire. Ogut attended the hearing at the Kirikkale 1st High Criminal Court as a complainant, along with her husband Abdullah Ogut. Ogut accused Karaoglu of committing the massacre

and burning their house.

«The court's decision was unfair. We waited for so long. Everything was clear. Everything happened in front of us. Officer Bulent himself was in our village. The people of Vartinis all saw him. But now he says that he was not in the village of Vartinis that night. He was around the house. He brought a panzer [tank] to the window and killed my family. Today the court dropped the case,» Ogut said.

Though the court issued an arrest warrant for the now retired Turkish armed forces commander Bulent Karaoglu on June 10, 2015, he was never arrested.

«This person [Bulent Karaoglu]

has been protected for 30 years. And today's court decision was a huge disgrace. The state that considers itself a democratic state, today took such a shameful decision.»

During the hearing of the case, family lawyers, representatives

of human rights associations, and members of parliament from the Peoples' Equality and Democracy Party (HEDEP) were present.

«We have been following this process for 10 or more years. Today a decision was made.

This decision is unfair, unjust, and against human rights. Today we saw yet again that the policy of impunity continues and based on this policy they took such a decision,» said Kadir Karacelik, president of the Mus Bar Association.

According to the Human Rights Association (IHD), an organization advocating for human rights in Turkey, by 1995 about 3,000 houses were either burned or demolished across the Kurdish southeastern regions



Azhi Rasul
05 Décembre 2023

Turkey's opposition fragments ahead of March local elections

ERBIL, Kurdistan Region - Turkish opposition bloc fragmented ahead of the country's local elections set to be held in March, as parties opted out of forming alliances on Monday, turning the tables in favor of President Recep Tayyip Erdogan's ruling Justice and Development Party (AKP).

In the 2019 local elections, the nationalist opposition IYI party endorsed the candidates of the Republican People's Party (CHP), the country's largest opposition party, in the main cities of Istanbul and Ankara, and the pro-Kurdish People's Democratic Party (HDP), which rebranded as the Peoples' Equality and Democratic Party (HEDEP) due to legal issues, did not field candidates in the western provinces, resulting in CHP winning the mayoralty of the largest Turkish provinces of Istanbul, Ankara, Izmir, and Antalya.

Last week, CHP leader Ozgur Ozel offered the IYI Party an opportunity to cooperate in the



Republican People's Party (CHP) Chair Ozgur Ozel (left) shakes hands with IYI Party leader Meral Aksener in Ankara, November 30, 2023. Photo: AA

local elections set to be held in March 2024. Both parties were among the protagonists of the opposition's Nation Alliance's failed bid to unseat the ruling AKP and Erdogan in May's parliamentary and presidential elections.

Kursad Zorlu, the spokesperson of the IYI party, announced on Monday that the party's general administrative board

had voted against cooperating with the CHP. As a result, the party will run independently in the upcoming elections. "Our IYI party will enter the elections freely and independently," Zorlu said.

Last week, Ozel said that CHP would respect any decision the IYI party might choose to take. CHP's challenge at the local elections is to retain control of

Turkey's largest provinces of Istanbul and Ankara, which it won the mayoralty of in the 2019 elections, after nearly two decades of AKP dominance.

The pro-Kurdish HEDEP also announced on Monday that the party's central executive board suggested fielding candidates in every province across Turkey ahead of the elections. The board's suggestion will be assessed by the party's leadership, said spokesperson Aysegul Dogan.

Erdogan in August verbally attacked the mayors of Istanbul and Ankara, whom he described as "inept," and vowed to take back the municipalities under their control.

"We will reveal the real faces of those who try to cover up their failures in municipalities with fake agendas and exaggerated rhetoric, and in March 2024, we will take the trust from the inept [mayors] and give it to its people," Erdogan said.



Léa Masseguin
6 Décembre 2023

La prix Nobel de la paix Narges Mohammadi, depuis sa prison en Iran : «Je ne compte pas arrêter ou reculer»

Ce dimanche 10 décembre, lors de la fastueuse cérémonie de remise du prix Nobel de la paix 2023 dans les salons de l'Hôtel de ville d'Oslo, une silhouette manquera. Celle d'une femme volontaire, chevelure bouclée au vent, dont le combat «contre l'oppression des femmes en Iran et sa lutte pour promouvoir les droits humains et la liberté pour tous» lui vaut ce prix prestigieux. Narges Mohammadi n'a pas été autorisée à se rendre à Oslo pour recevoir en mains propres sa récompense. A la place, son époux, le journaliste et écrivain Taghi Rahmani, exilé à Paris depuis 2012, et ses deux enfants adolescents, Kiana et Ali, se déplaceront dans la capitale norvégienne.

Ce dimanche 10 décembre, la militante iranienne des droits humains restera dans la sinistre prison d'Evin à Téhéran, où elle se remet à peine des conséquences d'une grève de la faim entamée le 6 novembre, elle qui souffre de problèmes cardiaques. Elle y est incarcérée depuis 2022, dernière entrée en prison après de multiples allers-retours et condamnations pour avoir osé s'opposer au régime. En dépit des manœuvres des autorités pour la réduire au silence et l'absence totale de communication avec son époux et ses enfants depuis près de deux ans, sa voix débordait pourtant régulièrement des quatre murs de sa cellule. A quelques jours de la remise de son prix Nobel, Libération a pu faire passer clandestinement des questions à la journaliste

de 51 ans, qui jure de «continuer le combat» en déployant toute son énergie pour dénoncer les violations des droits des femmes en République islamique.

Vous avez reçu le prix Nobel de la paix 2023. Quel est votre sentiment ?

La récompense du Nobel est pour moi un hommage et un signe de solidarité de la communauté internationale avec le mouvement progressiste et révolutionnaire «Femme, Vie, Liberté» qui anime l'Iran actuellement. Regarder ce prix de cette manière me remplit de joie et de fierté.

Vous avez dénoncé à de nombreuses reprises les abus commis par les agents du régime iranien sur les prisonnières. Quels sont-ils ?

Depuis un an, les violences à l'encontre des prisonnières qui participent aux actions de contestation sont extrêmes. Je vois régulièrement les corps blessés et recouverts d'ecchymoses des femmes revenant des interrogatoires. Cette dernière année, les agressions répétées commises à l'encontre des femmes sont devenues plus fréquentes, bien que ces pratiques aient toujours existé dans les prisons. Mes codétenues et moi avons toutes entendu les terribles récits d'agressions physiques et sexuelles au sein de la prison. Le traitement inhumain des détenues malades et des prisonnières âgées est également

une grande source d'inquiétude. Actuellement, quatre de nos codétenues ont plus de 70 ans. L'un des abus les plus horribles dont nous sommes témoins est l'enfermement de force des prisonnières dans l'aile psychiatrique de la prison.

Par ailleurs, à ce jour, huit manifestants ayant participé au mouvement révolutionnaire «Femme, Vie, Liberté» ont été pendus. L'exécution des manifestants est une violation flagrante des droits humains. Tout cela m'affecte profondément et c'est pour ces raisons que je proteste et que je manifeste depuis la prison, même si j'ai reçu des sanctions en retour.

Vous avez entamé une grève de la faim début novembre après avoir été privée de soins médicaux si vous refusiez de porter le voile obligatoire. Etes-vous prête à mourir pour défendre vos combats ?

Je crois que le «voile obligatoire» n'est pas un signe de croyance ou un objet culturel, ni même, comme le fait croire le régime à travers ses slogans, une manière de conserver la dignité des femmes. Bien au contraire, c'est un outil d'assujettissement des femmes et un symbole de domination sur la société tout entière. Le voile obligatoire est un des piliers de cette dictature théocratique contre laquelle je lutte. Le meurtre de Mahsa Jina Amini, de milliers d'autres manifestants, d'Armita Garavand [morte elle aussi après une interpellation de la police des mœurs début

octobre, ndlr], est une douleur qui ne nous quitte pas.

Mon refus de porter le voile à l'intérieur comme à l'extérieur de la prison est une manière, pour moi, de protester contre ce régime et sa violence. Je ne compte pas arrêter ou reculer. Le but de ma lutte est le même que celui de tous les Iraniens : c'est le chemin qui mène à la démocratie, la liberté et l'égalité. Il faut que la société civile puisse être indépendante et puissante, c'est essentiel pour construire une démocratie. Ceci n'a pas de sens sans le respect des droits humains et du droit des femmes. Nous avons besoin d'une union forte dans notre lutte nationale et du soutien international pour continuer le combat pour le droit des femmes.

Vous purgez une lourde peine de prison dans la tristement célèbre prison d'Evin. Quelles sont vos conditions de détention ?

Lorsque j'ai été libérée en 2020, j'ai fait une demande pour pouvoir quitter le territoire et venir voir ma famille à Paris. De manière non officielle, ma demande a été refusée et on m'a empêchée de quitter le territoire. J'ai été en liberté pendant un an, puis j'ai été condamnée par la Cour pénale à deux ans et demi d'enfermement et 80 coups de fouet. J'ai été interrogée de nouveau, et mise en cellule de confinement solitaire pour la quatrième fois. J'ai été en confinement solitaire pendant 64 jours sans interruption

et sans aucun interrogatoire. On m'a directement amenée depuis ma cellule au tribunal révolutionnaire, sans pouvoir parler avec mon avocat ou consulter mon dossier.

En janvier 2022, le tribunal m'a condamnée à huit ans et trois mois de prison supplémentaires, ainsi que 74 coups de fouet. J'ai été envoyée à la prison de Gharchak, qui est une prison pour les détenues de droit commun. Un mois après, on m'a transférée à l'hôpital à la suite d'une crise cardiaque. Ils ont réalisé une angiographie et m'ont posé une endoprothèse vasculaire. Après six mois, j'ai été transférée au quartier des femmes de la prison d'Evin. En raison des actions de contestations menées au sein de la prison, six charges ont été ajoutées à mon dossier. Deux de ces charges ont abouti à une peine de vingt-sept mois d'emprisonnement et quatre mois de travaux d'intérêts généraux. J'ai récemment été de nouveau convoquée au tribunal révolutionnaire, et, pour la deuxième fois en un an, mes droits de visite ont été révoqués.

Le mouvement de contestation «Femme, vie, liberté» est-il pour vous une lueur d'espoir pour le futur de l'Iran ?

Le mouvement «Femme Vie Liberté» s'inscrit dans la lignée des mouvements sociaux de contestataires comme les mouvements des enseignants, des travailleurs, des femmes, des étudiants... Le dernier mouvement révolutionnaire en date a réellement changé le paysage politique et social ainsi que les alignements partisans. Il a enclenché de nombreux changements de mentalités, culturels et religieux de manière transpartisane. Le rejet de la dictature religieuse est un grand projet, sa finalité sera l'avènement d'une démocratie et le respect des droits humains. Ce projet s'inscrit dans l'histoire des luttes menées par le peuple iranien, c'est dans ce contexte que ce mouvement et cette



«Le but de ma lutte [...] c'est le chemin qui mène à la démocratie, la liberté et l'égalité», proclame Narges Mohammadi. (photo non datée) (Abaca)

lutte créent des changements irréversibles dans notre société.

Lorsque votre époux, Taghi Ramani, a quitté l'Iran en 2012, vous avez décidé de rester dans votre pays. Pourquoi ?

Je suis une militante des droits humains. Après le mouvement contestataire de la vague verte pour dénoncer la fraude électorale, j'ai été confrontée de nombreuses fois à cette possibilité. En 2011, les services des renseignements m'ont explicitement demandé de quitter le pays de manière clandestine avec mes enfants, Ali et Kiana, à travers la frontière de l'Irak. Je n'ai pas obéi. En avril 2011, j'ai été détenue et interrogée, c'était après que Taghi a quitté le pays, tandis qu'Ali et Kiana étaient encore en Iran avec moi. Je suis toujours convaincue d'avoir fait le bon choix, de continuer à mener la lutte pour les droits humains depuis l'intérieur de l'Iran.

Vous ne vous êtes donc jamais résignée...

Ce que je souhaite, tout comme

les Iraniens et des millions de personnes au Moyen-Orient, ce sont la paix, le respect des droits humains, la possibilité de vivre dignement et en sécurité. Ces souhaits ne peuvent être réalisés que dans le chemin de la démocratie, de la liberté et de l'égalité. Notre lutte contre la dictature n'est pas seulement le fruit d'une réflexion intellectuelle et idéologique, mais le résultat concret de nos expériences vécues.

Quelle jeune fille, après avoir subi des discriminations, l'oppression constante et les innombrables violences à l'encontre des femmes à l'école, à l'université, sur le lieu de travail, dans la rue... n'a pas rêvé de liberté et de briser ses chaînes ? Quel humain, après avoir subi des répressions constantes aux mains du régime fondamentaliste et dictatorial qu'est la République islamique, n'a pas rêvé de recouvrer sa dignité humaine ?

Surmonter cette réalité en construisant un changement fondamental et durable. Surmonter cette dictature théocra-

tique et misogyne, retrouver le sens de la «vie» et de «l'humain» : voilà mes raisons de vivre.

Vous n'avez pas vu vos enfants depuis huit ans. Qu'aimeriez-vous leur dire aujourd'hui ?

Nous vivions dans la pire époque et sous la pire forme d'oppression : une théocratie. J'espère qu'Ali et Kiana pourront comprendre que l'amour profond que je leur porte est une flamme qui grandit de cœur avec ma détermination à résister face à ce régime tyrannique. Etre devenue mère a renforcé mon sentiment de responsabilité envers la société. Ma responsabilité pour l'avenir d'Ali et Kiana me rappelle ma responsabilité envers tous les enfants de mon pays. Et en me faisant mère, ils ont offert un sens à ma lutte contre la dictature et les oppressions. C'est en quelque sorte l'expression la plus pure de l'instinct maternel, mais ce régime tyrannique me condamne aussi à être une «non-mère» pour eux.



Avec AFP
6 Décembre 2023

Les violences sexuelles, « armes » de l'Iran pour annihiler la contestation

Elle se décrivait comme une « combattante » et ce même quand la « République islamique a essayé de [la] briser ». Sahar, une manifestante iranienne du mouvement « Femme, vie, liberté » victime de violences sexuelles de la part des forces de l'ordre durant sa détention pense désormais « beaucoup au suicide ». Brisée, elle témoigne auprès d'Amnesty International : « Je suis comme une personne qui attend la nuit toute la journée pour pouvoir dormir. » Des viols dans des prisons, fourgons de police, dans des immeubles vides et écoles utilisés comme lieux de détention, commis sur des enfants, des femmes, des hommes par un ou plusieurs agresseurs : les forces de sécurité iraniennes ont employé la violence sexuelle comme « arme » pour « écraser » les manifestantes et manifestants du mouvement « Femme, vie, liberté », accuse l'ONG de défense des droits humains ce mercredi 6 décembre.

A travers les témoignages de 45 victimes - 26 hommes, douze femmes et sept mineurs -, Amnesty International a documenté les « atrocités » que les gardiens de la révolution, les membres de la force paramilitaire Bassidj, du ministère du Renseignement, ainsi que de différentes branches des forces de police ont fait subir à ces personnes après leur arrestation « arbitraire » lors du mouvement de contestation secouant l'Iran depuis la mort de Mahsa Amini en septembre 2022. « Des agents des services de renseignement et de sécurité

iraniens ont utilisé le viol et d'autres formes de violences sexuelles afin de torturer et de punir des manifestants, notamment des enfants ayant à peine douze ans, et de leur infliger des dommages physiques et psychologiques durables », affirme sa secrétaire générale Agnès Callamard.

Il s'agissait de « les briser de l'intérieur », de « les faire taire ». Les témoignages « bouleversants » révèlent « des pratiques consistant à utiliser la violence sexuelle comme une arme clef dans l'arsenal des autorités iraniennes afin de réprimer les manifestations et l'opposition, dans le but de s'accrocher au pouvoir coûte que coûte », poursuit-elle dans un rapport enquêté de 120 pages. Amnesty indique avoir transmis ses conclusions aux autorités iraniennes le 24 novembre, mais n'avoir reçu « aucune réponse à ce jour ».

16 victimes de viols

« Ils ont commencé par arracher mes vêtements, et quand je les ai suppliés de s'arrêter, ils m'ont frappée très fort à la bouche, qui s'est remplie de sang. Ils étaient trois, dont mon interrogateur. Ils m'ont brutalement violée », utilisant notamment « une bouteille », et « après cela, j'ai perdu connaissance », raconte à l'ONG Maryam, qui accuse les membres des Gardiens de la révolution. Des violences subies selon Maryam parce que ses amies et elle avaient « enlevé (leur) voile » lors des manifestations ayant suivi la mort de la jeune Kurde

iranienne, Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs pour non-respect du strict code vestimentaire islamique. « J'ai rencontré deux autres femmes dans ma cellule. Elles avaient aussi été violées [...] et elles souffraient », poursuit Maryam.

Sur les 45 victimes répertoriées par Amnesty international, seize ont subi des viols : six femmes, sept hommes, une jeune fille de 14 ans et deux garçons de 16 et 17 ans. Quatre femmes - dont Maryam - et deux hommes « ont subi des viols collectifs perpétrés par un nombre d'agents masculins ayant pu aller jusqu'à dix », s'indigne l'ONG, qui a interrogé à distance ces personnes, issues de plus de la moitié des provinces iraniennes, leurs proches ou d'autres témoins.

Farzad a déclaré à l'ONG avoir subi un viol collectif dans un fourgon appartenant aux forces spéciales de la police après avoir été arrêtée arbitrairement lors d'une manifestation, plusieurs « agents en civil » l'ayant d'abord « torturé », lui cassant « le nez et des dents ». Puis « ils ont baissé mon pantalon et m'ont violée. [...] J'ai beaucoup vomi et je saignais du rectum. »

Des confessions « arrachées sous la torture »

Les 29 autres victimes recensées par Amnesty ont subi d'autres formes de violence sexuelle par des agents de l'Etat qui « systématiquement » les « empoignaient, palpaient, frappaient [leurs] seins, [leurs] parties génitales et [leurs]

fesses », ou leur donnaient « des coups de poing et de pied dans ces zones », « imposant » encore « la nudité, parfois devant des caméras vidéo » ou « insérant des aiguilles » dans les testicules des hommes. Ces violences sexuelles étaient souvent accompagnées d'autres actes de torture : « Passages à tabac, flagellations, des décharges électriques, l'administration de pilules ou d'injections non identifiées, privation de nourriture et d'eau. »

Systématiquement privées de soins médicaux, l'écrasante majorité des victimes a déclaré à Amnesty International n'avoir « pas porté plainte après leur libération par crainte de subir d'autres préjudices ». Sur trois d'entre elles l'ayant fait, « deux ont été contraintes de la retirer après que les forces de sécurité ont menacé de les enlever ou de les tuer, elles ou leurs proches », souligne Amnesty, qui dénonce « l'impunité » des forces de sécurité.

Le mouvement « Femme, vie, liberté » a été réprimé dans le sang, faisant des centaines de morts et des milliers d'arrestations, selon des ONG. Les manifestations sont désormais plus rares en Iran, étouffées par la violence. D'après l'ONG, cinq protestataires ayant « subi des viols ou d'autres formes de violences sexuelles » ont été condamnés à mort, après des confessions « arrachées sous la torture ». L'un d'entre eux, Javad Rouhi, y a été tué fin août « dans des conditions suspectes ». Un autre, Majid Kazemi, a été exécuté en mai.



December 06, 2023

Turkey-backed groups cut down 175 olive trees in Afrin: Activist

ERBIL, Kurdistan Region - Two Turkish-backed rebel groups cut down 175 olive trees belonging to eight Kurdish farmers in a village near the Kurdish city of Afrin in northwest Syria, an activist told Rudaw on Wednesday.

Mustafa Sexo, the activist who documented the environmental violation, told Rudaw that the fighters of the Sultan Murad Division, an armed group that forms part of the Turkish-backed so-called Syrian National Army (SNA) umbrella, have cut down 100 olive trees belonging to three Kurdish farmers in Meydanke village near Afrin.

Sexo added that fighters of the Turkish-backed al-Hamza Divi-



A tree recently cut by the Turkish-backed groups in Afrin. Photo: submitted.

sion (al-Hamzat), another division under the umbrella of the SNA, cut down an additional 75 trees belonging to five other farmers in the same village.

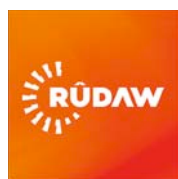
The Kurdish activist also sent Rudaw several photographs

purportedly showing the trees which have been cut by the fighters of the two groups, specifying that the trees were logged on Friday and Monday and were then taken to the Syrian town of Azaz as firewood. Afrin is a Kurdish city that Tur-

key and its Syrian mercenaries invaded after they launched a military operation against Kurdish fighters in January 2018. Since then, the members of the pro-Turkey groups have been accused of violating the rights of Kurds as well as cutting Kurdish farmers' olive trees.

Human rights groups and the United Nations have published reports detailing arbitrary arrests, detention, pillaging, and other violations the Kurdish population of Afrin has been subjected to.

As a result, the city's Kurdish population fell by more than 60 percent in the first two years of the invasion alone, according to Afrin's Human Rights Organization.



December 6, 2023

Elderly Kurdish woman in Turkey may be sent back to prison despite ill health

ERBIL, Kurdistan Region - Elderly Kurdish woman, Makbule Ozer, is set to be sent back to prison over terror charges after Turkish authorities issued a medical report deeming her fit to return to prison despite initially being released due to health issues. Makbule Ozer and her 69-year-

old husband, Hadi Ozer, were detained in the summer of 2018 in Van province's Edremit district for allegedly "aiding a terrorist organization," in reference to the Kurdistan Workers' Party (PKK). The couple were sentenced to two years and one month.

Makbule spent four months behind bars, while Hadi served an eight-month period, and were released in September based on a medical report from the very same institution - Institute of Legal Medicines (ATK) - reporting that the elderly couple was sick.

Makbule says she is sick and does not want to go to prison again.

«No, I do not want to go to prison again,» Makbule said. «I have a [medical] report that I cannot be in prison. But if I get punished again, I do not know what to do.»

Erhan Ciftçiler, Makbule's lawyer, says there are contradictory details in the old and new medical reports from the ATK institution regarding Makbule's health conditions.

«There are really big differences in both reports. If ATK says that the second report is accurate, we will surely stick to the first report, and the prosecutor has the option to choose

the first report as a basis» to make its decision.

«Let the woman not go to jail. Let her finish the rest of her sentence at her home [house arrest]. She can say that [during her trial],» the lawyer added.

Makbule suffers from many chronic diseases, and she has a report of 52 percent disability.

Her husband is not facing imprisonment again. According to medical reports, he is unwell and cannot be behind bars.

«We do not want to go to jail,» Hadi said. «Because it is not the time to go to jail.»

Hadi went on to add: «God forbid. They slandered us. I mean, we did not do anything. We did not know what was going on.

We just saw that they arrested us.»

Kurdistan Workers' Party (PKK) was founded in 1978. It launched its guerilla war against Turkey six years later. The group initially struggled for the independence of Kurdistan but later demanded federalism. The PKK is designated by Turkey, the EU, and US as a terrorist organization.



December 7, 2023

US forces attacked 78 times in Iraq, Syria: Pentagon.

ERBIL, Kurdistan Region - The United States Department of Defense on Thursday announced that there have been 78 attacks on its bases in Iraq and Syria since mid-October, leaving 66 US personnel injured.

«I believe as of today, there've been approximately 78 attacks on our bases,» said Deputy Pentagon Press Secretary Sabrina Singh, adding that the numbers do not include attacks carried out in the past 24 hours.

Singh said 66 US personnel «received non-serious, non-life-threatening» injuries, adding that at this moment they have all returned to work.

US troops in Iraq, the Kurdistan Region, and Syria have been the target of a series of rocket and drone attacks by pro-Iran militias since mid-October, in

response to Washington supporting Israel in its war against Palestinian Hamas militants in the Gaza Strip.

The Islamic Resistance in Iraq, a network of shadow Iraqi militia groups backed by Iran and affiliated with the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC), claimed responsibility for most of the attacks.

The US forces since then have responded with several retaliatory strikes against Iran-backed militia targets in Syria and Iraq.

On Monday, US Central Command (CENTCOM) [said](#) in a statement that forces assigned to Combined Joint Task Force - Operation Inherent Resolve (CJTF-OIR) had «engaged five militants preparing to launch a one-way attack drone,» the previous day, adding that CJTF-OIR forces have responded «in

self-defense» with a drone killing all five militants and destroying their drone.

Ali Sabah, a commander of a Sunni militia under the umbrella of the Iran-backed Popular Mobilization Forces (PMF) told Rudaw that a vehicle belonging to the PMF's 40th brigade had been targeted, and five bodies were retrieved from the site of the incident.

In response to the attack, the Islamic Resistance attacked the US's Rumaylan (Rmeilan) base in Syria on the same night, the group [said](#) in a statement on its Telegram channel and was later confirmed by CENTCOM on Tuesday.

The attack on the PMF is the second one in less than two weeks. On November 22, CENTCOM stated that they struck two facilities of pro-Iran militia groups in Iraq in retali-

ation for attacks on US troops in Iraq and Syria.

Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani «vehemently» [condemned](#) the US retaliatory airstrikes on Jurf al-Nasr during a phone call with US State Secretary Antony Blinken, describing the attacks as a «violation to the Iraqi sovereignty,» since they took place without government knowledge. At the same time, the US top diplomat renewed his call on the Iraqi government to fulfill its commitment to protect US personnel in Iraq.

Around 2,500 American troops in Iraq and 900 in Syria are leading an international coalition through Operation Inherent Resolve that has assisted Kurdish, Iraqi, and local Syrian forces in the fight against the Islamic State (ISIS), which once held swathes of land in Iraq and Syria but was declared territorially defeated in 2019.



WASHINGTON KURDISH INSTITUTE

Kirkuk Minute | December 7, 2023

A biweekly brief of events and news occurred in the disputed territories

Kirkuk

A group of recently hired medical professionals from Kirkuk staged a protest against a decision made by the acting governor, Rakan al Jabouri, barring nearly 800 employees from commencing their federal employment. The reasoning behind this decision was cited as their exclusion from the 1957 census registry of Kirkuk. Predominantly comprising physicians and nurses, the protesters, primarily Kurds, [spoke to Kurdistan24](#), accusing the acting governor of making unfounded allegations. Simultaneously, there has been an influx of hundreds of non-Kurdish individuals into Kirkuk, appointed to high-ranking government positions by Baghdad since October 16, 2017, as part of the Arabization policy.

On November 26, after a six-year absence, the Kurdistan Democratic Party (KDP) officially resumed its political activities in Kirkuk. In a ceremony attended by hundreds of [KDP supporters](#) and senior party members, the headquarters were reopened. Notably, the party's main headquarters had been seized by Iraqi forces on October 16, 2017. Following disagreements with the Iraqi military, the party successfully reclaimed its building but subsequently handed it over to the University of Kirkuk. The Iranian-backed militias and the Iraqi forces have occupied dozens of Kurdish-owned buildings since 2017, including 150 homes belonging to Kurds in the [Masker Khaled neighborhood](#), where Turkmen militias

refuse to return them.

Unidentified gunmen [fired multiple rounds](#) into the office of Iraq's Deputy Speaker, Shakhwan Abdullah, a senior member of the KDP. In a statement, Abdullah called for a thorough investigation and expressed "grave concerns" regarding the recurrent attacks on his office in Kirkuk.

On November 24, the Kirkuk police reported the apprehension of several members of a notorious drug gang. [According to the police](#) statement, the arrests were made using intelligence information and through a "proactive operation" in collaboration with Sulimanyah's anti-drug force. A substantial 51 kilograms of Crystal meth were seized in what was described as the "largest operation of the year." Since October 16, 2017, Kirkuk has emerged as a primary route for drug traffickers, often associated with various armed factions [supported by Iran](#).

On November 20, the Iraqi government made its second change in a year to the commander of Kirkuk's Joint Operations Command. The Ministry of Defense replaced General Jabar al Ta'ai with General [Salih Harez](#), formerly the commander of the 8th and fifth divisions. Although the ministry did not provide a specific reason for the change, social media activists alleged that it might be connected to the events of September 4, during which Iraqi forces killed four [Kurdish protesters](#).

The Iraqi Supreme Court has [postponed a verdict](#) on a lawsuit filed by Arab and Turkmen parties, calling for the delay of the provincial elections to December 12. These parties argue that the review of voter registrations is incomplete, contrary to what officials of the Independent High Electoral Commission (IHEC) had [previously announced](#). Kurdish parties, on the other hand, accuse the litigating parties of fearing potential losses in the upcoming elections, which mark the first occurrence since 2005.

A U.S. airstrike hit a Harakat Hezbollah al-Nujaba (HHN) convoy near Kirkuk Governate's Dibis subdistrict on Sunday, killing five militants and wounding three. U.S. Central Command (CENTCOM) [said](#) U.S. forces targeted the militia before it could conduct a "one-way" drone attack and acknowledged Iraqi security forces were notified of the strike. "CJTF-OIR forces responded in self-defense with an armed U.S. unmanned aerial system," read a CENTCOM statement. HHN is an Iranian-backed militia that is suspected of [various crimes](#) in Iraq and has been [designated as a terrorist organization](#) by the U.S. State Department. HHN has also assisted the Iraqi government's efforts to crack down on Kurdish political aspirations in Kirkuk since [October 16, 2017](#).

After three years of agreement with Erbil, the Iraqi government has opted to deploy a joint force comprising Peshmerga and

Iraqi army units, organized into two divisions, across disputed territories. The decision, announced on November 26 by the Iraqi defense minister, [entails enrolling individuals](#) into these divisions and urging them to join training camps. This move follows years of challenges faced by Iraqi security forces in countering Da'esh terrorists, exacerbated by the removal of Peshmerga forces from the area, which resulted in a security vacuum. Notably, on December 1, Da'esh terrorists [launched an attack](#) on the Iraqi military near Aliesh village, situated across from Mount Makhmour. The clashes persisted for an hour. The following morning, Da'esh terrorists infiltrate Qop Tapa village in the Qaraj plains. Iraqi security forces utilized helicopter fighters to strike a residence used by the terrorists. One Iraqi soldier lost his life, and four others sustained injuries, while reports indicated five casualties among the terrorists. The area is considered the de facto headquarters of Da'esh terrorists, particularly since the withdrawal of Peshmerga forces from the region in 2017.

On December 4, the Integrity Commission [announced the arrest](#) of three senior officials in the Kirkuk administration for "misappropriation of public funds during the execution of government projects in the Hawija district." The statement revealed that the three government officials had falsified laboratory examination reports for a reconstruction project valued at nearly two billion Iraqi dinars.



December 7, 2023

PM Barzani discusses enhancing ties with outgoing Australian envoy

Ambassador Ganly expressed her country's willingness to develop ties with Iraq's Kurdistan Region in investment and trade fields, per the press release.

ERBIL (Kurdistan24) – Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani on Thursday discussed enhancing bilateral ties with outgoing Australian Ambassador to Iraq Paula Ganly in Erbil, according to a statement.

Barzani extended his gratitude for the ambassador's efforts in developing relations between Erbil-Canberra and wished the diplomat success in her new endeavor, according to a statement from the premier's office.

Ambassador Ganly expressed her country's willingness to develop ties with Iraq's Kurdistan Region in investment and trade



Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani (right) walking alongside outgoing Australian Ambassador to Iraq Paula Ganly in Erbil, Dec. 7, 2023. (Photo: KRG)

fields, per the press release.

The officials also discussed that Kurdistan Region's financial en-

titlements should be paid along with the salaries of public servants, so the rights of Kurdish employees are no longer violated, it added.

The KRG has officially requested Baghdad to send additional funds to cover the remaining months of the year until the amendment of the budget law, which was adopted in June 2023.

An amount of 700 billion IQD (\$538 million) is supposed to be transferred monthly to the Kurdistan Region per an agreement that has been previously reached between the two governments.



Karwan Faidhi Dri
December 10, 2023

Over 4,400 ISIS-linked people left Rojava camps in 2023: Coalition

ERBIL, Kurdistan Region - More than 4,400 people affiliated with the Islamic State (ISIS) left camps in northeast Syria and returned to their homes since the beginning of this year, the global coalition against the terror group said on Saturday, applauding Kurdish authorities for their work on the issue.

"In 2023, thanks to the enduring support from Combined Joint

Task Force Operation Inherent Resolve's local partners, the Syrian Democratic Forces, and the Autonomous Administration of North and East Syria, more than 4,400 people have been returned to their communities and countries of origin from these camps, helping to ease the burden of providing humanitarian services and reducing the risk of Daesh's [ISIS] exploitation of this vulnerable population," read a statement

from the US-led coalition.

Al-Hol camp, located in Hasaka province, has been branded a breeding ground for ISIS, with authorities describing the sprawling facility as a "ticking time bomb." Most of the ISIS-linked people are in this camp. "Approximately 47,000 individuals from more than 60 countries remain in displaced person camps, 60% of whom are children including nearly 5,000

under the age of five. Repatriation is the only enduring solution," the coalition added.

US Department of State spokesperson Matthew Miller said on Friday that 96 people were repatriated from al-Hol camp by the Kyrgyz Republic, the fourth group of Kyrgyz nationals to return to their country this year.

"In total, the Kyrgyz Republic

has repatriated 333 of its nationals this year, a substantial portion of the nearly 5,000 individuals returned to their countries of origin in 2023," Miller stated.

The Kurdish-led Syrian SDF,

which controls northeast Syria, fought the lion's share of the battle against ISIS and arrested thousands of the terror group's fighters along with their wives and children when they crushed ISIS territorially and took the group's last stronghold in 2019.

Kurdish authorities have repeatedly called on the international community to repatriate their nationals from the camps, but their calls have largely gone unanswered as most countries are unwilling to bring back their nationals due to security con-

cerns.

Iraq has repatriated a total of 1,559 families, numbering 6,987 individuals, from Syria and brought them to al-Jadaa camp near Mosul, according to documentation from the camp seen by Rudaw English.



10 Décembre 2023

Un employé suédois de l'UE traduit en justice en Iran

DUBAI (Reuters) - Le procès d'un ressortissant suédois employé par l'Union européenne et accusé d'espionnage pour le compte d'Israël et de «corruption sur terre», un crime passible de la peine de mort, s'est ouvert en Iran, ont confirmé dimanche les autorités locales.

La Suède a annoncé samedi que le procès de Johan Floderus, arrêté en avril 2022 alors qu'il était en vacances en Iran, avait commencé, mais n'a pas précisé de quoi il était accusé.

L'agence de presse iranienne Mizan a déclaré dimanche dans un article publié sur internet que le procès de Johan Floderus avait commencé et qu'il avait été inculpé «sur la base de corruption sur terre, d'activités généralisées contre la sécurité nationale (et) d'une large coopération en matière de renseignement avec le régime sioniste», une référence à Israël.

«Johan Floderus est arbitrairement détenu et toutes les ac-



Johan Floderus, ressortissant suédois employé par l'Union européenne et accusé d'espionnage pour le compte d'Israël, lors d'une audience à Téhéran. /Photo prise le 10 décembre 2023 / REUTERS/ Amir-abbas Ghasemi, WANA NEWS AGENCY

cusations sont fausses», a déclaré dimanche un porte-

parole du ministère suédois des Affaires étrangères dans

un courrier électronique adressé à Reuters.

«Nous l'avons clairement fait savoir à l'Iran à différents niveaux et à différents moments.»

Des groupes de défense des droits humains et des gouvernements occidentaux ont accusé la République islamique de tenter d'obtenir des concessions politiques d'autres pays en procédant à des arrestations sur la base d'accusations forgées de toutes pièces. Téhéran affirme que de telles arrestations sont basées sur son code pénal.

Les relations entre la Suède et l'Iran sont tendues depuis 2019, lorsque la Stockholm a arrêté un ancien responsable iranien pour son rôle dans l'exécution massive et la torture de prisonniers politiques dans les années 1980.

(Parisa Hafezi, avec Elwely Elwelly et Simon Johnson à Stockholm; version française Nicolas Delame)

Narges Mohammadi, Prix Nobel de la paix : « Les gouvernements occidentaux ne devraient pas remettre à plus tard la démocratie et les droits de l'homme en Iran »

Figure du mouvement « Femme, vie, liberté », la militante et journaliste, incarcérée à Téhéran, a entamé dimanche 10 décembre une nouvelle grève de la faim au moment même où lui était décerné le prix Nobel de la paix à Oslo. Son discours, dont « Le Monde » publie l'intégralité, a été prononcé par ses deux enfants, Kiana et Ali Rahmani.

Je tiens à exprimer ma gratitude envers les honorables membres du comité Nobel de la Paix pour avoir attribué le prestigieux prix Nobel de la paix au magnifique mouvement « Femme, vie, liberté » et à une femme emprisonnée, défenseuse des droits de l'homme et de la démocratie. Je suis reconnaissante pour votre soutien significatif et déterminé.

Je suis convaincue que l'impact indéniable du prix Nobel de la paix sur la puissante mobilisation des Iraniens pour la paix, la liberté et la démocratie sera largement supérieur à celui de ma lutte et de ma résistance personnelles. C'est une source d'espoir et d'inspiration pour moi.

Je fais partie des millions de femmes iraniennes fières et résistantes qui se sont dressées contre l'oppression, la répression, la discrimination et la tyrannie. Je me souviens des femmes anonymes et courageuses qui ont mené une vie de résistance dans différentes régions, malgré une répression impitoyable.

J'écris ce message derrière les murs hauts et froids d'une prison. Je suis une femme du Moyen-Orient, issue d'une ré-

gion qui, bien qu'héritière d'une riche civilisation, est actuellement prise au piège de la guerre et la proie des flammes du terrorisme et de l'extrémisme. Je suis une femme iranienne qui est fière et honorée de contribuer à cette civilisation, elle qui est aujourd'hui victime de l'oppression d'un régime religieux tyrannique et misogyne. Je suis une femme emprisonnée qui, confrontée aux souffrances profondes et déchirantes dues à l'absence de liberté, d'égalité et de démocratie, a réalisé la nécessité de son existence et a trouvé la foi.

Au milieu des flammes de la violence et de la persistance du despotisme, notre combat relève, depuis des années, plus de la survie que de l'amélioration de la qualité de vie. Fondamentalement, il porte sur la possibilité de rester en vie, de survivre et de vivre dans un monde où la vie humaine est exposée sans aucune défense ou protection face au pouvoir arrogant des gouvernements despotiques et reste impuissante à tout. Dans le monde actuel, il existe un énorme fossé aliénant entre ces deux situations. Nous luttons pour rester en vie. Telle est notre réalité. Nous vivons cette lutte consciemment et volontaire-

ment, en entreprenant des actions qui ne sont peut-être pas garantes d'une vie en sécurité.

La tyrannie est un mal sans fin et sans limites qui, depuis longtemps, jette son ombre sinistre sur des millions de personnes déplacées. La tyrannie transforme la vie en mort, les bienfaits en lamentations et le confort en supplice. La tyrannie asservit l'humanité, la volonté et la dignité humaine. La tyrannie est l'autre face de la guerre. L'intensité des deux est destructrice. L'une se manifeste par les flammes dévastatrices de ses feux, tandis que l'autre déchire l'humanité insidieusement par le mensonge. Risquer sa vie alors que règnent la terreur et l'insécurité de la tyrannie, correspond à vivre l'existence d'une personne prise sous le feu des missiles et des balles.

La tyrannie et la guerre créent un grand nombre de victimes, et pas seulement des morts. La tyrannie et la guerre sont aussi un défi lancé aux rescapés, aux témoins et à ceux qui restent silencieux. Qui oserait affirmer que l'humanité peut survivre dans une telle bataille.

Le peuple, déterminant dans l'équation démocratique

Après cette introduction, je voudrais revenir à l'instant de l'annonce du prix Nobel de la paix ainsi qu'aux paroles de M^{me} Reiss-Andersen. Et au slogan magnifique et éloquent du mouvement du peuple iranien : « Femme, vie, liberté ».

J'ai ouvert mon discours de remerciement du prix Nobel de la paix en citant le nom du mouvement du peuple iranien ; mon analyse et ma stratégie s'articulent autour du peuple iranien et de la société iranienne.

L'équation complexe des changements et des transformations fondamentaux visant à la progression de la démocratie, de la liberté et de l'égalité en Iran, dépend essentiellement d'un facteur déterminant, le peuple. D'autres paramètres constants ou variables, néanmoins, jouent également un rôle crucial dans cette équation et ne doivent pas être négligés.

Le peuple iranien s'est efforcé de réaliser la démocratie, la liberté et l'égalité. Il a toujours mis l'accent sur la non-violence et la résistance dans la poursuite de ses revendications, saisissant toutes les possibilités offertes pour construire une société de paix, de prospérité et de développement.

Or, le monde est témoin de la répression brutale et impitoyable du gouvernement, qui s'oppose aux revendications de son peuple en matière de liberté et d'égalité en utilisant la répression, le massacre, l'exécution et la détention. Porteuse comme elle est de liberté et d'égalité, la démocratie représente la revendication fondamentale de la société iranienne. Pratiquement toute la société civile exige des changements fondamentaux et une transition vers la démocratie en tant qu'élément constitutif du futur système politique de l'Iran.

Un régime religieux tyrannique et anti-femme

Sur le plan politique, la République islamique bloque toute forme de mouvement politique dans la société, limite ce qui est politiquement possible et réprime les actions collectives et individuelles. Au fond, la République islamique est essentiellement étrangère à son peuple.

En raison de l'intransigeance du pouvoir, de sa structure rigide, de ses lois non démocratiques et de ses mécanismes et procédures opaques et frauduleux, les élections et l'expression d'un suffrage ne sont plus des choix pertinents pour la majorité du peuple iranien. La République islamique a réduit le taux de participation politique à zéro et réprime durement les organisations civiles indépendantes, afin de ne laisser aucun espace de liberté sans intervention ni surveillance. Le gouvernement met systématiquement en œuvre une discrimination fondée sur la religion, le genre et l'ethnie afin de cibler les « autres » dans son programme.

Sur le plan juridique, je tiens à dire clairement que le pouvoir judiciaire de la République islamique est l'incarnation de l'injustice et de la tyrannie, et un facteur de violation des droits de l'homme. L'indépendance du pouvoir judiciaire est impossible car le dirigeant de



Narges Mohammadi

ce pouvoir est directement nommé par le Guide suprême [Ali Khamenei], et les tribunaux révolutionnaires sont sous le contrôle des organes de sécurité et des militaires. Ce qu'il est impossible d'obtenir au sein d'un tel système judiciaire, c'est la justice.

Dans le domaine culturel, le gouvernement a cherché à soutenir sa machine idéologique et ses organismes de propagande à des coûts exorbitants, dans le but d'entretenir l'acceptation idéologique ainsi qu'une propagande permanente et systématique. Par la censure, la suppression totale des médias indépendants, le contrôle et la répression, il cherche à manipuler la véritable culture de la société. Malgré cela, la machine idéologique a perdu son efficacité, ce qui a remis en question la légitimité du gouvernement dans l'opinion publique.

Dans le domaine économique, le système soutient une économie basée sur la rente, le favoritisme et le pillage en attribuant des monopoles et des privilèges spéciaux à des groupes fidèles, transformant l'économie en un système de pillage et de répression. La corruption systématique, l'inef-

ficacité, la mauvaise gestion, le détournement de fonds et le pillage des biens publics ont plongé la société iranienne dans la pauvreté, les inégalités profondes, le chômage et le désarroi. Les conséquences graves de ces politiques mettent en péril la vie de la population, sa dignité et son statut qui risque de s'effondrer et d'être anéanti. La réponse du régime aux manifestants a toujours été la criminalisation, l'arrestation, la détention et les balles. [Novembre 2019 en est un exemple.](#)

Je tiens à souligner que la République islamique bafoue de nombreux droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et les traités portant sur toutes les dimensions de la vie du peuple, que ce soit sur les plans politique, économique, social, culturel et environnemental.

Le mouvement « Femme, vie, liberté », catalyseur du processus démocratique

Dans ces circonstances, le vaste mouvement « Femme, vie, liberté » a émergé dans le prolongement des luttes historiques, avec la participation active des femmes iraniennes, après le meurtre de Mahsa

Amini (Zehra Amini), et a été soutenu massivement par les hommes et les jeunes iraniens.

Dans ce contexte, le peuple, en particulier les femmes, confronté directement au régime religieux autoritaire, a acquis la capacité de remettre en question les modèles culturels et institutionnels, devenant une force puissante dans la lutte et la résistance, et esquissant une vision de la gouvernance et de la démocratie future en Iran.

Les femmes ont acquis cette position influente en raison de quarante-cinq ans d'expérience de discrimination et d'injustice dans les domaines privés et publics, de ségrégation sexuelle et sexiste, et de leurs résistances inlassables.

Le mouvement « Femme, vie, liberté » dont la priorité est de sortir de l'autoritarisme religieux, a accéléré le processus d'instauration de la démocratie, de la liberté et de l'égalité en Iran, en donnant de la clarté et de l'importance aux demandes historiques du peuple iranien. Ce mouvement a contribué de manière significative à l'extension de la résistance civile en Iran, en fédérant des mouvements de

femmes, de jeunes, d'étudiants, d'enseignants, de travailleurs, de militants des droits de l'homme, d'écologistes, etc. Il s'agit d'un mouvement pour un changement profond.

Ce mouvement est considéré comme une extension des politiques de contestation s'inscrivant dans la tradition des luttes et des mouvements sociaux et des efforts inlassables du peuple pour réaliser une société civile. Bien qu'il subisse actuellement la répression sévère du gouvernement, il reste vivant et dynamique.

L'intensification de l'oppression des femmes par le biais du port obligatoire du hijab – une honte gouvernementale – ne nous contraindra pas à la conformité, car nous pensons qu'il n'est ni une obligation religieuse ni un modèle culturel, mais plutôt un moyen de contrôle et de soumission de toute la société. L'abolition du hijab obligatoire équivaut à supprimer toutes les racines de la tyrannie religieuse et à briser les chaînes de l'oppression autoritaire.

La réalité est que le régime de la République islamique est à son plus bas niveau de légitimité et de soutien social populaire, et se trouve dans une position de déséquilibre instable. L'émergence de tout élément en tant que catalyseur du changement marquera la forme finale des politiques de contestation et de transition de la tyrannie religieuse. Parce que la croyance dans la démocratie et les droits de l'homme ne se limite pas aux questions intellectuelles discutées entre intellectuels iraniens, mais a été concrétisée par des actions collectives et individuelles dans l'ensemble de la société.

Soutenir la société civile

Pour aboutir, le mouvement puissant et généralisé du peuple iranien a besoin de la croissance, de l'expansion et de l'autonomisation des institutions de la société civile, ainsi que du développement d'une

structure en réseau pour mobiliser les forces du mouvement.

D'autre part, la société civile est l'essence même de la démocratie. Sans une société civile forte, l'avenir de la démocratie en Iran n'est pas garanti. La société civile iranienne bénéficie d'expériences historiques précieuses et, malgré la répression sévère du gouvernement, elle a pu survivre sous différentes formes. Le moment est venu pour la société civile internationale de soutenir la société civile en Iran, et je consacrerai tous mes efforts à cette entreprise.

L'instauration de la démocratie dépend de l'application des droits de l'homme. Les droits de l'homme ont atteint un niveau de conscience historique au sein du peuple iranien et constituent l'axe central des activités d'un grand nombre de mouvements, de courants et de groupes, ayant la capacité de créer une solidarité nationale étendue et des coalitions.

Le soutien de l'opinion publique mondiale à travers des médias internationaux reconnus aura sans aucun doute un impact important sur la continuité et le renforcement du mouvement démocratique du peuple iranien.

Il ne fait aucun doute que le peuple iranien continuera à lutter, mais dans la mondialisation actuelle, le rôle des gouvernements et des sociétés civiles, y compris les organisations et institutions internationales, les médias et les organisations indépendantes et non gouvernementales, est indéniable.

Je suis profondément reconnaissant du soutien des organisations internationales des droits de l'homme, ainsi que des organisations féminines, d'artistes, de l'association mondiale des écrivains, d'intellectuels et des médias internationaux pour leur soutien significatif au mouvement « Femme, vie, liberté ».

Cependant, les gouvernements et les organisations internationales n'ont pas accordé l'attention soutenue, la cohérence pratique et l'approche proactive nécessaires pour contribuer à la victoire du peuple iranien. Les politiques et les stratégies des gouvernements occidentaux n'ont pas réussi à donner au peuple iranien les moyens d'atteindre ses objectifs et rendre la démocratie plus accessible dans cette partie du monde et à garantir la paix.

Les droits de l'homme ne naissent pas de rien. Les droits de l'homme en Iran sont soumis à des pressions multilatérales de la part de pouvoirs répressifs puissants. Les gouvernements occidentaux ne devraient pas remettre à plus tard la démocratie et les droits de l'homme en adoptant des stratégies fondées sur la pérennisation du régime de la République islamique. Il est attendu que la société civile mondiale apporte sans tarder un soutien plus concret aux efforts du peuple iranien vers une transition démocratique et à sa lutte non violente pour la paix, la démocratie et les droits de l'homme.

Stratégie de création de la volonté et du consensus internationaux

La reconnaissance du droit à la souveraineté nationale et du droit à l'autodétermination des peuples et des nations, après le lourd tribut de la guerre, a été un chapitre éminemment progressif de l'humanité et un progrès important vers la préservation de la paix. Cependant, l'histoire confirme que la question de l'agression et de la violation des droits fondamentaux d'un peuple par ses dirigeants majeur non résolu, mettant en danger la paix mondiale et aggravant les souffrances de l'humanité.

L'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme par les Nations Unies, pas plus que les mécanismes, traités et tribunaux internatio-

naux et européens existants n'ont pu empêcher des abus comme la répression persistante et brutale, la destruction de vies, la violation des droits fondamentaux des peuples, la torture, la discrimination et l'oppression exercée par les dirigeants sur leurs populations sans défense. Dans le monde d'aujourd'hui, l'économie, la religion et la gouvernance sont dans beaucoup de nations sous l'emprise de groupes d'intérêts puissants fermement ancrés dans l'histoire, tandis que la nouvelle institution des droits de l'homme est mise sous pression par ces institutions-là.

Le monde constate qu'aucun document n'a été autant violé que la Déclaration universelle des droits de l'homme. Quelle est la solution ? Le moment n'est-il pas venu pour trouver rapidement une solution unie et cohérente ?

Je suis convaincue que la mondialisation de la paix et des droits de l'homme est plus importante et plus efficace que la mondialisation de tout autre aspect.

La réalité est que les conséquences et les répercussions des violations des droits de l'homme, qui sont le prix à payer pour la survie des régimes autoritaires, ne resteront pas confinées aux frontières géographiques. Les conséquences graves et inévitables des migrations, des déplacements, de l'émergence de guerres, des troubles, des interventions militaires et de la création d'un terrain propice à la croissance de groupes terroristes et fondamentalistes, comme les conséquences élargies des conflits entre pays, frappent le monde entier.

Il semble qu'avec la mondialisation, soit les droits de l'homme seront respectés au niveau international, soit les conséquences de leur violation continueront de se propager au-delà des frontières nationales. Je m'engage à contribuer à la mondialisation des droits de l'homme aux côtés

des défenseurs et militants des droits de l'homme.

J'ai l'honneur d'être la deuxième lauréate du prix Nobel de la paix de notre fière nation iranienne aux côtés de ma collègue et collaboratrice bien-aimée, M^{me} Shirin Ebadi. L'Iran, avec sa civilisation ancienne et illustre, a toujours été un symbole d'élévation et de progrès. Nous sommes les héritiers de cette civilisation et de ses valeurs.

La résistance est vivante et la lutte ne faiblit pas

Notre histoire, notre patrimoine culturel et notre civilisation ne sont pas seulement nos liens avec le passé, ils façonnent aussi notre avenir et jettent les bases sur lesquelles nous pouvons tous construire. Nous défendons la démocratie et les

droits de l'homme, et cela n'est pas étonnant pour un peuple aussi travailleur et tenace qui a compté parmi les pionniers dans la défense de la limitation du pouvoir gouvernemental, de l'amour de la liberté et de la recherche de la justice dans la région.

Les facteurs de stabilité et d'expansion de la résistance et de la lutte dans la composition et la structure de l'histoire, de la culture et des croyances du peuple iranien, ont été puissants et influents. La résistance actuelle du peuple, des différentes ethnies, religions, des différentes approches politiques et des différentes régions d'Iran au cours des années passées est louable.

Le mouvement « Femme, vie, liberté » est redevable à tous les mouvements de résistance précédents. Des manifesta-

tions généralisées du peuple contre les élections frauduleuses de 1988, à celles sanglantes de novembre 2019, des protestations contre le crash de l'avion ukrainien [abattu par un missile iranien en 2020] jusqu'aux manifestations actuelles des enseignants, des travailleurs, des retraités et d'autres groupes sociaux.

De jeunes Iraniens ont aujourd'hui transformé les rues et les espaces publics en un espace de résistance civile généralisée. La résistance est vivante et la lutte ne faiblit pas.

La résistance constante et la non-violence sont nos meilleures stratégies. C'est le chemin difficile que les Iraniens ont toujours emprunté grâce à leur conscience historique et à leur volonté collective. Le peuple

iranien, avec persévérance, viendra à bout de la répression et de l'autoritarisme. N'en doutez pas, cela est certain.

Aux côtés de la société civile, des femmes et des hommes résistants et courageux d'Iran, je tends la main avec espoir et enthousiasme à toutes les forces, mouvements et personnes privilégiant la paix, la Charte mondiale des droits de l'homme et la démocratie. Je suis convaincue que la lumière de la liberté et de la justice brillera avec force sur la terre d'Iran. A ce moment-là, nous célébrerons la victoire de la démocratie et des droits de l'homme sur l'oppression et le despotisme, et le chant de victoire du peuple dans les rues d'Iran résonnera dans le monde entier.

© Fondation Nobel, Stockholm, 2023;



Avec AFP
11 Décembre 2023

Appel à l'Iran pour laisser la famille de Mahsa Amini venir recevoir le prix Sakharov

Plus d'une centaine d'eurodéputés ont appelé Téhéran à laisser la famille de l'Iranienne Mahsa Amini venir en France pour recevoir le prix Sakharov pour les droits humains, décerné à la jeune fille à titre posthume, dans une lettre ouverte diffusée lundi.

Ce prix a été décerné en octobre à cette jeune Kurde iranienne de 22 ans décédée l'an passé trois jours après avoir été arrêtée par la police pour non respect du strict code vestimentaire imposé aux femmes, ainsi qu'au mouve-

ment «Femme Vie Liberté» réprimé dans le sang par le pouvoir en Iran.

Plus haute distinction de l'UE pour les droits humains, il doit être remis mardi au Parlement européen, à Strasbourg. Mais les parents et le frère de Mahsa Amini se sont vus interdire de quitter le territoire iranien pour venir participer à cette cérémonie, avait annoncé samedi à l'AFP leur avocate en France, Me Chirinne Ardakani.

«Cette restriction vise à réduire au silence la famille de Jina

Mahsa Amini, en l'empêchant de dénoncer la répression scandaleuse des droits des femmes, des droits humains et des libertés fondamentales par la République islamique en Iran», s'insurgent dans cette lettre ouverte les 118 eurodéputés signataires, parmi lesquels figurent Raphaël Glucksmann (S&D), Frédérique Ries (Renew) et David Lega (PPE).

«Cela fait écho au refus des autorités iraniennes de laisser Narges Mohammadi, lauréate du prix Nobel de la paix 2023,

se rendre à Oslo pour recevoir son prix», soulignent-ils.

Farouche adversaire du port obligatoire du hijab pour les femmes et de la peine de mort en Iran, Mme Mohammadi est détenue depuis 2021 dans la prison d'Evin de Téhéran et n'a pu recevoir en personne la prestigieuse récompense remise dimanche.

«Nous ne pouvons pas tolérer cela, la vérité ne doit pas être réduite au silence et le visage de cet incroyable mouvement de libération doit être montré à

l'Europe et au monde», affirment les eurodéputés.

Ils appellent les autorités iraniennes à «revenir sur cette décision et à autoriser la mère, le père et le frère de Jina Mahsa Amini à se rendre mardi au Parlement européen à Strasbourg».

La présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, avait de son côté appelé «le régime iranien à revenir sur sa décision», dans un message posté sur le réseau social X.

«Leur place mardi prochain est (au Parlement européen) à Strasbourg pour recevoir le Prix Sakharov, avec les courageuses femmes d'Iran», avait-elle ajouté, soulignant que «la vérité ne peut pas être passée sous silence».



Manifestation à l'occasion du premier anniversaire de la mort de l'Iranienne Mahsa Amini, le 16 septembre 2023 à Paris, AFP / ARCHIVES - DIMITAR DILKOFF



December 12, 2023

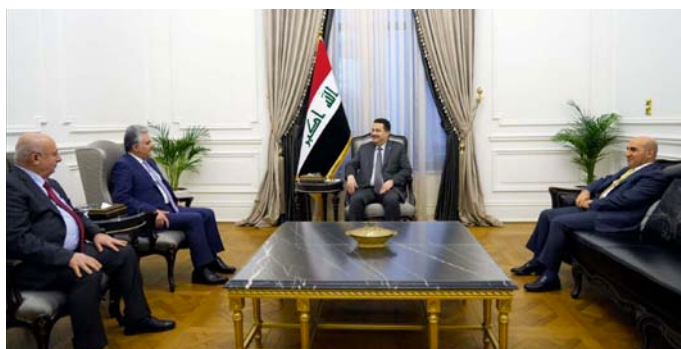
Iraqi premier discusses Kurdistan Region election with KRG delegation

They also highlighted other issues, including security, financial, and economic matters, the press release added.

ERBIL (Kurdistan24) – Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' Al-Sudani on Monday discussed preparations for the Kurdistan Region's sixth parliamentary elections set for Feb. 2024 with a senior Kurdistan Regional Government (KRG) delegation in Baghdad, according to a statement.

KRG Ministers of Interior Reber Ahmed and Finance and Economy Awat Sheikh Janab met with the Iraqi premier in Baghdad as part of their visit to the Iraqi capital to discuss the issue of customs policy and amending its law.

The officials discussed the "ongoing preparations for the Kurdistan Regional Parliament elections in February of next year



Iraqi Prime Minister Mohammad Shia' Al-Sudani (center) is pictured during a meeting with KRG Ministers of Interior and Finance and Economy (left) in Baghdad, Dec. 11, 2023. (Photo: Iraqi Prime Minister's Office)

were also discussed," a statement from the premier's office read.

They also highlighted other issues, including security, financial, and economic matters, the press release added.

Due to political infighting, the Kurdistan Region parties could not agree on amending the election law last year, triggering the extension of the current Kurdistan Parliament term by a year.

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani set Feb. 25, 2024, as the date for the sixth parliamentary elections.

The upcoming election is going to be administered by the Iraqi Independent High Electoral Commission (IHEC) after the Kurdish electoral body's mandate has expired.

The KRG has taken several legal and financial measures to hold the elections and maintained cooperation with the Iraqi Electoral Commission for the same purpose, Abdul Hakeem Khasraw, the head of the government's Coordination and Follow-Up Department, told Kurdistan 24 in early November.

Quand l'ONU invite l'Iran à palabrer sur les droits de l'homme

Le chef de la diplomatie iranienne a été convié à Genève pour s'exprimer sur le futur des droits humains mais a fini par privilégier une réunion sur Gaza.

Sa présence à Genève est pour le moins surprenante. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir Abdollahian, devait être ce mardi l'un des nombreux invités de marque d'une **grand-messe pour les droits de l'homme qui se tenait depuis lundi en Suisse** à l'occasion du **75^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen**. Organisé par le Haut-Commissariat de l'ONU pour les droits de l'homme (HCDH) au Palais des Nations, siège historique de la Société des Nations jusqu'en 1946, « l'événement à haut niveau » devait voir le chef de la diplomatie iranienne participer mardi après-midi à une table ronde consacrée au « Futur des droits de l'homme, de l'environnement et du climat ».

À cette occasion, Hossein Amir Abdollahian avait trois minutes pour exposer ses « recommandations concrètes pour faire face à la triple crise planétaire à travers le prisme des droits de l'homme, et par le biais de mesures visant à faire respecter ces droits comme voie vers des solutions », **explique le document de travail fourni par le HCDH**. « L'invitation a été adressée à tous les États membres et l'Iran nous a répondu positivement en nous indiquant qu'il serait représenté par son ministre des Affaires étrangères, explique Ravina Shamdasani, porte-parole en chef du Haut-

Commissariat de l'ONU pour les droits de l'homme. Il est important d'obtenir un engagement large sur la question des droits de l'homme et de maintenir un dialogue ouvert avec chaque pays. »

« Comme si on avait invité un dirigeant sud-africain du temps de l'apartheid »

La perspective de voir le représentant de la République islamique délivrer ses conseils en matière de droits de l'homme, alors que la République islamique a exécuté plus de 600 personnes depuis le début de l'année, a suscité la colère des spécialistes de la question. « La seule place d'un officiel iranien dans une telle réunion devrait être sur le banc des accusés, vu les très sérieuses violations des droits de l'homme qui ont lieu en Iran, dont certaines sont équivalentes à des crimes contre l'humanité », pointe Mahmoud Amiry-Moghaddam, directeur de l'ONG de référence Iran Human Rights, basée à Oslo. « Depuis le mois de janvier, au moins deux personnes sont exécutées chaque jour, un chiffre qui est passé à trois par jour au cours des deux derniers mois. Plus de 530 manifestants ont été tués depuis septembre 2022, et au moins 123 personnes ont été blessées au visage, notamment des femmes. »

D'après nos informations, il n'était pourtant pas prévu que le ministre iranien des Affaires étrangères soit interrogé sur le

bilan de son pays en matière de droits de l'homme. « Même si je comprends parfaitement la nécessité pour les Nations unies d'impliquer chaque pays dans ces événements, il y a une différence entre inviter un pays et lui donner la parole », dénonce l'humanitaire belge Olivier Vandecasteele, qui a été arbitrairement détenu 455 jours en Iran avant d'être libéré en mai dernier, **en échange d'un diplomate-espion iranien condamné en Belgique pour terrorisme**. « Cela peut paraître amer pour les défenseurs iraniens des droits humains encore détenus, pour les étrangers retenus en otage, ainsi que leur famille et amis. J'espère que les participants à ces conférences prononceront leur nom haut et fort. »

Plainte pour crime contre l'humanité

L'instance onusienne a pourtant peut-être échappé à pire camouflet. En effet, la délégation iranienne à Genève devait au départ être conduite par le président iranien en personne, Ebrahim Raïssi. La présence de l'ancien juge ultraconservateur, accusé d'avoir joué un rôle de premier plan dans l'exécution de milliers de prisonniers politiques en 1988, avait été confirmée au Forum mondial sur les réfugiés organisé à Genève par le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) qui doit débiter mercredi 13 décembre, l'Iran étant l'un des pays accueillant le plus de réfugiés au monde.

Mais le dépôt lundi en Suisse d'une plainte pour « crime contre l'humanité » par trois anciens prisonniers iraniens appelant à l'arrestation et à l'inculpation d'Ebrahim Raïssi a sûrement dissuadé le chef de l'exécutif iranien de faire le voyage.

Les Nations unies sont déjà sous le feu des critiques pour avoir confié à la République islamique d'Iran la présidence de l'édition 2023 du Forum social du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, qui s'est déroulée les 2 et 3 novembre à Genève. « À cette occasion, les responsables iraniens étaient allés jusqu'à couper le micro d'ONG critiques, instaurant de fait une censure à l'intérieur même des enceintes de l'ONU », se souvient Mahmoud Amiry-Moghaddam. Aux Nations unies, on rappelle que la République islamique a fait l'objet de **plusieurs déclarations publiques** du Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour dénoncer les exécutions capitales, la situation des femmes ou les entraves au droit de manifester.

Paradoxe occidental

Hasard du calendrier, le chef de la diplomatie iranienne a atterri à Genève le jour même où **le Parlement européen a attribué son prix Sakharov pour la liberté de pensée à Mahsa Amini**, jeune Iranienne de 22 ans décédée en septembre 2022 aux mains de la police des mœurs. Dimanche, c'est la militante iranienne des

droits de l'homme Narges Mohammadi **qui a reçu le prix Nobel de la paix 2023**. Mais du fait de son emprisonnement depuis plus de deux ans dans le centre de détention Evin de Téhéran, ce sont ses enfants Kiana et Ali Rahmani qui ont récupéré son prix à Oslo et ont lu un discours en son nom.

« Cette séquence met au jour le paradoxe occidental : les Iraniennes sont récompensées pour la paix et les droits humains qui font office de caution morale, tandis que leurs dirigeants gagnent haut la main la

palme de la realpolitik, de la guerre et du chaos : en Iran, au Proche-Orient et en Ukraine, déplore l'avocate franco-irannienne Chirine Ardakani. En réalité, le régime iranien, qui maîtrise parfaitement les rouages des institutions, déploie une diplomatie des droits humains inversée : en empêchant les Iraniens récipiendaires de prix de circuler, il leur refuse une tribune internationale dont il se sert à l'envi pour maîtriser son récit et imposer son rapport de force. » Ainsi, les propres parents de Mahsa Amini, devenue l'icône du

mouvement de révolte « Femme, vie, liberté » en Iran, ont-ils été interdits de quitter la République islamique pour récupérer le prix de leur défunte fille, alors qu'ils s'apprêtaient à embarquer pour la France.

Absence

Pourtant, à la surprise générale, Hossein Amir Abdollahian a fini par ne pas se présenter à la table ronde de mardi après-midi sur les droits de l'homme, lui préférant une réunion organisée au même moment par la Mission permanente de Pales-

tine à Genève en faveur de la population de Gaza. Le chef de la diplomatie iranienne a profité de l'occasion pour retourner exactement contre les États-Unis et Israël les accusations dont l'Iran fait l'objet, en estimant que « la crédibilité des organes des Nations unies est affectée par la mise en œuvre sélective du droit international » sur la question israélo-palestinienne. En revanche, il participera bien à partir de mercredi au Forum mondial sur les réfugiés, en lieu et place du président iranien Ebrahim Raïssi.



December 12, 2023

Turkish air force strikes 13 targets in the Kurdistan Region

On Tuesday, the ministry claimed to have killed five PKK fighters in the Qandil Mountains.

ERBIL (Kurdistan 24) - The Turkish National Defense Ministry on Monday said they hit 13 targets in the Kurdistan Region belonging to the Kurdistan Workers' Party (PKK).

The Turkish Air Force targeted the Metina, Gara, Hakurk and Qandil regions at 5:00 p.m. on Monday, Dec.11, and 13 targets consisting of caves, shelters, shelters and warehouses belonging to the PKK were hit.

Moreover, on Tuesday, the ministry claimed the Monday strikes killed five PKK fighters in the Qandil Mountains.

The Turkish Ministry of Defense in late November also said three Turkish soldiers were killed on Nov. 26 in an unspecified location in the Kurdis-



Turkish fighter jets (Photo: Turkish Air Force)

tan Region. The PKK and Ankara have been engaged in a bloody military conflict since the mid-1980s, reportedly resulting in

the deaths of more than 40,000 people, although this figure has been disputed.

Much of the conflict has been

fought in the border areas of the Kurdistan Region, which has endangered civilian populations.

« Il est temps que l'Europe change sa politique vis-à-vis du régime islamique d'Iran »

Alors que le président iranien était attendu au Forum mondial sur les réfugiés, à Genève, le 13 décembre, la sociologue Azadeh Kian, dans une tribune au « Monde », presse l'Europe de soutenir les aspirations démocratiques de la société civile iranienne.

Ebrahim Raïssi, le président du régime islamique d'Iran, était invité au [Forum mondial sur les réfugiés](#) organisé par l'ONU à Genève, le 13 décembre. Il a finalement dû annuler son voyage du fait d'une plainte pour crimes contre l'humanité déposée à son encontre par trois Iraniens résidant en Suisse [*la délégation iranienne sera donc conduite par le chef de la diplomatie, Hossein Amir Abdollahian*].

Le Forum 2023 est parrainé par cinq Etats, dont la France, et coorganisé par le gouvernement suisse et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Rappelons qu'Ebrahim Raïssi, également appelé le « bourreau de Téhéran », a été membre du « comité de la mort » qui avait ordonné l'exécution sommaire de plus de quatre mille prisonniers politiques en 1988. Ces derniers avaient purgé leur peine et attendaient d'être libérés.

Précisions aussi que le régime islamique d'Iran, du fait de sa politique répressive, a provoqué l'exil de millions d'Iraniens depuis 1979. Les vagues successives de réfugiés politiques en provenance d'Iran n'ont presque jamais cessé.

Invitation choquante

L'invitation faite à ce président-bourreau est d'autant plus choquante que, le jour même de l'annonce de sa venue à Genève, les parents de Jina [Mahsa Amini](#) – la jeune femme kurde iranienne assassinée par la police des mœurs pour avoir mal porté le voile islamique – furent [empêchés de sortir du pays](#) afin de venir recevoir le prix Sakharov décerné à titre posthume à leur fille. Le même jour, Narges Mohammadi, Prix Nobel de la paix 2023, emprisonnée depuis près d'une décennie et dont le régime refuse la libération en dépit de sa santé très fragile, a entamé une nouvelle grève de la faim.

Rappelons qu'en 2022 près de six cents manifestants, dont soixante-douze enfants, ont été tués par les forces de coercition du régime islamique [lors du mouvement](#) de contestation [Femme, vie, liberté](#), que plus de vingt mille personnes ont été emprisonnées et plus d'une dizaine exécutées. Les exécutions sommaires des militants kurdes et baloutches continuent.

Le rapport d'Amnesty International rendu public le 6 décembre recense une quarantaine de cas de viols et

violences sexuelles sur des détenus – hommes et femmes, certains mineurs – arrêtés lors des manifestations. A cela s'ajoutent des dizaines d'autres dont les yeux ou les organes sexuels ont été visés par les tirs des milices et la brigade spéciale de la police.

Ne soyons pas dupes

Hélas, ce n'est pas la première fois que les responsables de tels massacres sont invités par l'ONU ou des pays occidentaux. Ces invitations offrent une légitimité au régime islamique, le présentant comme un interlocuteur privilégié avec lequel les démocraties occidentales négocient, entre autres, pour faire libérer leurs otages. Ne soyons pas dupes. Ces négociations n'ont fait qu'encourager l'Iran à continuer ses politiques agressives, dont des prises d'otages, comme moyen de pression sur les Occidentaux.

Ce régime dictatorial, répressif et corrompu ne se maintient au pouvoir que grâce aux tensions internes, régionales et internationales qu'il crée, y compris par ses actions déstabilisatrices et son soutien à des groupes affidés dans la région. Les gouvernements européens doivent cesser de penser à leurs intérêts immédiats et

changer de politique. Depuis les quarante-quatre dernières années, le régime des mollahs s'est montré incapable de se réformer en dépit des nombreuses occasions que les électeurs iraniens lui ont offertes.

Aujourd'hui, la volonté de la majorité écrasante de la société est de dépasser l'islam politique pour fonder un régime basé sur les principes démocratiques, la séparation entre la religion et l'Etat, une définition inclusive de l'appartenance nationale et de son unité, l'égalité de tous les Iraniens indépendamment de leurs sexe, classe, ethnie ou religion.

Il est du devoir des démocraties de soutenir les luttes de la société iranienne [et de ses jeunes épris de liberté](#), qui sacrifient leur vie pour les principes tant revendiqués par l'Europe, mais qu'elle a de fait oubliés.

Azadeh Kian est professeure de sociologie à l'université Paris Cité. Elle est notamment l'autrice de « *La République islamique d'Iran* » (Michalon, 2005), « *L'Iran, un mouvement sans révolution ?* » (Michalon, 2011) et de « *Femmes et pouvoir en islam* » (Michalon, 2019).



12 Décembre 2023

Le prix Sakharov décerné à titre posthume à l'Iranienne Mahsa Amini

Plus haute distinction de l'Union européenne pour les droits humains, ce prix a été décerné à la jeune Kurde iranienne, décédée à l'âge de 22 ans le 16 septembre 2022, trois jours après avoir été arrêtée pour non-respect du strict code vestimentaire imposé aux femmes en Iran. Sa mort avait entraîné des mois de manifestations contre les dirigeants politiques et religieux en Iran, **Mahsa Amini devenant le symbole** de la lutte contre l'obligation du port du voile. La répression de ce mouvement a provoqué des centaines de morts et des milliers d'arrestations.

La mère de Mahsa Amini **n'a pas pu venir** récupérer son prix, frappée au dernier moment par une interdiction de quitter le territoire iranien, rapporte notre envoyé spécial à Strasbourg, **Julien Chavanne**. Mais elle a pu transmettre un message lu dans l'hémicycle par l'avocat de la famille, Saleh Nikbakht. « *Ils pensent qu'en lui ôtant sa vie, ils l'empêchent d'être là. Mais ils n'ont pas compris, et ne comprennent toujours pas que des cendres de Jina, un esprit imbattable se lèvera* », a lu l'avocat de la famille.

Cette récompense, un symbole pour toutes les femmes

À ses côtés, deux Iraniennes du mouvement « Femmes, vie et liberté », ont elles aussi été honorées par le Prix Sakharov.



Le représentant de Mahsa Amini, l'avocat iranien Saleh Nikbakht, la présidente du Parlement européen Roberta Metsola, Mersedeh Shahinkar et Afsoon Najafi du mouvement «Femmes, vie, liberté» en Iran posent lors de la cérémonie de remise du prix Sakharov 2023 au Parlement européen à Strasbourg, en France, le 12 décembre 2023. © Frédéric Florin / AFP

Afsoo Jafari a perdu sa sœur dans les manifestations contre le régime de Téhéran. « *Il y a encore des milliers de femmes emprisonnées en Iran dont nous ne savons rien. Le moment est venu pour d'arrêter de serrer la main des dirigeants du régime iranien* », a dénoncé l'Iranienne.

La présidente du Parlement européen Roberta Metsola a fait de cette récompense un symbole pour toutes les femmes. « *À vous et à toutes celles, inconnues et nombreuses, qui osent se lever pour la révolution, vous n'êtes pas seules, nous sommes avec vous* », a déclaré Roberta Met-

sola. Le parlement européen a déjà voté quatre résolutions condamnant le régime iranien, sans effet. Mais Roberta Metsola promet de faire plus, notamment de sanctionner les dirigeants iraniens ou encore de placer les gardiens de la Révolution sur la liste des organisations terroristes.

Au même moment, en Iran, une femme s'apprête à être exécutée après avoir passé 10 ans en prison, annonce l'ONG Iran Human Rights. Son directeur Mahmood Amiry-Moghaddam espère que la communauté internationale empêchera cette exécution.

«La seule chose qui pourrait lui sauver la vie maintenant est une mobilisation de la communauté internationale», Mahmood Amiry-Moghaddam

Oriane Verdier

La remise du prix Sakharov est intervenue deux jours après celle du Prix Nobel de la paix à la militante Narges Mohammadi, qui n'a pu se rendre à Oslo recevoir cette récompense, car elle est détenue depuis 2021 dans la prison d'Evin de Téhéran. **L'an dernier**, le prix Sakharov avait récompensé le « *courageux peuple ukrainien* », confronté à l'invasion russe.

The New York Times

By Alissa J. Rubin
December 12 2023

Why Fears of a Broader Middle East Conflict Are Growing in Iraq

Iran-backed forces are assembling drones and retrofitting rockets in the territory of an American ally. They are used in attacks on U.S. outposts in Iraq and Syria.

For this article, Alissa J. Rubin interviewed dozens of Western and Iraqi government officials, military and intelligence officers as well as Iraqi civilians and members of Iranian-linked armed groups. She reported from Baghdad and surrounding areas.

Just south of Baghdad, the urban sprawl gives way to glimpses of green, with lush date palm groves bordering the Euphrates River. But few risk spending much time there. Not even the Iraqi military or government officials venture without permission.

A farmer, Ali Hussein, who once lived on that land, said, “We do not dare to even ask if we can go there.”

That’s because this stretch of Iraq — more than twice the size of San Francisco — is controlled by an Iraqi militia linked to Iran and designated a terrorist group by the United States. Militia members man checkpoints around the borders. And though sovereign Iraqi territory, the area, known as Jurf al-Nasr, functions as a “forward operating base for Iran,” according to one of the dozens of Western and Iraqi intelligence and military officers, diplomats and others interviewed for this article.

The militia that controls the land, Khataib Hezbollah, uses it to assemble drones and retrofit rockets, with parts largely obtained from Iran, senior military and intelligence officials say. Those weapons

have then been distributed for use in attacks by Iranian-linked groups across the Middle East — putting this former farmland at the center of fears that the war in Gaza could grow into a wider conflict.

Such attacks have increased sharply over the past two months as Khataib Hezbollah and other groups linked to Iran [have rallied](#) to show their solidarity with Palestinians. Since Oct. 17, Iraqi groups have launched at least [82 drone and rocket attacks](#) against U.S. military installations just in Iraq and Syria, wounding 66 service members, according to the Pentagon. Many of the attacks used weapons from Jurf al-Nasr, regional intelligence sources say.

“They have rockets, mortars, missiles,” said Gen. Kenneth F. McKenzie Jr., who retired last year as the head of U.S. Central Command, which oversees American forces in the region. He said he did not know the exact ranges that the weapons might have now, but that in 2020 — when he oversaw the last U.S. effort to reduce the arsenal — some could reach targets in Jordan, Syria and Saudi Arabia.

For decades, Iran’s Middle East strategy has been to meld informal military power through local armed groups with political influence over government policies. Starting in the 1980s, it helped finance and arm Lebanese Hezbollah. Then it gave expansive military and political support to the Syrian

regime of Bashar al-Assad; military aid to the Houthis in northern Yemen; and support for the Al Ashtar Brigades in Bahrain.

But Iraq is Iran’s most natural regional partner, even if the countries once fought a long war against each other.

They share a 1,000-mile border; many families have relatives on both sides; and economic ties are strong. Also, Iraq, like Iran, has a Shiite Muslim majority, and it is home to some of the most important Shiite shrines.

After [Iraq’s 2021 elections](#), Iranian-linked political parties, most with militia wings, claimed for the first time a large enough share of parliamentary seats to form a governing coalition and select the prime minister, Mohammed Shia al-Sudani. This tied him politically to parties whose priorities are often shaped as much by Tehran’s concerns as by Baghdad’s.

For the United States, Tehran’s political gains in Baghdad, and the commandeering of Jurf al-Nasr by a militia allied with Tehran, are a startling reversal of fortune.

Over the past 20 years, Republican and Democrat governments alike invested [\\$1.79 trillion](#) in overthrowing Saddam Hussein, battling Al Qaeda and joining Iraq’s fight against the Islamic State, all with the aim of creating stability and a reliable ally.

Instead, Iran, more than ever,

is “the predominant influence in Iraq today,” said Hoshiyar Zebari, who was Iraq’s foreign minister for 10 years and finance minister until 2016.

Iran’s interests, he said, affect “every sector of the security forces, the military, the provincial governors.”

How a Militia Took Control

Since the rise of Iran’s theocratic regime in 1979, it has wanted to force the U.S. military out of the Middle East. Sajad Jiyad, an Iraq analyst and nonresident fellow at [Century International](#), a research group, said that when President George W. Bush described Iran as part of an “Axis of Evil,” it sounded as if Washington was saying, “You’re next — Iraq, Iran, North Korea, we’re coming for you.”

So Iran [focused on](#) creating, training and arming Iraqi Shiite militias to attack American forces on Iraqi soil. The U.S. military said that [between just 2003 and 2011](#), Iranian-backed groups were responsible for the deaths of [603 U.S. troops in Iraq](#).

One of those groups was Khataib Hezbollah, which from its inception was closely tied to Iran’s Quds Force, the wing of Iran’s Islamic Revolutionary Guards Corps responsible for proxy militias around the region.

In 2011, the American military withdrew from Iraq, and in 2014, the Islamic State invaded. The Iraqi Army col-

lapsed and the government in Baghdad asked its friends — Iran and the United States — for help.

Iran [responded](#) quickly, sending trainers and weapons and helping recruit a volunteer Iraqi force — eventually known as Popular Mobilization Units — to fight the ISIS invaders alongside Iranian-linked militias, including Khataib Hezbollah. The United States sent help, too, but several weeks later.

Part of the battle took place in Jurf al-Nasr, then known as Jurf al-Sakhar, an Islamic State staging ground for attacks on nearby Shiite villages and on pilgrims, millions of them Iranians, who traveled through the area on their way to Shiite shrines in Karbala and Najaf.

“Iran always made protection of those shrines a priority,” said Kareem al-Nuri, then a commander in the Badr Corps, another Iranian-linked armed group.

Jurf al-Nasr was also strategically located, with roads that led west to Syria, a route to ferry weapons to Iranian-backed Lebanese Hezbollah.

During the fighting, Khataib Hezbollah emptied every Sunni village, telling people they would be able to return once the Islamic State was gone. [Human Rights Watch](#) and Amnesty International [documented](#) hundreds of disappearances, primarily of Sunni men, in the area; the 2019 U.S. State Department’s [Human Rights Report](#) said 1,700 people were held in a secret prison there.

When the fighting was done, Jurf al-Nasr remained under the control of Khataib Hezbollah.

In 2016, Khataib Hezbollah and other Iranian-linked militias, along with the Popular Mobilization Units, became part of the Iraqi security apparatus, with the Iraq treasury paying salaries for fighters and providing weapons — including for units



Former residents of Jurf al-Nasr are now living in a camp for displaced persons northwest of their former home.

that have continued to attack U.S. forces.

This year, Iraq’s prime minister, Mr. Sudani, approved a three-year budget with more money for the fighters, who now number more than 150,000, to grow by at least 20 percent — “a major expansion,” according to Michael Knights, a fellow at the Washington Institute for Near East Policy, who follows Iraq’s armed forces and their ties to Iran.

Iran denies that it controls the armed Iraqi groups that have attacked U.S. forces, but in a recent interview, its foreign minister, Hossein Amir-Abdollahian, said he viewed the United States as complicit in Israel’s war in Gaza, adding that the militias were created to fight terrorism and occupation.

Experts say the Iraqi militias with the closest ties to Iran — like Khataib Hezbollah — have “a shared ideological vision” with Tehran, as Inna Rudolf, a senior fellow at the International Center for the Study of Radicalization in London, put it. That vision largely accepts Iran’s theocratic philosophy of governance and the broader goals of forcing U.S. troops out

of Iraq and destroying the state of Israel.

‘We Don’t Ask About These Things’

Today, a reporter visiting near Jurf al-Nasr cannot miss the overwhelming signs of Khataib Hezbollah’s presence.

The checkpoints on the roads into the area fly the group’s flag — white with a sketch of a fist gripping a stylized Kalashnikov rising out of a globe, and the words “Party of God” in Arabic calligraphy. The central street in the nearby town of Mussayib, outside the checkpoints, is lined with “martyrs flags” imprinted with In interviews in Mussayib and other villages, residents — who refused to give their names — said that they didn’t know what was happening in Jurf al-Nasr but that the only people who traveled through the checkpoints were Khataib Hezbollah operatives and foreigners speaking Arabic with an Iranian or Lebanese accent.

Western and Iraqi diplomats and intelligence officers, however, paint a picture of what goes on there, just 40 miles

south of Baghdad.

They say Iranian Revolutionary Guards and Lebanese Hezbollah trainers teach drone assembly and how to retrofit precision guidance systems onto rockets and surface-to-air missiles. For the rockets, General McKenzie said, “upgraded components will come from Iran.”

Khataib Hezbollah’s rocket arsenal is mostly composed of shorter-range conventional Katyusha rockets, but also includes some longer range ones, said former and present intelligence and military officials, including General McKenzie, and Khataib Hezbollah commanders.

Some weapons are shipped into Syria, according to Western and Middle Eastern military and intelligence reports. From there, they can be transported to Russia or Lebanon, said an intelligence official in the region.

It is unclear, several people interviewed said, whether the longer-range rockets are entirely under the control of the Iraqi armed groups or if Iranian Revolutionary Guards super-

vise closely the use of the most sophisticated weapons.

The former farmland also includes storage facilities for weapons, with smaller quantities stored elsewhere in Iraq, according to Western and Iraqi security officials, as well as people close to Khataib Hezbollah.

Israel has long worried about Khataib Hezbollah's growing weapons stockpiles. In 2019 Israeli warplanes [hit a large arms](#)

[depot](#) in Baghdad in an area partly controlled by Khataib Hezbollah. In both 2019 and 2022, Israel struck Khataib Hezbollah camps in Syria, just over the Iraqi border. It has never hit Jurf al-Nasr.

In an interview in September, Prime Minister al-Sudani did not respond to questions about military activities in Jurf al-Nasr. In October, he publicly condemned the attacks on U.S. bases and camps, but his words have had little effect. In

the September interview, though, he said he hoped that families displaced from Jurf al-Nasr could go back home.

For those families, returning seems a receding dream. "We have not heard anything about what happened to our lands, to our homes," said Abu Arkan, 70, who was displaced in 2014.

Then he waved a reporter away.

"I do not want to talk about this subject any longer because it depresses me," he said. "Nobody comes to us to bring us back. No one compensates us for what we have lost. We are like ghosts."

A version of this article appears in print on, Section A, Page 14 of the New York edition with the headline: Wide Swath of Iraqi Farmland Becomes Haven for Fighters Tied to Iran.



Kurdistan's Weekly Brief | December 12, 2023

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

On October 19, the European Parliament [posthumously awarded](#) Zhina Amini the Sakharov Prize for Freedom of Thought, the European Union's (EU) highest award for human rights work. That said, Iran's Ministry of Intelligence (VAJA) [prevented Amini's family](#) from traveling to Strasbourg to receive the award. The Kurdistan Human Rights Network (KRHN) [claimed](#) that Iranian authorities confiscated the Amini family's passports at the airport and informed the Amini's attorney that a travel ban was imposed on the family until January 20, 2024. Members of the European Parliament criticized the travel ban and described it as "preventing Iranians from speaking out about the Islamic Republic's outrageous repression of women's rights, human rights, and fundamental freedoms in Iran." 116 European Parliament lawmakers called for the Iranian regime to [rescind the ban](#) and

allow Amini's family to travel to the European Parliament. On Saturday, the Hengaw Organization for Human Rights [reported](#) that Iranian security forces injured a teenage border porter (kolbar) near Baneh on Saturday. Iranian authorities wounded another four kolbars in the same area on [Wednesday](#).

Iraq

Iranian-backed militias resumed attacks on U.S. facilities in Iraq last week, launching five loitering munitions at the U.S. facility inside Erbil International Airport. According to Rudaw, [debris from four drones](#) was found near a residential area on Friday, one of which struck a vacant residential building. A U.S. defense system shot down the fifth drone. Pro-Iran militias also [fired rockets at the U.S. Embassy](#) in Baghdad on Friday and launched several drones at Al Asad Air Base in Anbar Province on [Monday](#). Subsequently, U.S.

Secretary of Defense Lloyd Austin [spoke to Iraqi Prime Minister Mohammed Shia al Sudani](#) and discussed Iraq's obligation to protect America's "diplomatic personnel and Coalition advisors and facilities." At the same time, the Kurdistan Region Security Council [denounced the attacks](#) and demanded the Iraqi government take responsibility for "stopping the outlaw groups."

The Iraqi government agreed to release [700 billion dinars](#) as a "loan" to the Kurdistan Regional Government (KRG). According to an agreement between Erbil and Baghdad, the loan amount will be deducted from KRG entitlements. KRG Minister of Finance Awat Sheikh Janab [signed three contracts](#) with Iraqi banks to secure loans that are intended to cover public employee salaries in Iraqi Kurdistan for September, October, and November. Despite the tentative agreement between the KRG and

the Iraqi government, an [Iranian-backed Iraqi lawmaker](#) threatened to file a complaint with Iraq's Federal Supreme Court against the banks providing loans to the KRG. The Federal Supreme Court has a history of ruling in favor of Iranian interests and against those of Iraqi Kurdistan.

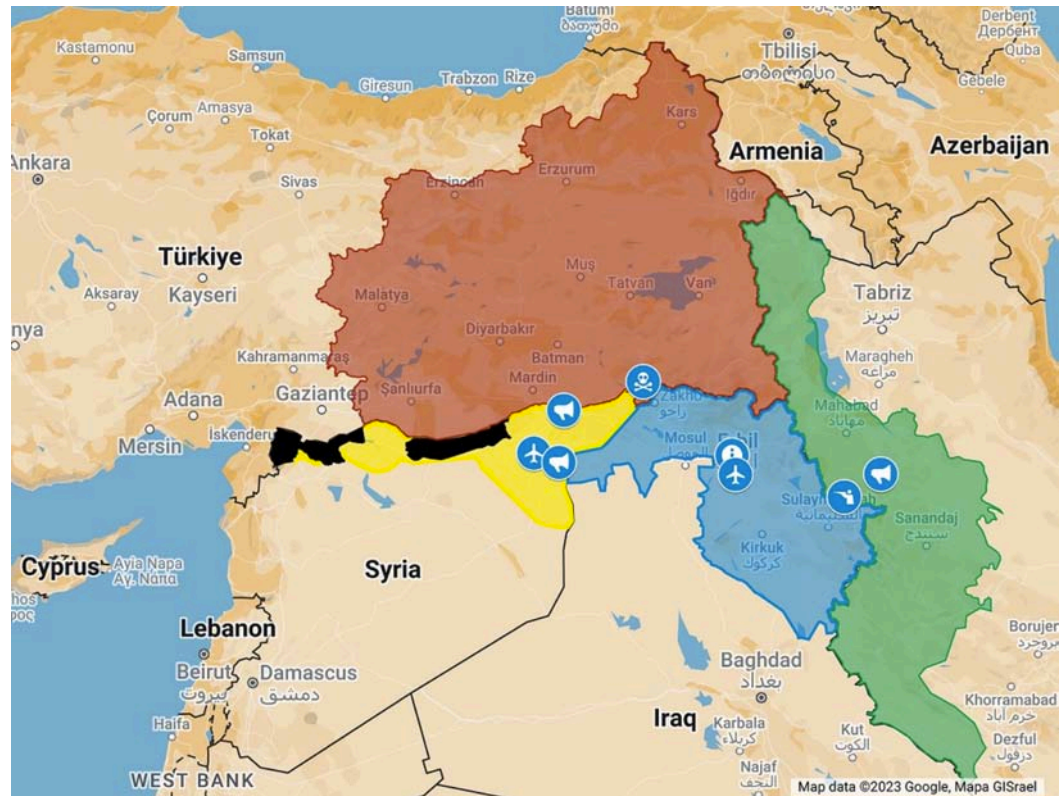
Syria

The U.S. Senate voted overwhelmingly (13-84) [against](#) a motion to discharge S.J.Res.51 from the Senate Foreign Relations Committee on Thursday. S.J.Res.51 was introduced by Senator Rand Paul and would have required the withdrawal of all U.S. personnel from Syria whose presence was not approved by Congress within 30 days had it passed the House and Senate and been signed into law by the president. Senator Paul argued that the lack of a formal declaration of war by Congress made the U.S. mission in Syria illegal and claimed the recent string of Ira-

nian attacks on U.S. bases in Syria proved American personnel are being subjected to unnecessary risks. The overwhelming bipartisan vote against advancing S.J.Res.51 makes it clear that ending the U.S. mission in Syria does not enjoy widespread support on Capitol Hill, however. The U.S. presence in Syria is vital for deterring future Turkish invasions of northeastern Syria and continuing the fight against ISIS (Da'esh).

The U.S.-led Global Coalition to Defeat ISIS released a [statement](#) claiming over 4,400 Da'esh fighters and their relatives have been repatriated to their countries of origin from camps in northeastern Syria in 2023. The statement also praised the work of the Syrian Democratic Forces (SDF) and the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) in facilitating the transfer of such individuals and acknowledged the value of repatriation in stating, "Approximately 47,000 individuals from more than 60 countries remain in displaced person camps, 60% of whom are children including nearly 5,000 under the age of five. Repatriation is the only enduring solution." The AANES and the Coalition have stressed camps like al Hol are havens of insecurity and deprivation that Da'esh has exploited to recruit operatives and conduct terror attacks. The AANES's calls for repatriation often go unanswered because many countries are hesitant to deal with the security concerns raised by repatriating Da'esh-linked individuals.

Iranian-backed militias [targeted](#) four U.S. bases with multiple rocket barrages and loitering munitions launched from Iraq into Syria on December 8. The Islamic Resistance released a statement taking credit for the attacks on the



al Omar and Conoco oilfields and the Kharab al Jir and al Shadadi bases in al Hasakah Governorate. Last week's coordinated attacks in Iraq and Syria appear to show an Iranian willingness to escalate operations against U.S. interests in the Middle East to convince the U.S. to halt its support for Israel's campaign in Gaza and withdraw from the region.

Turkey

A local executive of the pro-Kurdish People's Equality and Democracy Party (DEM) named Ahmet Gün was [murdered](#) by unknown assailants while he was traveling in a vehicle with his son in Şırnak on December 11. Gün's son was injured in the attack, and the DEM Party claimed the Gün family had been receiving threats for some time. The DEM Party is the successor to the Peoples' Democratic Party (HDP) and changed its acronym from HEDEP to DEM after a court ruled HEDEP was too similar

to the acronym of the Banned People's Democracy Party (HADEP). Even though Gün's attackers remain unidentified, his murder appears to mark an escalation of the Turkish government and its allies' campaign of suppression against pro-Kurdish and opposition politicians and activists.

Istanbul police [detained](#) Edanur İbrahimoğlu, spokesperson for the DEM Party's Youth Council and member of its Central Executive Board, at a rally on December 7. One police officer physically assaulted İbrahimoğlu, reportedly punching her in the eye and causing it to swell shut. Istanbul police also arrested the co-chair of the DEM Party's provisional association, Murkat Kalmaz, and 44 other individuals. The rally was organized and led by an alliance of political and civil society groups protesting Turkey's ongoing military operations in northern Syria but was broken up by Istanbul police and anti-riot units.

The Human Rights Inquiry Committee of the Grand National Assembly (İHK) [responded](#) to an inquiry from the DEM Party regarding the status of imprisoned Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Öcalan by asserting that "the application has been examined, and information has been requested from the Ministry of Justice and the Directorate of Prisons and Detention Houses due to the mentioned situation." The İHK also responded to a request for an on-site inspection of İmralı Prison by saying, "The Subcommittee on Examining the Rights of Convicts and Detainees can carry out an on-site examination of the prison if such an action is deemed appropriate." Öcalan has not been heard from for 33 months, and the status of his imprisonment has been subject to intense scrutiny from pro-Kurdish activists and international human rights organizations.



Payam Sarbast
December 13, 2023

Renovation underway at Erbil's iconic Citadel

ERBIL, Kurdistan Region - Erbil Citadel's main street is under construction and scheduled to be completed in mid-March next year, funded by UNESCO and a public figure from the Kurdistan Region.

Around 70 workers are working on the infrastructure of the main street and the renovation is scheduled to be completed in mid-March next year and the castle gates will be opened to tourists again. Besides renovating the main street, seating spots for tourists will be built in several places along the street.

"We will repair the whole ground together, and put small stones in it, « Issam Shakir, a worker, told Rudaw's Payam Sarbast on Wednesday.

"The workers and craftsmen are skilled enough to get the



Erbil citadel. Photo: Rudaw

job done," Bafrin Abdulqadir, site director and chief engineer of the restoration of Erbil Citadel, told Rudaw.

The restoration process began in 2007, but due to the financial crisis and the arrival of the Islamic State (ISIS), work was brought to a halt. Now, although the restoration process

continues, the development is proceeding slowly due to the lack of budget.

According to the predictions of the high commission for Erbil citadel revitalization, it may take another 20 years to complete the restoration of the castle.

"Due to the financial crisis,

most of our work stopped, but now many activities are happening with the support of our brother and Erbil public figure, Sheikh Baz Barzanji, and UNESCO are paying the wages of the workers through a budget surplus for a previous project they had," Nihad Latif Qoja, Head of the high commission for Erbil citadel revitalization, said.

Erbil Citadel was designated a World Heritage Site by UNESCO in 2014. The citadel is located in the downtown of Erbil and dates back to 4,000 years BC. Renovation efforts began around 2009 and are ongoing.

Millions of tourists, mostly from Iraqi central and southern provinces, visit the Kurdistan Region annually, with the majority choosing Erbil province as their destination.



december 15, 2023
Azhi Rasul

Nadia Murad leads Yazidis in lawsuit against French company

ERBIL, Kurdistan Region - Hundreds of Yazidis on Thursday filed a lawsuit against Lafarge in a bid to hold the French industrial company accountable for providing material support to the Islamic State (ISIS) in Syria and Iraq during the group's reign of terror.

The plaintiffs are a group of Yazidis led by Nobel laureate Nadia Murad who are survivors of ISIS violence in their homeland and the Yazidi heartland of Shingal.

The lawsuit seeks to hold Lafarge accountable for "its admitted criminal conspiracy with

ISIS and to obtain justice for Yazidi people," according to a statement from lawyers for the plaintiffs.

In October 2022, Paris-based Lafarge [pled guilty](#) to having negotiated deals with armed factions in the Syrian civil war, including ISIS and al-Nusra

Front, to ensure the continued operation of a cement plant in Syria despite the outbreak of war. A federal court in New York ordered Lafarge and its Syrian subsidiary Lafarge Cement Syria (LCS) to pay financial penalties totaling \$777.78 million.

Despite pleading guilty and

agreeing to pay the penalty to the United States, none of the money was used to pay compensation for the victims and their families.

"It is shocking that a leading global corporation worked hand in hand with ISIS while ISIS was executing American civilians and committing genocide against Yazidis," human rights lawyer and representative of the plaintiffs, Amal Clooney, said in a statement.

"We hope that this case will send a clear message that supporting terrorists cannot be 'business as usual' and that there will be justice for the victims," she added.

According to the complaint filed by the plaintiffs, Lafarge breached the US anti-terrorism act that holds accountable those who provide support to, aid, and abet, a "foreign terrorist organization."

Nadia Murad, who was abducted by ISIS during the genocide the group committed against Yazidis in Shingal, received the Nobel Peace Prize



Nobel laureate Nadia Murad. File Photo: AFP

in 2018 and is an advocate for survivors of violence.

"Unfortunately, my story is not unique among Yazidis. It is the reality of thousands of Yazidi women. Even more tragic is that our horror took place under the awareness of and thanks to the support of powerful corporations like Lafarge," she said in a statement.

From August 2013 to October 2014, Lafarge and LCS made approximately \$70.3 million in sales revenue, according to the lawsuit. During that time it paid \$5.92 million to ISIS and al-Nusra Front and \$1.11 million to third-party intermediaries. ISIS obtained an additional \$3.21 million after it took possession of the cement plant

when LCS abandoned it in September 2014.

ISIS was declared territorially defeated in Iraq in 2017 and in Syria in 2019. Years later, however, thousands of Yazidis are still living in difficult conditions in camps, unable to return to their homes because of insecurity and lack of reconstruction.

LE FIGARO

Avec AFP
15 Décembre 2023

Iran : une attaque djihadiste provoque la mort d'au moins onze policiers

Au moins onze policiers ont été tués dans une attaque djihadiste contre un poste de police dans la province du Sistan-Balouchistan, dans le sud-est de l'Iran, a déclaré vendredi 15 décembre un responsable local à la télévision d'État.

«Lors de l'attaque terroriste contre le siège de la police de la ville de Rask, onze policiers ont été tués et d'autres ont été blessés», a précisé le vice-gouverneur de la province, Alireza

Marhamati. Un groupe djihadiste a revendiqué l'attaque. L'attaque s'est produite jeudi à minuit dans la province du Sistan-Balouchistan, située près de la frontière avec le Pakistan et l'Afghanistan.

Il s'agit de l'une des attaques les plus meurtrières survenues dans cette région, théâtre d'affrontements récurrents entre d'un côté les forces de l'ordre, et de l'autre des trafiquants de drogue, rebelles de la minorité baloutche et groupes sunnites radicaux.

«Les officiers qui se trouvaient au quartier général militaire visé se sont défendus courageusement. Ils ont blessé et tué certains des assaillants», a-t-il indiqué, cité par l'agence officielle Irna. Le procureur de Zahedan, la capitale de la région, Mehdi Shamsabadi, a de son côté annoncé que sept policiers avaient été blessés, certains d'entre eux se trouvant dans «un état critique».

Le commandant de la police du Sistan-Balouchistan était

présent vendredi matin à Rask, où «la situation est sous contrôle», a indiqué Irna. L'agence de presse Isna a montré des images d'un hélicoptère recherchant des assaillants au-dessus des montagnes à la frontière entre l'Iran et le Pakistan.

Attaques et enlèvements

La vaste région désertique du Sistan-Balouchistan est le théâtre d'affrontements récurrents entre d'un côté les forces

de l'ordre, et de l'autre des trafiquants de drogue, rebelles de la minorité baloutche et groupes sunnites radicaux. Cette province est l'une des plus pauvres d'Iran, abritant majoritairement la minorité ethnique baloutche, qui adhère à l'islam sunnite plutôt qu'à la branche chiite prédominante en Iran.

Dans un bref communiqué publié sur sa chaîne Telegram, le groupe djihadiste baloutche

Jaïsh al-Adl («*Armée de la Justice*» en arabe) a revendiqué l'attaque. Ce groupe a été formé en 2012 par d'anciens membres d'une organisation sunnite radicale qui avait mené une rébellion sanglante dans la région jusqu'en 2010.

Il est notamment connu pour avoir revendiqué l'enlèvement de 12 policiers et soldats iraniens dans la même province en octobre 2018. En juillet,

deux policiers ont été tués lors d'une attaque, revendiquée par le groupe, contre un poste de police à Zahedan. Le groupe a accusé le commissariat ciblé à Rask d'être «*l'un des principaux responsables de la tragédie du vendredi sanglant*», en allusion à des violences survenues en septembre 2022.

La ville de Zahedan avait à l'époque été le théâtre de plusieurs jours de violences meur-

trières déclenchées après le viol présumé d'une adolescente imputé à un policier. Le poste de la police visé est situé à proximité de la mosquée Makki, dirigée par l'influent chef religieux de la minorité musulmane sunnite de la province, Molavi Abdol Hamid. Dans un communiqué, ce dernier a condamné «*toute manifestation de violence*», soulignant ignorer qui était derrière l'attaque.



Avec AFP
16 Décembre 2023

Inflation en Turquie : la patronne de la Banque centrale retourne vivre chez ses parents

Hafize Gaye Erkan, banquière de 44 ans passée notamment par Goldman Sachs, a expliqué ce samedi 16 décembre avoir échoué à trouver un logement à Istanbul à cause de la flambée des prix qui accable la Turquie depuis de longs mois.

Hafize Gaye Erkan, banquière de 44 ans passée notamment par Goldman Sachs, a expliqué ce samedi 16 décembre avoir échoué à trouver un logement à Istanbul à cause de la flambée des prix qui accable la Turquie depuis de longs mois.

La situation est courante chez les jeunes Turcs, moins pour une ancienne cadre de Wall Street : en raison de [la hausse massive des prix](#), la gouverneure de la Banque centrale turque, Hafize Gaye Erkan, dit avoir été contrainte de retourner vivre chez ses parents.

«*Nous n'avons pas trouvé de logement à Istanbul. C'est terriblement cher. Nous nous sommes installés chez mes parents*», a expliqué ce samedi 16 décembre la banquière qui a pris ses fonctions début juin après [la réélection du président Recep Tayyip Erdogan](#), au quotidien turc *Hürriyet*. «*Est-il pos-*



Hafize Gaye Erkan à Ankara, le 3 octobre 2023. (Adem Altan/AFP)

sible qu'Istanbul soit devenue plus chère que Manhattan ?», s'interroge-t-elle dans cet entretien publié samedi.

Hafize Gaye Erkan, âgée de 44 ans, vivait depuis deux décennies aux Etats-Unis, où elle a occupé des postes de responsabilités au sein de plusieurs grandes banques, dont Goldman Sachs.

Mais l'inflation a atteint en novembre pas moins de 62 % sur un an en Turquie, alimentée notamment par la dévaluation de la livre turque, et les prix des loyers ont augmenté de 77,1 % sur la même période à Istanbul, d'après une étude de l'université stambouliote de Bahçesehir.

Tensions locatives

Pour tenter d'endiguer l'inflation, la Banque centrale turque [a relevé son taux directeur de 8,5 % à 40 %](#), en à peine quelques mois. «*Nous arrivons à la fin des mesures de resserrement monétaire*», assure toutefois la gouverneure de la Banque centrale, première femme à diriger l'institution.

Face à la gronde des locataires, menacés par l'envolée des prix, le gouvernement turc a plafonné la révision des loyers des logements à 25 %. Mais selon des experts, cette mesure n'a fait qu'aggraver les tensions, poussant de nombreux propriétaires à chercher par tous les moyens, parfois frauduleux, à se débarrasser de leurs locataires pour relouer leurs biens parfois plusieurs fois plus cher.

A Viral Dance and ‘Happiness Campaign’ Frustrates Iran’s Clerics

It all started when a 70-year-old fish market stall owner nicknamed “Booghy” was grooving in public, in violation of Iranian law.

A new form of protest against the government is rocking Iran: a viral dance craze set to an upbeat folk song where crowds clap and chant the rhythmic chorus, “Oh, oh, oh, oh.”

In cities across Iran men and women of all ages are gyrating their hips, swirling their arms in the air, and chanting the song’s catchy lines, according to [videos posted](#) on social media, [television news channels like BBC Persian](#) and Iranians interviewed.

People are dancing on the streets, in shops, [at sport stadiums](#), in classrooms, [malls](#), restaurants, gyms, parties and everywhere else they congregate. In Tehran traffic was stopped in a major [highway tunnel for an impromptu dance party](#) to the song. [Young women](#), hair uncovered and flowing, dance in parks and young men [performed a choreographed hip-hop dance](#).

“It’s obvious that joining this dance trend sends a strong message,” said Mohammad Aghapour, 32, a DJ who goes by the professional name DJSonami, in an interview from Tehran. “It’s a way of protesting and demanding our freedom and happiness.”

In most countries dancing and singing in public would not be considered taboo. But in Iran, dancing in public, especially by women and between men and women, is banned. Although the rule is regularly defied, enforcing it has been arbitrary. Music, dancing and singing are deeply rooted in Iran’s culture and attempts by Islamic clerics

to take that away in their 43 years of rule have by and large failed.

But seldom has a single song and dance turned into a collective act of civil disobedience. It all started with an old man at a fish market in the northern city of Rasht in late November.

Dressed in a white suit the man, Sadegh Bana Motejaded, 70, who owns a small market stall [energetically swayed and bopped](#). He serenaded the crowd with a folk song and encouraged others to join in with some joyous noise — *helheleh kon, velveleh kon*. A small group of men clapped, shouting back the rhythmic chorus, “Oh, oh, oh, oh, oh.”

Mr. Bana Motejaded is known around town by his nickname Booghy derived from the Persian word for megaphone. For years, he had a side gig at the soccer stadium where he carried a megaphone, walking the bleachers, and energizing the fans by honking loudly, [according to videos on his page](#) and local media reports.

“My reason for dancing is to make people happy,” Mr. Bana Motejaded told a local television reporter this week. “I only want people to be happy and to change their mood.”

The video of him dancing and singing at the market went viral when Mr. Aghapour reposted [a remix of the song with techno beats with video of the original dance from a local blogger who had appeared in the video](#) and posted it on his Instagram page.

Then came the crackdown.

Local police in Rasht announced on Dec. 7 that they had arrested a group of 12 men who appeared in the video and shut down their Instagram pages and removed the video from several websites.

On Mr. Bana Motejaded’s Instagram page, then with about 128,000 followers, an emblem of the judiciary appeared in the place of his profile photo. All his posts had disappeared and instead a single post from the judiciary read, “this page has been shut down for creating criminal content” and that the person who had engaged in the activity “has been dealt with.”

A person close to Mr. Bana Motejaded who was familiar with the details of the arrests and asked his name not be published for his own security said in a telephone interview from Rasht that the local intelligence division of the Revolutionary Guards had summoned the men and then interrogated them for many hours. He said they were blindfolded, beaten, threatened with legal action and forced to sign a pledge that they would never again sing and dance in public.

He said Mr. Bana Motejaded was detained for several hours and accused of instigating against the government. As part of the crackdown police swarmed street musicians performing in Rasht, arrested some and confiscated their instruments, he said.

The nationwide [uprising, led by women, that erupted across Iran in 2022](#) has by and large been crushed with violence but

protests endure in other, creative ways, such as the Ashura religious participants’ [changing of the words of religious ballads](#) to reflect their disdain with the Islamic Republic’s rulers and the current dance trend.

News of the arrests spread like wildfire across Iran fueling outrage. Many people posted angry messages on social media accusing the government of being at war with happiness. They said authorities were quick to round up citizens for no other crime than joy but failed to arrest officials accused of rampant corruption.

“The regime has no common sense,” said Mahan, a 50-year-old physician in the city of Rasht, who asked his last name not be used for fear of retribution. “It has become like an authoritarian father, unable to protect and guide his family and resorting to violence as the only way to feel relevant and powerful.”

People mobilized, [filming themselves dancing](#) to the song everywhere, mimicking Mr. Bana Motejaded’s dance moves. They posted the videos on social media and circulated them widely on applications such as WhatsApp, calling it the “happiness campaign.”

Mr. Aghapour’s own [remix of the song, which includes the original dance](#), has generated 80 million views since he posted it on his Instagram page on Dec. 1.

Local newspapers ran front page stories questioning the wisdom of the crackdowns saying they had backfired by causing an embarrassing flout-

ing of government rules. Mohammad Fazeli, a prominent sociologist, called it a “defeat while maneuvering” and a “self-made disaster,” in a post on X.

“How to create an opposition activist out of a simple singer,” one headline in the conservative newspaper Farhikhtegan read. Some officials and clerics said the fierce reaction showed the Islamic Republic was out of step with public opinion.

“If an old man expresses some happiness outside his shop we think of him as a criminal but if he had danced during our religious ceremonies, he would be praised,” said Ezzatollah Zarghami, the minister of tourism and a former Guards commander who for years was the head of state television. “We have a problem with projecting happiness.”

The dance protests became so

contagious that even the [Asia Football Confederation's \[AFC\] official Farsi page](#) with nearly 4 million followers posted a video compilation of some Iranian soccer stars and teams dancing and cheering to the song.

The government retreated. The police in Gilan province issued a statement on Monday denying Mr. Bana Motejaded was ever even arrested. They resurrected

his Instagram page with all its previous posts of dancing and singing. Local news channels flocked to interview him and in one video that some say was likely coerced he says he was not arrested.

He now has close to a million followers on his Instagram page and is hailed by many Iranians as a national hero who inadvertently sparked a renewed call for change.



December 17, 2023

Kurdish leaders commemorate Kurdistan Flag Day

ERBIL, Kurdistan Region -

Top leaders from the Kurdistan Region on Sunday commemorated the occasion of Kurdistan Flag Day, with ceremonies set to be held across the Region during the day.

“Esteemed people of Kurdistan, Happy Kurdistan Flag day to all of you. Our flag is a symbol of resilience, peace, and self-confidence of our people,” said former Kurdistan Region president and Leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP) Masoud Barzani.

“Happy Kurdistan Flag Day,” President Nechirvan Barzani said on X.

“As we celebrate #Kurdistan-FlagDay, we remember the many groups the flag represents and the martyrs who sacrificed themselves for the sake of it and the land of Kurdistan,” Prime Minister Masrour Barzani said on X.

The Kurdish flag was first raised on official government buildings in 1946 when Kurdish leader



Kurdistan flag in Erbil. File photo: Bilind T. Abdullah/Rudaw

Qazi Muhammad declared the creation of the Republic of Mahabad from a Kurdish city by the same name in western Iran.

Despite the short life of the republic, the flag has become a symbol of Kurdish resistance and nationalism against several oppressors.

December 17 was chosen as Kurdistan Flag Day in 2004 by the Kurdistan Region's parliament and has been celebrated throughout the Region annually since.

The Kurdistan Regional Government's (KRG) representatives in the United States also

celebrated the occasion.

The occasion is marked in events held at schools across the Kurdistan Region, with students wearing colorful Kurdish clothing and painting their faces with the colors of the flag.

Challenge

ARTICLES EN TEMPS RÉEL

Avec AFP
19 Décembre 2023

Iran: Narges Mohammadi refuse de comparaître pour son nouveau procès

La lauréate iranienne du prix Nobel de la Paix Narges Mohammadi, emprisonnée depuis 2021, a refusé de comparaître à son nouveau procès, a annoncé mardi sa famille.

La cour révolutionnaire devant laquelle elle devait comparaître est la même qui a ordonné l'exécution de plusieurs jeunes Iraniens, selon la Prix Nobel, qui a qualifié cette chambre d'«abattoir».

«Je ne mettrai pas un pied dans cet abattoir», a déclaré Mme Mohammadi sur son compte Instagram, géré par sa famille.

«Je refuse d'accorder la moindre crédibilité ou autorité à des juges inféodés aux services secrets et à des tribunaux organisant de faux procès», ajouta-t-elle.

Le procès intenté contre elle, le premier depuis sa consécra-



Un portrait de l'Iranienne Narges Mohammadi, lauréate du prix Nobel de la paix 2023, le 10 décembre 2023 à Oslo, en Norvège

tion internationale, est lié à ses activités en prison où elle continue son combat contre le voile obligatoire et la peine de mort, selon ses proches.

Elle risque d'être transférée hors de Téhéran pour une éventuelle nouvelle peine de prison, craignent-ils.

Narges Mohammadi, récipiendaire du Nobel de la paix «pour son combat contre l'oppression des femmes en Iran et sa lutte pour la promotion des droits humains et la liberté pour tous», a été maintes fois condamnée et emprisonnée depuis 25 ans pour son engagement contre le voile obliga-

toire pour les femmes et la peine de mort.

Arrêtée à 13 reprises, condamnée cinq fois à un total de 31 ans de prison et 154 coups de fouet, et à nouveau incarcérée depuis 2021, elle est l'un des principaux visages du soulèvement «Femme, Vie, Liberté» en Iran.

Mme Mohammadi, qui n'a pas vu son mari et ses enfants vivant à Paris depuis plusieurs années, ne peut plus passer d'appels téléphoniques «depuis le 29 novembre», affirme sa famille.

Jusqu'alors, elle avait pu parler à des proches vivant en Iran, veillant à ce que ses messages puissent rapidement atteindre le monde extérieur via ses comptes sur les réseaux sociaux.

Sa famille a accepté en son nom le prix Nobel de la paix le 10 décembre à Oslo.



Azhi Rasul
December 19, 2023

High-level Iraqi delegation in Ankara for security, intelligence talks

ERBIL, Kurdistan Region - A high-level Iraqi delegation headed by top diplomat Fuad Hussein arrived in the Turkish capital of Ankara on Tuesday to discuss several topics including

strengthening security and intelligence cooperation. While the specifics of the visit remain undisclosed, Iraqi foreign ministry spokesperson Ahmed al-Sahaf and the Turkish foreign ministry said that

the Hussein and his Turkish counterpart Hakan Fidan will discuss bilateral relations between Baghdad and Ankara, as well as current regional issues. Hussein is accompanied by Iraqi Defense

Minister Thabet Muhammad al-Abbasi.

Sahaf said that both Hussein and Fidan will "discuss ways to develop and enhance bilateral relations between Bagh-

dad and Ankara, as well as the prospects for cooperation between the two countries, especially in strengthening security and intelligence cooperation.”

Both foreign ministers are set to hold a joint press conference later in the day.

In October, Iraqi National Security Advisor Qasim al-Araji told reporters in Sulaimani that Iraq sought to reach an understanding with Turkey to end military activities and at-

tacks launched from its land by groups such as the Kurdistan Workers' Party (PKK).

Turkey regularly bombards suspected PKK positions in the Kurdistan Region's mountainous areas through air and drone strikes. The strikes have resulted in civilian casualties, environmental damages, and over 500 villages being abandoned.

Araji noted that Turkey is a “big neighbor” of Iraq and labeled the PKK issue as an

“important and sensitive file.”

Earlier in October, Iraq's top military spokesperson Yehia Rasool told Rudaw that an Iraq-Turkey bilateral security pact will soon be activated and will “achieve good results as they were achieved with neighboring Iran,” following an escalation of anti-PKK strikes in the Kurdistan Region by Turkey.

In April, Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani said that armed groups such

as the PKK abused the security gap after the 2003 Iraqi invasion to set up bases and launch attacks on neighboring attacks from Iraqi territory.

Fidan visited Iraq in August and met with top Iraqi officials including Sudani, Iraqi President Abdul Latif Rashid, as well as Kurdistan Region President Nechirvan Barzani and Prime Minister Masrour Barzani.



Kurdistan's Weekly Brief | December 19, 2023

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

Islamic Revolutionary Courts [sentenced](#) a Kurdish man in Mehabad named Iskan Fahim to seven and a half years in prison, a labor activist in Tehran named [Foad Fathi](#) to four years in prison, a protester in Boker named [Sadullah Rasolpour](#) to nine months in prison, a protester in Saqqez named [Ayob Jwanebpour](#) to four years in prison, and an activist in Boker named [Hassan Mardani](#) to three years in prison for “membership in a political party.” Additionally, the Hengaw Organization for Human Rights reported that [four Kurdish imams](#) in Piranshahr received sentences ranging from two to four years for supporting anti-government protests. The charges brought against the four imams included “disruption of national security.” Concurrently, Iranian security forces in Saqqez [raided](#) the home of a renowned hiker and former political prisoner named Fayegh Fousefi. Fousefi accused Iranian intelligence of-

ficers (Ettela'at) of orchestrating the raid in a social media post and revealed he was falsely summoned to a police station to discuss his vehicle's involvement in an accident that never occurred.

The European Parliament awarded Zhina Amini and the Women, Life, Freedom movement the 2023 Sakharov Prize for Freedom of Thought [during a ceremony](#) on December 12. The Amini family's attorney accepted the award on Amini's behalf because Iranian authorities [prohibited](#) Amini's parents and brother from traveling to the ceremony in Strasbourg. Amini became the fourth Kurd to be awarded the Sakharov Prize, which is awarded to those who defend human rights and freedom of thought, after [Layla Zana, Nadia Murrad, and Lamiya Aji Bashar](#). **Iraq**

The U.S. Congress [passed](#) the 2024 National Defense Authorization Act (NDAA) on December 14. The NDAA now

awaits the president's signature and includes air defense systems for Iraqi Kurdistan and training for Peshmerga forces. The decision to deploy air defense systems comes in response to dozens of attacks perpetrated by Iranian-backed militias against U.S. troops and Kurdish targets in Iraqi Kurdistan [since 2018](#). The NDAA (Section 1266) also [states](#) the U.S. will train and equip Iraqi security forces to defend against missile, rocket, and drone attacks.

On December 18, provincial elections were held across Iraq, excluding the Kurdistan Region, with an overall low [turnout of 41%](#). According to the Independent High Electoral Commission (IHEC), Kirkuk province saw the [highest turnout](#) at 66%, followed by Saladin at 59%, while the lowest turnout occurred in Maysan Governorate at 29%. Notably, the southern provinces, including Baghdad's largest electoral district, experienced low participation due to a boycott

called for by the Shia cleric Muqtada al-Sadr, who instructed millions of his followers to abstain from voting. In Kirkuk, preliminary results indicated that Kurdish parties secured seven seats, Sunni Arabs won six seats, and Turkmen gained two seats. These results excluded the “special voting” of the security forces, constituting approximately 6% of the total votes. The fate of the quota seat for Christians, completing the 16th seat in the provincial council, remained unclear. It's noteworthy that the electoral laws for Kirkuk require power-sharing among the various components, irrespective of the outcomes of the election. In Nineveh, Kurdish parties secured six seats, with the Kurdistan Democratic Party (KDP) winning four seats and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) securing two seats.

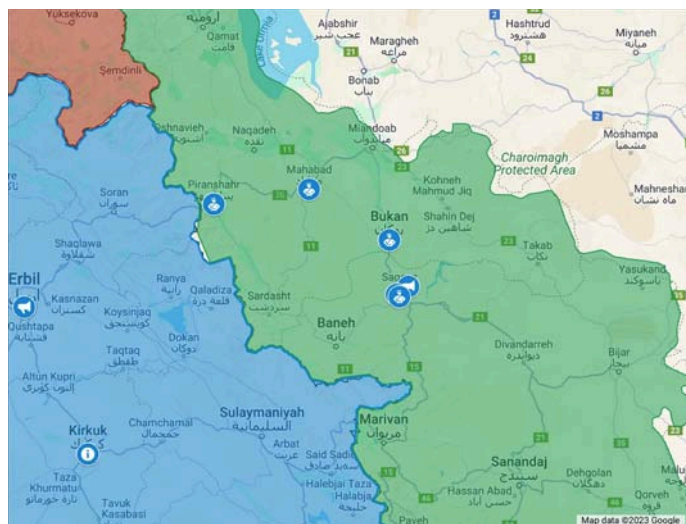
Syria

Turkey's National Intelligence Organization (MIT) [claimed](#) it

assassinated a Kurdish Syrian Democratic Forces (SDF) commander named Sherwan Hassan in eastern Deir ez Zor on December 5. Hassan was killed when an IED struck his vehicle. The SDF praised Hassan for his “sacrifices” during the ongoing fight against ISIS (Da’esh) and described his death as a “cowardly terrorist operation.”

The 2024 NDAA includes \$156 million for train and equip efforts supporting the ongoing fight against Da’esh in Syria. On a different note, the SDF announced it seized rocket launchers near Shaddai that were aimed at facilities housing U.S. troops. According to the SDF, the search that resulted in the seizure of the launchers came after “terrorists” endangered civilians by targeting two villages. Iranian-backed militias continue to claim attacks on U.S. forces in Iraq and Syria, often under the moniker of the Islamic Resistance.

According to the Syrian Ob-



servatory for Human Rights (SOHR), Turkish-backed armed factions persisted in committing numerous violations against civilians in occupied Afrin last week. SOHR reported an incident where a man lost his life at the hands of the Turkish-backed Hamza Division. Additionally, the Turkmen Sultan Murad faction reportedly seized and indiscriminately chopped down dozens of olive trees owned by Kurds, contributing to an ongoing defor-

estation campaign. This unsettling situation unfolded alongside internal conflicts between various Turkish-backed factions in the occupied Azaz.

Turkey

In preparation for Turkey’s local elections, the pro-Kurdish Peoples’ Equality and Democracy Party (DEM) has announced an expansion of its participation, with nominees in major Turkish provinces and cities, including those in the western part of the

country. This decision follows a meeting of the party’s executive committee, convened amidst the extension of the candidacy deadline until the end of the current month. DEM’s spokesperson, Ayşegül Doğan, emphasized the party’s invitation to individuals who aspire to transform the city’s suburbs into a more equitable, livable, and democratic administration, urging all segments of society to support the party, stating, “We invite everyone who has the claim and goal of changing the suburbs of the city to the right to an equal, livable, and democratic administration. It’s time to repair, heal, and build.” On Monday, DEM (formerly HDP) released a report documenting attacks and rights violations against the party, revealing that 22,818 of its members have been arrested by the government since 2015. The detainees include 2,906 individuals in 203, among them 72 children and 60 provincial district administrators.



December 20, 2023

Kurdish parties achieve mixed results in Iraq’s local elections

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdish parties performed well in the disputed provinces of Nineveh and Kirkuk in Iraq’s first provincial elections in a decade, according to Tuesday’s results, but official figures for the number of seats are yet to be released. The vote marks an important juncture, but the path for Kurdish influence remains unclear.

According to preliminary results from 94 percent of the votes announced by the Iraqi Independent High Electoral Commission (IHEC), the Kurdistan Democratic Party (KDP), the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), the New Generation Movement (NGM), and the Kirkuk Torch alliance of the Kurdistan Islamic Party (KIU) and Kurdistan Justice Group (Komal), garnered over 40 per-

cent of the votes combined in the disputed province of Kirkuk.

The PUK leads the polls in Kirkuk by 139,373, making it the party with the most votes, KDP won 46,479 votes, while NGM, and Kirkuk Torch alliance collected 24,620 and 6655 votes respectively.

Kirkuk province recorded the

highest turnout across all the provinces with 66 percent of eligible voters casting ballots, numbering over 566,000 votes.

The vote comes almost six years following the events of October 16, 2017 which saw Kurdish forces retreat from the city with little to no resistance in the face of the Iraqi army and the Iran-backed Popular Mobilization Forces (PMF).

Despite a victory at the ballot box, this does still not guarantee the Kurds with the task of electing a governor; neither does it ensure that the position would be filled by a Kurd.

The number of seats won by the Kurds in Kirkuk is yet to be announced by Iraq's electoral body.

In Nineveh, the PUK entered the elections under the umbrella of the Nineveh People Union Alliance, while the KDP entered separately.

The KDP came second in the province as its votes amounted to 127,938 while the PUK gained 45,939 votes. Nineveh, which is one of Iraq's

multi-ethnic provinces and the home of the Yazidi community, recorded a 52 percent turnout at the polls.

In Diyala, which recorded an underwhelming turnout of only 40 percent, the PUK went ahead of the KDP as it got 23715 votes, and the latter garnered only 6804 votes. The Kurdistan Socialist Democratic Party, which is a small Kurdish party headquartered near Halabja, gathered a total of only 397 votes.

The modest votes collected by the Kurdish parties in Diyala placed them at the lower ranks of the elections.

In Salahaddin province both

the PUK and the KDP fielded a candidate each, under the umbrellas of the Jamahir Party and the National Decisiveness Alliance, respectively.

While the IHEC announced the results of the votes in the provincial elections, it is yet to announce the seats won by the parties and alliances in the councils of their respective provinces.

A total of 6,599,668 ballots were cast across Iraq during Saturday's early vote and Monday's general elections, accounting for a 41 percent turnout.

The councils were dissolved in 2019 in response to demands by Tishreen protesters who

criticized the system for its failures and for enabling corruption. After several delays, the election date was set for December 18.

Iraq's long-anticipated provincial elections took place in 15 provinces, excluding the Kurdistan Region. The last provincial council elections took place in 2013, without Kirkuk.

The provincial councils were created by the 2005 Iraqi constitution following the fall of dictator Saddam Hussein's regime. They hold significant power, including setting budgets for several key sectors such as education, health, and transport, but are accused of being rife with corruption.

Le Monde

20 Décembre 2023
Nicolas Bourcier

Emin Özmen, le photographe qui documente les soubresauts de la Turquie

En imagesCe photoreporter turc sillonne depuis plus de quinze ans les routes de son pays afin d'en saisir les événements marquants : guerre contre le Parti des travailleurs du Kurdistan, embrasement de la Syrie, mouvements protestataires... son récent ouvrage, « Olay », restitue les images d'une population bringuée par l'histoire.

La Turquie n'est pas un pays facile, dit-on. Emin Özmen en sait quelque chose. Il n'avait pas encore 10 ans lorsqu'il a découvert avec ses parents, médusés, l'horreur de Madimak, du nom de cet hôtel de Sivas, sa ville natale, rade citée anatolienne, incendié par des islamistes radicaux après la prière du vendredi, le 2 juillet 1993. La foule en colère avait coupé les lances à incendie des pompiers pour les em-

pêcher d'éteindre les flammes, entraînant la mort de trente-sept personnes enfermées dans le bâtiment, pour la plupart des intellectuels et des artistes membres ou proches de communautés alévis, une branche hétérodoxe de l'islam méprisée par les sunnites conservateurs.

« Pourquoi ? Qui étaient les alévis ? Qu'ont-ils fait ? Cet événement a laissé tant de questions sans réponses dans mon esprit qu'il m'a fallu des années pour essayer de comprendre », explique aujourd'hui le photographe. C'est ce jour-là qu'il dit avoir perdu son « innocence », qu'il s'est décidé par la suite à vouloir « comprendre, tout documenter, discerner les choses pour compenser l'impuissance et l'incrédulité ressenties à ce moment ».

Emin Özmen n'est pas devenu historien mais un photographe de l'urgence : pressé de saisir ces moments durant lesquels la vie bascule, dérape et sort de son cadre ou de ses habitudes. Il n'a cessé d'ouvrir les yeux, appareil en bandoulière, depuis plus de quinze ans pour capturer de façon vertigineuse et déroutante ces instants de rupture, empreints de silence et de vide, de bruit aussi, et de fureur. A une époque où les mondes s'entrechoquent et les violences se superposent, il rappelle que photographe, c'est faire œuvre de mémoire et de révisite.

Ascension de Recep Tayyip Erdoğan

Dix ans après le massacre de Sivas, Emin Özmen abandonne ses études de physique

et commence à parcourir les routes de Turquie. Il y découvre la vie quotidienne turque, ses règles, ses interdits, ses différences et ses variations infinies. Il discute avec la population, l'interroge sur tous les sujets, l'identité, le pouvoir, la société, la religion, le nationalisme, le racisme. Il photographie aussi « absolument tout, comme pour ne rien oublier ». En 2008, il est recruté par *Sabah*, l'un des principaux quotidiens du pays. Le jeune homme se retrouve ainsi à couvrir les événements les plus marquants de l'époque. Ces années coïncident avec celles de l'ascension de Recep Tayyip Erdoğan, président du pays depuis 2014. Ce sont celles de la promesse de mettre fin à plus de deux décennies de conflit avec les groupes armés kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan. Celles

d'horizons plus sûrs et plus prospères, notamment dans le sud-est du pays. Celles du rapprochement avec l'Europe, aussi. « *Tout s'est effondré dans les années qui ont suivi, inexorablement* », lâche le photographe. Il y a eu, en 2011, la Syrie voisine qui s'est embrasée. Le mouvement de révolte de Gezi, à Istanbul, deux ans plus tard, et son corollaire, [la répression féroce](#).

Emin Özmen démissionnera

de son journal, « *après avoir été témoin de manipulation de l'information* ». Il devient indépandant. L'histoire du pays s'emballe. Coup d'Etat raté, démantèlement des droits, purges, interventions militaires dans le Nord syrien, violences aux frontières et flux migratoires, [tremblements de terre](#), inondations, feux de forêts, crises économiques et financières, scandales de corruption et procès iniques. « *Le ballet des tragédies est devenu sans*

fin, commente-t-il. *Il n'y a pas eu une semaine sans drame, pas un mois sans événement majeur.* »

Le reporter en a fait un livre pétri de doutes et d'inquiétudes, qui dresse un état des lieux douloureux et implacable du pays. Son titre : *Olay*, un mot que l'on peut traduire du turc par « incident » ou « événement ». Deux termes qui s'accordent bien. Ils rappellent cet *olay* originel, celui de Sivas et son incendie meurtrier. Emin

Özmen y est retourné. L'hôtel Madimak a été rénové depuis longtemps et ses chambres banales rouvertes aux visiteurs de passage comme si de rien n'était. Aucune plaque en mémoire des trente-sept victimes de 1993 n'a été apposée sur la façade. *Olay* vient, à sa manière, rappeler ce vide, telle une injonction indispensable contre l'oubli.



December 22, 2023

Veteran Kurdish politician offered to run for Turkish local elections

ERBIL, Kurdistan Region - Turkey's pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) has asked the veteran Kurdish politician Leyla Zana to run for the country's local polls in March on the ticket of the party, Rudaw has learned.

Turkey will hold provincial elections on March 31. The DEM Party is seeking powerful candidates to perform well in the vote following the loss of a significant number of votes in the May parliamentary polls.

Rudaw has learned that the party has asked Zana to run for the elections in the Kurdish city of Amed (Diyarbakir).

The first Kurdish woman in the Turkish parliament, Zana has stirred up controversy several times.

She was dismissed from the Turkish legislature in 2018 for missing sessions. "The dismissal of Leyla Zana from the parliament is seen by



Leyla Zana delivering a speech at Turkish parliament. Photo: TRT/file

our people as nothing. Leyla Zana is the voice of peace, the will of the people, she is our deputy!" her party, the Peoples' Democratic Party (HDP), said at the time.

HDP is the sister party of the DEM Party.

Before taking her parliamentary oath on November 17, 2015 as the deputy for Agri after the most recent elections, she cheered in Kurdish "biji aşit," meaning "long live peace." She also changed the wording

of the oath to «the nation of Turkey» instead of the «Turkish nation.»

In 1991, she defied Turkish law when she recited the final portion of her oath in Kurdish.

«I take this oath for the brotherhood between the Kurdish people and the Kurdish people,» she said, earning herself a 10-year prison term.

In 1995, the European Parliament awarded Zana the Sakharov Prize for Freedom of

Thought "for her courageous defence of human rights and commitment to forging a peaceful, democratic resolution to conflicts between the Turkish Government and its Kurdish population."

On May 14, Turkey held parliamentary and presidential elections in which the HDP secured 61 of the 600 seats in the legislature, six fewer than their result in the 2018 poll. The party was criticized for endorsing opposition candidate Kemal Kilicdaroglu in the presidential election and not running a purely pro-Kurdish campaign. Following their poor performance, the party held a congress.

In June, party co-chairs Mithat Sancar and Pervin Buldan stepped down and later Tulay Hatimogullari and Tuncer Bakirhan were elected co-chairs of the DEM Party - which has replaced the HDP in the political scene due to HDP's legal issues caused by its alleged links to Kurdish rebels.



Kirkuk Minute | December 21, 2023

A biweekly brief of events and news occurred in the disputed territories.

On December 18, provincial elections took place throughout Iraq, excluding the Kurdistan Region, resulting in an overall low turnout of 41%. The Independent High Electoral Commission (IHEC) reported that Kirkuk province had the highest turnout at 66%, followed by Saladin at 59%, while Maysan Governorate experienced the lowest turnout at 29%. According to IHEC, 566,265 voters participated out of 870,920 eligible voters in the province. Nationally, 22,116,368 people were eligible to vote in the 2021 parliamentary elections, but for the provincial coun-

group secured the majority of 51% required to form the administration. Kurdish parties claimed seven seats, with five going to the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and two to the Democratic Party of Kurdistan (KDP), amassing a total of 247,167 votes. Sunni Arab parties secured six seats with a combined vote count of 205,943, while the Turkmen won two seats with a total of 72,664 votes. The quota seat designated for Christians went to the Iranian-backed Babelion, an ally of the PUK. Interestingly, the turnout for Kurdish voters was lower than their population share in Kirkuk,



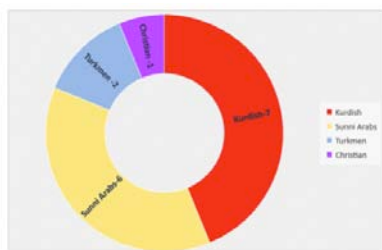
leader of the Iranian-backed Kirkukona coalition, instructed his supporters to “wait” for the announcement of a “sit-in” protest in front of the IHEC office in Kirkuk.

Post the release of election results, supporters of Sunni Arab parties celebrated in front of the governorate, displaying images of the former dictator and chanting, “We sacrifice our blood and soul for you, Saddam”—an old chant used by al-Ba’ath supporters before 2003. Concurrently, the celebrants assaulted a man for wearing Kurdish clothing. Subsequently, the police reported the arrest of the attackers. However, attacks on the Kurdish population have been on the rise since October 16, 2017, including fatalities among Kurdish protesters at the hands of the Iraqi army.

In accordance with election laws, the results do not serve as the “basis for any legal or administrative situation to determine the future of Kirkuk Governorate.” The election law empha-

sizes “fair representation to ensure the participation of the governorate’s components regardless of the election results.” The process of forming the administration remains unclear, but an understanding has emerged between Sunni Arabs and Turkmen, holding eight seats collectively. Additionally, the Christian quota seat winner, aligned with the PUK, and in conjunction with the KDP, also holds eight seats.

Turning to elections in Nineveh, Diyala, and Saladin, Kurdish parties struggled to secure more than one seat in Khanaqin, unlike previous elections where they claimed 3 to 4 seats. The PUK emerged as the sole winner in Khanaqin. In Saladin’s Tuz Khurmatu district, Kurdish parties secured a seat. In Nineveh, Kurdish parties won a total of six seats—four for the KDP and two for the PUK. However, the results indicated a loss of five seats, primarily from Shingal, where Iranian-backed politicians clinched the majority.



Party	Ethnicity	Seats
Patriotic Union of Kurdistan (PUK)	Kurdish	5
Kurdistan Democratic Party (KDP)	Kurdish	2
The Arab coalition in Kirkuk	Sunni Arabs	3
Al Qjada	Sunni Arabs	2
Al Arouba	Sunni Arabs	1
Turkmen Front	Turkmen	2
Babelion	Christian	1
Total Seats		16



cil elections, this number was reduced to about 19 million. Notably, in Kirkuk alone, 122,000 voters were excluded from voting for not registering biometrics, despite two additional voting age cohorts being included since 2021.

The election results indicated that no single party or ethnic

prompting some Kurdish officials to raise concerns about an “untransparent” process.

Kirkuk’s Shiite Turkmen and some of their Arab Shiite allies have issued threats to go on strike in front of the Independent High Electoral Commission (IHEC) after failing to secure any seats. On December 21, Mohammed Mahdi Bayati, the



December 22, 2023

Turkish drone strike targets car in Hasakah province

A Turkish drone on Friday attacked a vehicle carrying three persons on the highway between Tal Tamr and Al-Hasakah.

ERBIL (Kurdistan24) – A Turkish drone on Friday attacked a vehicle carrying three persons on the highway between Tal Tamr and Al-Hasakah, the UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reports.

SOHR also reported that ambulances rushing to the site of the attack, amid reports of casualties.



A Turkish military drone is on display. (Photo: Anadolu Agency)

The number of casualties in the drone strike is currently unclear.

According to the most recent data update from SOHR, Turkey has executed 106 drone strikes since the beginning of 2023, leading to 86 deaths, and injuring another 95 persons.



December 22, 2023

Six ancient monuments in Amedi to be restored

There are more than 2,221 archaeological sites in Duhok province, with most of them being located in the Amedi district.

ERBIL (Kurdistan 24) – The French Consulate in Erbil on Wednesday announced that it is restoring six ancient monuments in the Amedi district of the Kurdistan Region.

The project is to be overseen with the coordination of two foreign companies and the Kurdistan Regional Government (KRG) Ministry of Municipalities and Tourism, as confirmed by Duhok Province's Antiques and Heritage Director, Bekas Brifkani.

«The restoration of the monuments will start early next year, including the Qobahan School, the Minaret of the Great Mosque



French Consulate staff and a KRG excavation team at one of the archaeological sites in Amedi. (Photo: Kurdistan 24)

in Amedi, the Chaldean Church, Sultan's Cemetery, Pirhazan's Shrine, and Kura Srijji,» Brifkani noted and added, «Research has been conducted on these

sites for seven months.»

There are more than 2,221 archaeological sites in Duhok province, with most of them

being located in the Amedi district.

In May 2022, German and Kurdish archaeologists revealed their findings in their examination of a 3,400-year-old Mitanni Empire-era city three kilometers from Duhok Province's Sumel District.

Most Kurdish archaeological sites are believed to be ruins from the ancient Assyrian, Babylonian, and Sumerian civilizations, among others. The region is also home to many ancient cave dwellings, most notably the Shanidar Cave in the Barzan District of Erbil.

En Iran, l'avocat de la famille de Mahsa Amini menacé d'emprisonnement

A son retour de France où il était venu recevoir le prix Sakharov au nom de la famille de la jeune Iranienne morte en septembre 2022 pour port de voile non réglementaire, Saleh Nikbakht a appris qu'il allait être convoqué à la prison d'Evin.

En Iran, j'ai la liberté d'expression, mais pas celle d'après l'expression. » L'avocat renommé Saleh Nikbakht ne manque jamais d'humour et d'anecdotes pour adoucir ses propos, pourtant lourds, sur l'Iran et sur le piètre état des droits humains dans son pays.

Depuis plus d'un an, l'homme, âgé de 71 ans, est l'avocat de la famille de Mahsa « Jina » Amini, dont la mort, le 16 septembre 2022, en garde à vue pour une tenue jugée « pas assez islamique », a embrasé tout le pays. La vague de contestation à la suite du décès de l'Iranienne d'origine kurde de 22 ans a été la plus longue et la plus intense de l'histoire de la République islamique d'Iran. La répression qui s'est abattue sur toute la société et a fait au moins 525 victimes civiles n'a pas eu raison de la [volonté](#) de réclamer justice [de la famille de Mahsa Amini](#) et de son avocat.

Début décembre, les parents de Mahsa Amini ont été empêchés par les services de sécurité iraniens de quitter l'Iran pour la France, où ils devaient recevoir [le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit décerné par le Parlement européen à leur fille](#) et au mouvement Femme, vie, liberté. Seul leur avocat a été autorisé à quitter le pays. Au Parlement européen, le 12 décembre, Saleh Nikbakht a lu, en kurde, le message de la mère de Mahsa Amini, Mojgan Eftekhari. « *La douleur de*

Jina est éternelle pour moi, et elle est éternelle pour les gens du monde entier. Je crois fermement que son nom, à côté de celui de Jeanne d'Arc, restera un symbole de liberté », a-t-elle écrit.

A son retour en Iran, le 22 décembre, M^e Nikbakht a été longuement interrogé à l'aéroport international Imam-Khomeyni, à Téhéran. Son téléphone, son ordinateur, son passeport et le prix Sakharov lui ont été confisqués. Les agents lui ont annoncé qu'il devrait prochainement se présenter à la prison d'Evin, dans le nord de Téhéran, pour purger une peine d'un an de détention. Le juriste a été condamné pour avoir accordé des entretiens à des médias, en Iran et à l'étranger, afin de dénoncer le traitement de la mort de Mahsa Amini par le pouvoir judiciaire.

« **Je vais continuer, même si cela doit me tuer** »

« *Ils [les dirigeants de la République islamique] sont très sensibles à mon sujet. Ils me disent de ne pas donner d'entretien aux médias*, explique M^e Nikbakht, rencontré à Paris avant son départ pour l'Iran. *Mais je vais continuer, même si cela doit me tuer.* »

Comme les Amini, Saleh Nikbakht est originaire de la ville de Saqqez, située dans le Kurdistan iranien, dans l'ouest du pays. « *L'oncle de Mahsa a été mon professeur d'arabe au lycée* », explique-t-il. Lorsque la

jeune fille meurt après son arrestation par la police, l'avocat publie sur sa chaîne Telegram (messagerie cryptée) un entretien du père de la jeune femme, qui rejette la version officielle des autorités. Depuis la mort de cette dernière, les dirigeants iraniens n'ont cessé de répéter qu'elle n'avait pas été maltraitée par la police, mais qu'elle était morte en raison de ses antécédents médicaux.

L'avocat est alors contacté par la famille de la victime, qui lui demande de la représenter. M^e Nikbakht accepte sans hésiter. « *J'ai à mon actif la défense des journalistes, des militants politiques, des écrivains, des syndicalistes et des gens appartenant aux minorités ethniques. J'ai déjà sauvé de la peine de mort trente et une personnes* », explique celui qui, depuis quarante ans, en juriste chevronné, s'appuie sur la loi pour confronter les autorités iraniennes.

Fin septembre 2022, lors de la première réunion avec les autorités judiciaires, l'avocat demande que douze médecins indépendants puissent participer à tous les rendez-vous pour étudier les causes de la mort de la jeune femme. Quelques jours plus tard, Saleh Nikbakht et la famille de Mahsa sont convoqués par les autorités, qui confirment la version des responsables politiques. M^e Nikbakht demande alors l'accès aux vidéos des caméras de surveillance, dans lesquelles apparaît Mahsa Amini,

de son arrestation à son transfert à l'hôpital. Il réclame également qu'une rencontre soit organisée avec le conducteur du van de police et trois autres agents présents lors de l'arrestation de Mahsa. « *Ils ne nous ont rien donné*, se désole l'avocat. *On leur a aussi demandé de nous communiquer les noms de six jeunes femmes qui ont été arrêtées avec Mahsa. Certaines avaient appelé ses parents en précisant qu'elle avait été tabassée lors de son arrestation.* »

Menaces de représailles

Alors qu'aucune des demandes de la famille et de l'avocat n'a été entendue, la radio iranienne annonce, début octobre 2022, que la mort de Mahsa Amini a bien été causée par ses antécédents médicaux. Dans les médias, Saleh Nikbakht dénonce ces conclusions dont il a été tenu à l'écart. Dès le lendemain, les médias affiliés au régime et les autorités de Téhéran menacent l'avocat de représailles.

La persévérance de la famille de Mahsa Amini et de Saleh Nikbakht a permis aux Iraniens et à l'opinion publique mondiale de mettre un visage sur les atteintes aux droits humains dans le pays. L'avocat a lui-même été incarcéré à plusieurs reprises, aussi bien sous le règne de Mohammad Reza Pahlavi, le dernier chah d'Iran, renversé par la révolution de 1979, que sous la République islamique, pour ses activités

journalistiques et politiques. Malgré les risques, il n'a jamais voulu quitter l'Iran. « *Beaucoup de mes amis m'invitaient à le faire. Mais je veux rester en Iran. Même si je ne peux rien faire pour les gens, au moins, je ne leur dis pas, de loin, ce qu'ils doivent faire ou ne pas faire.* »

Saleh Nikbakht reste critique envers les politiques occidentales par rapport l'Iran. Les sanctions économiques, dit-il, appauvrissent les Iraniens ordinaires, sans atteindre les gens proches du régime qui « *vivent tranquillement au Canada, en Europe et aux Etats-Unis* ». Dans ses négociations avec l'Iran, sur le programme nucléaire en particulier, « *l'Occident doit demander à la République islamique que les revendications du peuple en matière de libertés politiques et démocratiques soient enten-*



Saleh Nikbakht, l'avocat de la famille de Mahsa Amini, au palais de justice de Paris, le 19 décembre 2023. ED ALCOCK/MYOP POUR «LE MONDE»

dues ». Malgré la répression contre les dissidents, les représailles contre les femmes ne portant pas le voile et une situation économique de plus en plus difficile, M^e Nikbakht reste optimiste. « *Après la mort de Mahsa, l'Iran a beaucoup changé, affirme-t-il. Les Iraniens de tout le pays se sont joints au mouvement Femme, vie, liberté. Ils se sont levés, pas uniquement contre le port obligatoire du voile, mais aussi pour réclamer les libertés politiques et individuelles.* » Selon lui, même les familles conservatrices ont été touchées. « *Que va faire la République islamique avec les gens qui ne pensent plus comme elle ?* », s'interroge-t-il, confiant dans un avenir « *démocratique* » pour son pays.

Le Monde

Nicolas Bourcier
27 Décembre 2023

Face à Israël, le double visage de la Turquie

Si le président turc prend fait et cause pour les Palestiniens, confortant ainsi une majorité de son opinion publique, des données compilées par un journaliste indépendant montrent que le pays n'a pas interrompu ses échanges avec l'Etat hébreu.

Depuis le début de l'intervention militaire israélienne dans la bande de Gaza, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a revêtu son uniforme favori, celui du champion de la cause palestinienne et de la rue arabe. Après avoir retenu ses coups dans les tout premiers jours qui ont suivi l'attaque perpétrée par le Hamas le 7 octobre, appelant à la fin des « *actions agressives* », il n'a eu de cesse de condamner, dans les semaines suivantes, les « *attaques barbares* » de l'Etat hébreu, qualifiant Benjamin Nétanyahou de « *boucher de Gaza* » ou encore de « *gé-*

nocidaire ». Soutien historique du Hamas, dont il est proche et qu'il considère comme une « *organisation de libération* », l'homme fort d'Ankara a pleinement choisi son camp, galvanisant sa base islamo-nationaliste tout en tentant de conforter une majorité de l'opinion publique très sensible à la question palestinienne.

Seulement voilà, une petite voix est venue contrarier ce discours officiel. Depuis près de deux mois, Metin Cihan, 44 ans, journaliste indépendant et exilé depuis 2020 à

Berlin, [recense jour après jour, sur son compte X](#), les navires qui transitent des ports turcs vers Israël. Un travail de fourmi consistant à amasser les données des activités navales, en accès libre sur les sites maritimes et de libre-échange, mais qui jette aujourd'hui une lumière crue sur les liens commerciaux étroits que continuent d'entretenir les deux pays, parfois même jusqu'au sommet de l'Etat.

« *Les autorités turques ont beau qualifier publiquement Israël d'"Etat terroriste" et accuser les Occidentaux de "double*

standard", ils n'ont absolument rien changé à leurs affaires, avance le journaliste. *Les flux de marchandises, comme l'acier et le pétrole, qui alimentent pourtant la machine de guerre de Tel-Aviv, se poursuivent comme si de rien n'était, mettant en évidence l'hypocrisie et le double discours des dirigeants.* »

Depuis le déclenchement des frappes, Metin Cihan a répertorié un total de 450 navires partis de Turquie vers Israël. Avec l'aide de la base de données du site Marinetraffic.com, il pointe les expéditions quoti-

diennes de Limak Holding, un géant industriel connu pour être lié aux cercles du pouvoir, depuis le port d'Iskenderun. Celles aussi, régulières, partant du port stambouliote Ambarli Akçansa, de l'important Sabanci Group. Sur le chantier naval de Sefine, installé au bord de la mer de Marmara et propriété de Kolin Holding, proche du gouvernement, s'effectue, selon les recherches du journaliste, la maintenance du pétrolier chargé d'acheminer le carburant aux avions de chasse israéliens.

« Irréfutable »

A force d'exploiter les données, Metin Cihan repère un navire effectuant des transports fréquents vers Israël et appartenant à un certain Ibrahim Güler, un ancien président de la formation au pouvoir, le Parti de la justice et du développement (AKP), de la province du Hatay. Il découvre aussi que l'entreprise Pamukkale Kablo, propriété de Mustafa Semerci, dirigeant fondateur du Parti de la grande union (BBP), une formation ultranationaliste d'extrême droite membre de la coalition gouvernementale, a continué, après le 7 octobre, à fournir des câbles à l'Etat hébreu. Le BBP s'était pourtant fait remarquer ces dernières semaines pour ses appels au boycott d'Israël dans son ensemble et ses descentes musclées contre des cafés Starbucks, pris pour cible pour leur soutien supposé à Tel-Aviv.

Et puis, le journaliste identifie que la société de transport Manta Shipping poursuit, elle aussi, ses activités avec Israël. L'entreprise appartient à Mert Cetinkaya, « un associé de Burak Erdogan, le fils du président », précise Metin Cihan. « J'ai partagé toutes mes sources et mes méthodes d'investigation. C'est irréfutable, et cela n'a pas été démenti. La compagnie a déclaré que le commerce avec Israël se pour-



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, lors d'une conférence de presse conjointe avec le premier ministre hongrois, Viktor Orban, à Budapest, le 18 décembre 2023. ATTILA KISBENEDEK / AFP

suivait et qu'ils ne pouvaient rien y faire parce qu'un contrat avait été conclu avant la guerre. » Quelques jours plus tard, il révèle qu'Erkam Yildirim, le fils de l'ancien premier ministre Binali Yildirim (AKP), est un associé d'Oras Shipping, une compagnie maritime commerçant avec Israël.

A Ankara, les tweets de Metin Cihan ont fini par provoquer des remous dans les rangs politiques. L'ancien ministre des affaires étrangères de l'AKP et ancien premier ministre Ahmet Davutoglu a vertement critiqué le gouvernement et les hommes d'affaires qui poursuivent leurs activités avec Israël. Au Parlement, l'opposition a demandé des comptes au gouvernement. Et plusieurs quotidiens ont repris dans le détail les listes de marchandises et de biens exportés ou réacheminés ainsi chaque mois.

Interrogé par Al-Jazira, le ministre du commerce, Omer Bolat, a affirmé que les échanges maritimes entre les deux pays avaient baissé de plus de 50 % au mois de novembre. « Le chiffre est plutôt de 40 %, corrige Metin Cihan, et surtout cette réduction n'a rien à voir avec une volonté po-

litique de limiter les relations avec Israël ou d'un éventuel boycott comme le sous-entend le ministre. Cette baisse n'est que le résultat des effets induits par un conflit de ce type, comme le confirment les spécialistes. Les échanges commerciaux entre la Turquie et Israël se poursuivent sans interruption. »

Informations désormais inaccessibles

Aux députés, Hakan Fidan, ministre des affaires étrangères, a répondu que « les relations entre la Turquie et Israël, qui durent depuis plus de soixante-quatorze ans, ne se sont jamais faites au détriment de la cause palestinienne ». Une réponse « en forme d'aveu, mais plutôt honnête de sa part », reconnaît Metin Cihan.

D'après le quotidien progouvernemental *Sabah*, le président Erdogan et sa famille ont l'intention de déposer une plainte pénale contre le journaliste. Lui dit n'avoir à ce jour encore rien reçu de la part des autorités. A l'injonction d'un tribunal d'Istanbul qui a ordonné la suppression des tweets mentionnant la famille Yildirim, il a répondu par un tweet : « Je ne les supprimerai pas. Ce

n'est pas une allégation. Ce sont des sources officielles ouvertes à tous (...). Pour les enfants palestiniens, je ne les supprimerai pas. »

Côté israélien, observe-t-il, les autorités ont décidé, depuis le 14 décembre, et pour une raison non précisée, de ne plus rendre accessibles certaines informations concernant leurs activités portuaires. « Au lieu des six ou sept bateaux que l'on pouvait facilement identifier chaque jour, on n'en voit désormais plus que deux du côté israélien, mais je ne désespère pas de trouver les véritables datas, elles sortiront d'une façon ou d'une autre. »

En 2020, en plein regain d'activité économique, le premier ministre israélien, rapporte le *Jerusalem Post*, avait eu ces mots : « Les positions du président turc à mon égard en public sont différentes en matière de relations commerciales entre nos deux pays. » Et Benyamin Nétanyahou d'ajouter : « Il m'appelle Hitler toutes les trois heures... Maintenant, il le fait toutes les six heures, mais, Dieu merci, le commerce entre la Turquie et Israël est en plein essor. »

L'Iran promet qu'Israël paiera le « prix fort » pour le meurtre de Razi Moussavi

Les tensions entre l'Iran et Israël montent de nouveau d'un cran. Lundi 25 décembre, à 16 heures, heure locale à Damas, le plus haut gradé du corps des gardiens de la révolution iraniens en Syrie, le général de brigade Razi Moussavi, a été tué à la suite du tir de « trois missiles israéliens », a annoncé Téhéran. Cet assassinat ciblé fait partie de la guerre non déclarée que se mènent la République islamique et l'Etat hébreu depuis deux décennies, que le conflit à Gaza a exacerbée. M. Moussavi est le plus haut responsable de l'« axe de la résistance » éliminé par Israël depuis la mort d'Imad Moughniyeh, l'un des principaux chefs militaires du Hezbollah, le bras armé de Téhéran au Liban, tué dans l'explosion d'une voiture piégée, en 2008, à Damas.

Présenté comme un « conseiller en antiterrorisme » auprès du régime syrien par le ministre des affaires étrangères iranien, Hossein Amir Abdollahian, Razi Moussavi s'occupait de la coordination militaire entre les forces alliées aux gardiens de la révolution (armée idéologique de Téhéran) dans la région. Soit les différentes milices pro-iraniennes déployées en Syrie et en Irak, mais aussi le Hezbollah libanais, qui affronte quotidiennement l'armée israélienne en soutien au Hamas palestinien. Depuis le début du conflit syrien, en 2011, le régime iranien utilise constamment le terme « conseiller » pour justifier la présence de ses militaires dans le pays, allié de Téhéran.

Sur une photo non datée, prise il y a plus d'une dizaine d'an-



Le général de brigade Razi Moussavi (à gauche), aux côtés du général Ghassem Soleimani, assassiné en janvier 2020. Photo non datée transmise par l'agence de presse iranienne Tasnim le 25 décembre 2023. AFP

nées et diffusée ces dernières heures sur des comptes X (anciennement Twitter) proches du régime iranien, Razi Moussavi, alias Seyyed Razi (seyyed, terme désignant un « descendant » du Prophète par lignée familiale, dans la nomenclature de la République islamique), pose, l'air concentré, auprès d'Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah libanais, qu'il connaissait depuis plus de vingt-cinq ans. Une deuxième image, diffusée par la télévision iranienne, le montre souriant auprès du [général Ghassem Soleimani](#), l'ancien chef des opérations extérieures iraniennes jusqu'à son assassinat par les Etats-Unis, le 3 janvier 2020.

« Erreur stratégique »

A l'époque, la mort de ce der-

nier avait été vécue par le régime iranien comme une humiliation. Il promettait alors une « vengeance féroce ». Téhéran avait bien riposté, en visant une base américaine en Irak, mais avait veillé à laisser le temps aux militaires présents de se mettre à l'abri avant de la bombarder. L'attaque, menée à coups de missiles balistiques, avait néanmoins fait plusieurs dizaines de blessés. Lundi, Razi Moussavi a été tué quelques jours avant le quatrième anniversaire de la mort de Ghassem Soleimani, ce qui pourrait embarrasser Téhéran et exposer la vulnérabilité de ses officiers postés à l'étranger.

A en croire l'ambassadeur iranien à Damas, interviewé par la télévision publique iranienne, Razi Moussavi aurait été ciblé, chez lui, dans le quartier de

Sayyida Zeinab. Ce faubourg du sud de Damas construit autour d'un lieu saint du chiisme – le mausolée qui abriterait la sépulture de la petite-fille du prophète Mahomet – est le point de ralliement et d'hébergement des miliciens pro-iraniens et des cadres militaires envoyés par Téhéran. Mais la présence de Razi Moussavi est bien antérieure à la guerre civile qui a succédé à l'écrasement de la révolte contre Bachar Al-Assad. Selon Tasnim, proche des gardiens de la révolution, il y était « actif » depuis plus de vingt-cinq ans et avait déjà échappé à de multiples tentatives d'assassinat de la part des Israéliens.

Signe de l'importance de cette perte, la télévision d'Etat a interrompu, lundi, ses programmes pour annoncer sa

mort. Le président iranien, Ebrahim Raïssi, a réagi dans la foulée, promettant qu'Israël en « paierait le prix fort ». Mardi, le chef d'état-major des forces armées iraniennes, Mohammad Bagheri, a renouvelé ces promesses de représailles : « Israël a commis une erreur stratégique en assassinant un général iranien. Ce crime ne restera pas sans réponse. » A Téhéran, le porte-parole de la commission de la sécurité nationale du Parlement a annoncé qu'une réunion d'urgence aurait lieu la semaine prochaine pour examiner la mort du général.

« Razi Moussavi était l'un des meilleurs frères qui ont œuvré au soutien de la résistance islamique au Liban. Nous considérons cet assassinat comme

une attaque honteuse qui dépasse les limites », a réagi le Hezbollah libanais.

« Guerre multifront »

Le porte-parole de l'armée israélienne, Daniel Hagari a quant à lui refusé de commenter, selon ses dires, des informations venues de « l'étranger », se bornant à affirmer que les forces de l'Etat hébreu « [ont] évidemment pour mission de protéger les intérêts d'Israël en matière de sécurité ».

Les autorités israéliennes ne revendiquent jamais ouvertement leurs attaques contre l'Iran et ses intérêts, dans la région. Mardi, le ministre de la défense, Yoav Gallant, a toutefois déclaré, lors d'une audi-

tion de la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, qu'Israël se trouvait engagé dans une « guerre multifront ». « Dès le début, nous avons été attaqués sur sept fronts : Gaza, le Liban, la Syrie, Israël, l'Irak, le Yémen et l'Iran. Nous avons déjà riposté sur six de ces théâtres d'opérations », a-t-il ajouté. Sans préciser qui, des houthistes yéménites ou de l'Iran, constituait le « septième front ».

Depuis novembre, le groupe yéménite, soutenu et armé par l'Iran, multiplie les attaques en mer Rouge contre des navires commerciaux liés à des intérêts économiques israéliens, menaçant de paralyser le trafic maritime international en cas de représailles.

A ce stade, rien n'indique que l'Iran ait « l'intention d'entrer dans un conflit direct avec Israël » « Et cela se lit déjà dans les déclarations des autorités, analyse Hamidreza Azizi, chercheur à la Stiftung Wissenschaft und Politik, un institut de recherche en relations internationales, à Berlin. En Iran, les dirigeants voient derrière les attaques israéliennes une tentative d'entraîner le pays dans une guerre ouverte, soutient l'analyste. Dans un tel scénario, une coalition internationale se formerait aussitôt contre Téhéran, ce qui allégerait la pression diplomatique dirigée contre l'Etat hébreu. Ce n'est pas dans l'intérêt de l'Iran. »



Avec AFP
28 Décembre 2023

Syrie : les forces kurdes annoncent avoir tué un haut responsable de l'État islamique

Les FDS ont déclaré avoir attaqué mercredi soir, avec le soutien de la coalition internationale anti-djihadiste, le camp syrien d'al-Hol dans lequel se trouvait le responsable de l'EI Abou Obaida al-Iraqi.

Les FDS ont déclaré avoir attaqué mercredi soir, avec le soutien de la coalition internationale anti-djihadiste, le camp syrien d'al-Hol dans lequel se trouvait le responsable de l'EI Abou Obaida al-Iraqi.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les combattants kurdes), ont annoncé jeudi 28 décembre avoir tué le responsable du groupe État islamique (EI) dans le camp syrien d'al-Hol qui abrite des dizaines de milliers de déplacés, dont des proches de djihadistes.

Les FDS ont déclaré dans un communiqué avoir attaqué mer-

credi soir, avec le soutien de la coalition internationale anti-djihadiste, l'une des tentes à l'intérieur de laquelle se trouvait Abou Obaida al-Iraqi, « le responsable de l'organisation terroriste en charge du camp d'al-Hol ».

Haut responsable

Après avoir refusé de se rendre, cet Irakien a « tenté de faire exploser la ceinture d'explosifs qu'il portait et d'ouvrir le feu sur nos forces qui ont donc (...) été contraintes de le neutraliser », a ajouté le communiqué. Selon les FDS, soutenues par Washington, Abou Obaida est « l'un des hauts responsables » de l'EI et il est « impliqué dans le meurtre de nombreuses

femmes et hommes dans le camp ». Il est également considéré comme « le planificateur principal » des attaques contre les postes de contrôle des FDS.

Les FDS, chargées de la sécurité à al-Hol, mènent régulièrement des opérations à l'intérieur du camp pour arrêter des membres de l'EI et des responsables d'assassinats et de fusillades. De nombreux actes de violences ont eu lieu dans le camp, coûtant la vie à plus d'une quarantaine de personnes depuis début 2022, selon l'ONU. Le camp, miséreux et surpeuplé est supervisé par l'Administration autonome kurde. Il abrite environ 48.000 personnes, dont

plus de la moitié sont des enfants, selon les Nations unies. Il s'agit en grande partie de déplacés syriens et de réfugiés irakiens.

Le camp délabré abrite également des étrangers proches de djihadistes et originaires d'une soixantaine de pays, hébergés dans une section spéciale soumise à des mesures sécuritaires strictes de la part des forces kurdes. Malgré les appels répétés de l'administration kurde, la plupart des pays occidentaux refusent de rapatrier leurs citoyens de ces camps, se contentant de rapatriements au compte-gouttes par crainte d'éventuels actes terroristes sur leur sol

L'Iran exécute quatre personnes accusées de collaboration avec Israël

De nombreux agents présumés travaillant pour Israël, selon les autorités iraniennes, ont été exécutés ces dernières années.

L'Iran a exécuté quatre personnes vendredi 29 décembre, a annoncé l'agence de presse de l'autorité judiciaire, Mizan Online. Elles avaient été reconnues coupables d'avoir collaboré avec Israël, son ennemi juré, dans la province d'Azerbaïdjan-Occidental (dans le nord-ouest du pays).

Les personnes exécutées, Vafa Hanareh, Aram Omari et Rahman Parhazo, ainsi que Nasim Namazi, une femme, ont été jugées coupables de « guerre contre Dieu », « corruption sur

terre » et « collaboration avec le régime sioniste ». Le groupe était également accusé d'avoir « mené des actions d'ampleur contre la sécurité du pays sous la direction du Mossad », l'agence d'espionnage israélienne.

Ces dernières années, l'Iran a arrêté et condamné de nombreux agents présumés travaillant, selon les autorités, pour les services de renseignement de pays étrangers, notamment Israël.

Plus de six cents personnes

exécutées en 2023

Le 16 décembre, un homme qualifié d'« espion du régime sioniste » a été exécuté pour « collaboration » avec le Mossad. En décembre 2022, quatre hommes avaient été pendus pour des accusations similaires, alors que la République islamique a par le passé accusé Israël d'avoir saboté certains de ses sites nucléaires et assassiné plusieurs de ses scientifiques.

L'Iran ne reconnaît pas Israël et les deux pays sont de longue date engagés dans une guerre de l'ombre, exacerbée par le

conflit en cours entre le Hamas et Israël dans la bande de Gaza.

La République islamique exécute chaque année davantage de personnes que tout autre pays, à l'exception de la Chine, selon des groupes de défense des droits humains dont Amnesty International. Plus de six cents personnes ont été exécutées dans le pays à la fin d'octobre, le chiffre le plus élevé depuis huit ans, selon un décompte du groupe de défense des droits humains Iran Human Rights, basé en Norvège.



December 29, 2023

There are no Israeli bases in Kurdistan Region,' announces KRG spox

The announcement came after armed militias in Iraq attacked Erbil Air Base on Dec. 27 with one-way attack drones and rockets. The militias later alleged their targets were Israeli military installations.

ERBIL (Kurdistan24) – Peshawa Hawramani, spokesperson for the Kurdistan Regional Government (KRG), on Friday in a statement refuted accusations by “outlawed groups” that the Kurdistan Region houses Israeli headquarters and bases.

The announcement came after

armed militias in Iraq attacked Erbil Air Base on Dec. 27 with one-way attack drones and rockets. The militias later alleged their targets were Israeli military installations.

The spokesperson, in turn, called these attacks a “cowardly and terrorist act.”

This is not the first time such accusations have been levied against the Kurdish region, as in March 2022, a “fact-finding committee” was jointly established between Erbil and Baghdad, to investigate alleged military links between the Kurds and Israel, or the “Zionist Entity,” as described by Baghdad.

That committee was established, in part, in response to a March 13, 2022 attack on Erbil, also cited by an Iraqi militia as an attack on an Israeli military post.

That allegation drew strong denials by KRG leadership, with former government spokesperson Jotiar Adil at the time saying

«We hereby affirm, as we have several times in the past, that this is far from true and that there is no Israeli intelligence agency present in the Kurdistan Region.»

“We believe these baseless accusations and news are intentional, aiming to undermine and disrupt the Kurdistan Region,” Adil continued.

Later in May of that year, the Lead Inspector General (LIG)

for US counter-terrorism operations in Iraq and Syria published a report on its findings into the matter, finding that “Iran’s Islamic Revolutionary Guard Corps [IRGC] claimed responsibility for the attack against what it described as an Israeli intelligence outpost in Erbil,” it continued, even as it explained “the building struck was the residence of a prominent [oil] businessman well known to US officials.”

In that same May of 2022, Iraqi Parliament passed a bill criminalizing ties with Israel after it was unanimously approved by 275 lawmakers out of the parliament’s 329 members.

Dubbed “the Banning the Normalization and Establishment of Relations with the Zionist Entity,” the law mandates the punishment of any person or entity that seeks to normalize or establish ties with Israel in any form or field.

Since the inception of the Abraham Accords signed between Israel and the United Arab Emirates (UAE) in the fall of 2020, Iraq’s firebrand Shia’ cleric Moqtada al-Sadr has warned on numerous occasions against establishing ties with Israel. Following the establishment of Israel in 1948, Iraq was one of the Middle East’s Arab countries that declared war on it. The two countries never established ties.

Le Monde

A vecAFP
30 décembre 2023

En Turquie, près de 200 personnes soupçonnées d'appartenir à l'organisation Etat islamique ont été arrêtées

Ankara a intensifié, ces derniers mois, les opérations contre les membres de l'organisation djihadiste, qui a revendiqué plusieurs attentats meurtriers.

Les autorités turques ont arrêté près de 200 personnes soupçonnées d'appartenir à l'organisation djihadiste Etat islamique (EI), a annoncé, samedi 30 décembre, le ministre de l'intérieur, Ali Yerlikaya. Les interpellations ont eu lieu avant les célébrations du Nouvel An, dans le cadre d'une série d'opérations

dans tout le pays. Dans un message publié sur X, Ali Yerlikaya a déclaré que 189 suspects avaient été arrêtés dans 37 villes, dont 27 à Ankara et 22 à Istanbul.

La Turquie a intensifié ces derniers mois les opérations contre les membres de l'EI, qui a revendiqué plusieurs atten-

tats meurtriers en Turquie, dont un le 1^{er} janvier 2017 dans une discothèque d'Istanbul, qui avait tué 39 personnes.

Vendredi, les autorités avaient déjà annoncé l'arrestation de 32 membres présumés de l'EI, dont trois membres importants du groupe, soupçonnés de prévoir des attentats notam-

ment contre des églises et des synagogues, ainsi que contre l'ambassade d'Irak.

Aussi, la police avait annoncé la semaine dernière un vaste coup de filet dans 32 villes du pays et l'arrestation de plus de 300 personnes pour des liens présumés avec l'EI.

Les dépêches de l'afp de décembre 2023

3 décembre 2023

Irak: frappe américaine "d'auto-défense", cinq combattants pro-Iran tués

Kirkouk (Irak), 3 déc 2023 (AFP) —

Cinq combattants en Irak d'un groupe armé pro-Iran ont été tués dimanche soir par un bombardement dans la province de Kirkouk, un responsable militaire américain reconnaissant une "frappe d'auto-défense" dans un contexte de tensions régionales accrues accompagnant le conflit entre Israël et le Hamas.

La frappe dans le nord de l'Irak intervient au lendemain d'une mise en garde adressée par le gouvernement irakien aux Etats-Unis contre toute "attaque" sur son territoire, même si de leur côté les groupes pro-Iran ont repris les tirs de roquettes et les frappes de drones contre les troupes américaines stationnées en Irak et en Syrie.

Dimanche, un "bombardement aérien" a visé un "site" tenu par une faction affiliée au Hachd al-Chaabî, coalition d'ex-paramilitaires désormais intégrés aux forces régulières, a indiqué à l'AFP un haut responsable de sécurité à Kirkouk faisant état de cinq morts.

De son côté, un responsable militaire américain, s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, a confirmé une "frappe d'auto-défense" contre une menace

imminente" menée dans les environs de Kirkouk contre "un site de lancement de drones".

Le secteur visé se trouve près de la frontière avec le Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak. Un officier de police irakien dans le secteur a assuré à l'AFP que "des débris appartenant apparemment à un drone" ont été retrouvés sur place.

Faisant état de "cinq morts et cinq blessés", un responsable de sécurité à Bagdad a évoqué une frappe de drone visant "une position du groupe al-Noujaba dans la région de Dibis".

- "Refus de toute attaque" -

Dimanche soir, la "Résistance islamique en Irak", nébuleuse formée par des groupes armés affiliés au Hachd al-Chaabî, a laconiquement confirmé dans un communiqué la mort de cinq combattants.

C'est ce mouvement qui revendique depuis plusieurs semaines les attaques menées contre les militaires américains en Irak et en Syrie.

Des bombardements illustrant les répercussions régionales de la guerre opposant Israël au Hamas palestinien dans la bande de Gaza: les groupes pro-Iran justifient leurs attaques

en pointant du doigt le soutien apporté par Washington à Israël.

Samedi, lors d'un appel avec le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken, le Premier ministre irakien Mohamed Chia al-Soudani avait insisté sur "le refus de l'Irak de toute attaque visant le territoire irakien".

M. Soudani avait réitéré "l'engagement du gouvernement irakien à protéger les conseillers de la coalition internationale présents en Irak", en référence aux militaires américains déployés dans son pays dans le cadre d'une coalition antijihadiste pilotée par Washington.

Fin novembre, en représailles aux attaques récurrentes des groupes pro-Iran, des frappes américaines meurtrières ont visé à deux reprises en Irak des combattants pro-Iran.

- 76 attaques -

Washington a aussi bombardé à trois reprises en Syrie des sites liés à l'Iran.

Les attaques contre les soldats américains avaient cependant cessé durant la trêve observée entre Israël et le Hamas, qui a volé en éclats vendredi matin, faisant craindre une escalade régionale.

Au total, Washington a recensé 76 attaques menées depuis le 17 octobre contre ses troupes en Irak et en Syrie, dix jours après le début de la guerre, selon un bilan actualisé fourni par un responsable militaire américain.

Dimanche encore, "plusieurs roquettes" ont visé "des forces américaines et de la coalition" stationnées sur une base dans l'Est de la Syrie, sans faire de victimes ou de dégâts, selon le responsable militaire américain.

La guerre Israël/Hamas a été déclenchée par une attaque sans précédent menée par le mouvement islamiste palestinien en Israël le 7 octobre, qui a fait 1.200 morts, en majorité des civils, selon les autorités.

En représailles, Israël a mené des bombardements dévastateurs contre le territoire palestinien et lancé le 27 octobre une offensive terrestre. D'après le gouvernement du Hamas, plus de 15.500 personnes, dont 70% de femmes et d'enfants, ont été tuées dans les frappes israéliennes depuis le 7 octobre.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

3 décembre 2023

En Iran, la mode du tatouage sort de l'ombre

Téhéran, 3 déc 2023 (AFP)

Dans un appartement du nord de Téhéran, à l'abri des regards trop curieux, Sean exhibe avec fierté les tatouages réalisés méticuleusement par ses élèves.

Cela fait huit mois que l'Iranien de 34 ans a ouvert son studio pour pratiquer et enseigner l'art d'"encre la peau", qui prospère dans une certaine clandestinité depuis plus d'une décennie.

"En Iran, les tatoueurs travaillent généralement à la maison", explique à l'AFP Sean, qui utilise son surnom d'artiste. "Nous avons pris des risques en ouvrant ce lieu et en le transformant en atelier".

La pratique du tatouage n'est pas explicitement interdite dans la République islamique. Mais, aux yeux des conservateurs, elle reste associée à l'immoralité, la délinquance et surtout à l'occidentalisation.

Cette stigmatisation n'a pas empêché l'Iran de plonger à son tour dans la mode du tatouage, même si le nombre d'amateurs y reste inférieur à celui d'autres pays.

"Il y a quelques années, les clients voulaient des tatouages simples et discrets, que personne ne puisse voir", témoigne Sean. "Ce n'est plus le cas". Le trentenaire, qui a commencé

à dessiner la peau il y a 17 ans, a surfé sur l'engouement naissant en ouvrant deux autres studios dans la ville de Kerman, dans le sud-est de l'Iran, et sur l'île touristique de Kish.

Avec sa trentaine d'élèves, Sean reste attentif à tenir compte du contexte sociétal de son pays, plus conservateur qu'en Occident.

Ainsi, "les femmes font les tatouages pour les femmes et les hommes pour les hommes", explique-t-il.

- Pas trop voyant -

Plusieurs érudits chiites iraniens ont précisé ces dernières années que le tatouage n'était pas prohibé par la loi islamique.

"Il n'est pas 'haram' (interdit), à condition qu'il ne promeuve pas une culture non islamique", indique le site internet du guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei.

Et mieux vaut qu'il ne soit pas trop voyant.

En septembre 2022, la fédération iranienne de volleyball a appelé les joueurs qui en avaient à couvrir leurs tatouages, sous peine de ne pas être autorisés à participer au championnat national.

Plusieurs joueurs de football célèbres ont également été

convoqués par la commission de moralité sportive pour avoir exhibé les leurs.

En 2019, un responsable de la police de Téhéran a prévenu que la présence de "tatouages visibles et non conventionnels" pouvait entraîner un "examen psychologique" pour les candidats à l'obtention ou au renouvellement du permis de conduire.

Quelques années plus tôt, en 2016, les autorités avaient arrêté un "gang de tatoueurs" accusés d'avoir peint des "symboles sataniques et obscènes", selon l'agence de presse Tasnim.

Même si la tolérance s'est depuis accrue, Benyamin, propriétaire d'un café et âgé de 27 ans, reconnaît être considéré par certaines personnes comme "un criminel" en raison de ses tatouages très visibles aux bras et au cou.

Ils "ne sont pas vus comme un crime en soi, mais vous serez stigmatisé si quelque chose arrive", témoigne-t-il.

- "N'aie peur de rien" -

Pour les femmes, le défi est encore plus élevé alors qu'elles sont tenues par la loi islamique de respecter un code vestimentaire strict, notamment en se couvrant la tête et le cou. Dans ce contexte, certaines

considèrent le tatouage comme un acte de défi. Des studios de Téhéran acceptent de fixer sur la peau le slogan "Femme, vie, liberté" du mouvement de contestation qui avait secoué le pays fin 2022 après la mort de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans arrêtée pour non-respect du code vestimentaire.

Pour d'autres, le tatouage est avant tout une façon un moyen d'exprimer sa personnalité ou ses pensées, à l'instar de Sahar, une infirmière de 26 ans, dont le bras arbore le message "N'aie peur de rien".

Elle sait que ces marques peuvent "causer des problèmes, surtout si vous souhaitez travailler dans une administration".

Malgré ces difficultés, Kobo, une des élèves du studio de Sean, est déterminée à pratiquer son art. "Aujourd'hui, les gens sont généralement plus ouverts", se félicite-t-elle, en retouchant un modèle de poisson Koi gravé sur une toile de silicone. "J'espère que, comme tatoueuse, je pourrai travailler sans restrictions".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 décembre 2023

Turquie: l'opposition se divise en vue des municipales du mois de mars

Istanbul, 4 déc 2023 (AFP) —

Le principal parti d'opposition turc CHP a perdu lundi un allié crucial dans sa tentative de former un front uni contre la co-

alition au pouvoir du président Recep Tayyip Erdogan pour les élections municipales prévues en mars, dont les enjeux sont considérables.

Plusieurs joueurs de football célèbres ont également été

L'opposition laïque avait uni ses forces lors des élections historiques de 2019 qui ont vu l'AKP, le parti islamo-conservateur au pouvoir, perdre les mairies d'Istanbul et d'Ankara

pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir de M. Erdogan.

Mais ses efforts de faire de même lors de l'élection prési-

dentielle de mai dernier ont échoué, et se sont soldés par d'âpres querelles intestines.

Le principal parti d'opposition, le CHP, a évincé Kemal Kilicdaroglu, le challenger du président Erdogan, de son poste de chef et a choisi pour le remplacer Ozgur Ozel, un politicien relativement peu expérimenté.

Le parti de droite Iyi s'est retiré de l'alliance et a fait porter sur le CHP la responsabilité des mauvais résultats de l'opposition dans la partie parlementaire du scrutin de mai.

Le principal parti pro-kurde a changé de nom et annoncé son intention de présenter ses propres candidats en mars, ce qui pourrait favoriser les alliés d'Erdogan dans les villes ethniquement mixtes telles qu'Istanbul, qui compte une impor-

tante communauté turque.

Ces dernières semaines, M. Ozel, du CHP, a tenté de rallier le parti Iyi à sa cause. Mais ce dernier a annoncé, à l'issue de son conseil d'administration lundi, qu'il présenterait également ses propres candidats en mars.

- Meilleur candidat de l'opposition -

Le président Erdogan a fait de la reconquête d'Istanbul, sa ville natale qu'il a dirigée en tant que maire dans les années 1990, sa principale mission après avoir été réélu pour un dernier mandat de cinq ans.

La capitale économique de la Turquie et ancien siège du pouvoir est désormais dirigée par le populaire et ambitieux Ekrem Imamoglu, du CHP.

Cet homme de 52 ans est considéré comme le meilleur candidat de l'opposition pour tenter de ravir la présidence à l'AKP de M. Erdogan en 2028.

M. Imamoglu ne s'est pas présenté à l'élection présidentielle de mai parce qu'il avait été condamné pour une accusation de diffamation controversée que ses partisans considèrent comme une vendetta politique du président Erdogan après sa défaite de 2019.

Le maire d'Istanbul pourrait être contraint à la démission et à une sortie de la vie politique pendant quelques années si sa condamnation est confirmée en appel.

M. Imamoglu a gagné en 2019 grâce au soutien du parti Iyi et à celui, indirect, du parti pro-kurde, qui avait à l'époque dé-

cidé de ne pas présenter de candidats pour éviter de diviser le vote de l'opposition.

Mais les électeurs kurdes n'ont pas pardonné la décision du CHP de se retourner contre eux entre le premier et le second tour du scrutin présidentiel de mai dernier.

Le parti pro-kurde HEDEP (nouveau nom du HDP) doit prendre dans les semaines à venir sa décision sur sa participation aux municipales du mois de mars. Mais la porte-parole du HEDEP Aysegul Dogan a précisé lundi que son parti avait déjà commencé à sélectionner ses candidats.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

06 décembre 2023

Viols et violences sexuelles, "armes" de l'Iran contre la contestation (Amnesty)

Paris, 6 déc 2023 (AFP) —

Des viols dans des prisons, véhicules, immeubles vides, commis sur des hommes, femmes, enfants, par un ou plusieurs agresseurs : les forces de sécurité iraniennes ont employé la violence sexuelle comme "arme" pour "écraser" les manifestants du mouvement "Femme, vie, liberté", accuse Amnesty international mercredi.

L'ONG de défense des droits humains affirme avoir documenté les "terribles épreuves" que 45 victimes - 26 hommes, douze femmes et sept mineurs - ont dû affronter après leur arrestation "arbitraire" lors de la contestation secouant l'Iran depuis l'automne 2022.

"Des agents des services de renseignement et de sécurité iraniens ont utilisé le viol et d'autres formes de violences sexuelles afin de torturer et de

punir des manifestants, notamment des enfants ayant à peine douze ans, et de leur infliger des dommages physiques et psychologiques durables", affirme sa secrétaire générale Agnès Callamard.

Les témoignages "bouleversants" révèlent "des pratiques consistant à utiliser la violence sexuelle comme une arme clef dans l'arsenal des autorités iraniennes afin de réprimer les manifestations et l'opposition, dans le but de s'accrocher au pouvoir coûte que coûte", poursuit-elle dans un rapport fouillé de 120 pages.

Amnesty indique avoir transmis ses conclusions aux autorités iraniennes le 24 novembre, mais n'avoir reçu "aucune réponse à ce jour".

"Ils ont commencé par arracher mes vêtements, et quand je les ai suppliés de s'arrêter, il

m'ont frappée très fort à la bouche, qui s'est remplie de sang. Ils étaient trois, dont mon interrogateur. Ils m'ont brutalement violée", utilisant notamment "une bouteille", et "après cela, j'ai perdu connaissance", raconte à l'ONG Maryam, qui dit avoir été victime de membres des Gardiens de la révolution.

Des violences subies selon Maryam parce que ses amies et elle avaient "enlevé (leur) voile" lors des manifestations ayant éclaté en Iran après septembre 2022, quand une jeune Kurde iranienne, Mahsa Amini, est morte après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour non respect du strict code vestimentaire islamique.

"J'ai rencontré deux autres femmes dans ma cellule. Elles avaient aussi été violées (...) et elles souffraient", poursuit Maryam.

- 'Plaintes retirées' -

Sur les 45 victimes répertoriées par Amnesty international, seize ont subi des viols: six femmes, sept hommes, une jeune fille de 14 ans et deux garçons de 16 et 17 ans.

Quatre femmes - dont Maryam - et deux hommes "ont subi des viols collectifs perpétrés par un nombre d'agents masculins ayant pu aller jusqu'à dix", s'indigne Amnesty, qui a interrogé à distance ces personnes, issues de plus de la moitié des provinces iraniennes, leurs proches ou d'autres témoins.

Farzad a déclaré à l'ONG avoir subi un viol collectif dans un fourgon appartenant aux forces spéciales de la police, plusieurs "agents en civil" l'ayant d'abord "torturé", lui cassant "le nez et des dents". Puis "ils ont baissé mon pantalon et m'ont violée

(...) J'ai beaucoup vomi et je saignais du rectum."

Les 29 autres victimes recensées par Amnesty ont subi d'autres formes de violence sexuelle par des agents de l'Etat qui "systématiquement" les "empoignaient, palpaient, frappaient (leurs) seins, (leurs) parties génitales et (leurs) fesses", ou leur donnaient "des coups de poing et de pied dans ces zones", "imposant" encore "la nudité, parfois devant des

caméras vidéo" ou "insérant des aiguilles" dans les testicules des hommes.

L'écrasante majorité des victimes a déclaré à Amnesty International n'avoir "pas porté plainte après leur libération par crainte de subir d'autres préjudices".

Sur trois d'entre elles l'ayant fait, "deux ont été contraintes de la retirer après que les forces de sécurité ont menacé de les

enlever et/ou de les tuer, elles ou leurs proches", souligne Amnesty, qui dénonce "l'impunité" des forces de sécurité.

"Femme, vie, liberté" a été réprimé dans le sang, faisant des centaines de morts et des milliers d'arrestations, selon des ONG. Les manifestations sont désormais plus rares en Iran.

D'après Amnesty international, cinq protestataires ayant "subi des viols ou d'autres formes

de violences sexuelles" ont été condamnés à mort, après des confessions "arrachées sous la torture". L'un d'entre eux, Javad Rouhi, y est mort fin août "dans des conditions suspectes". Un autre, Majid Kazemi, a été exécuté en mai.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 décembre 2023

Adhésion de la Suède à l'Otan: Erdogan conditionne la ratification à la vente des F-16 par les Etats-Unis

Ankara, 8 déc 2023 (AFP) —

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a conditionné vendredi la ratification par la Turquie de l'adhésion de la Suède à l'Otan à une approbation "simultanée" par le Congrès américain de la vente d'avions F-16 à la Turquie.

"Le Canada ne fait que parler de la Suède à propos des caméras que nous voulons acheter pour nos drones. Les Etats-Unis disent la même chose. Vous dites que vous prendrez des mesures sur la question des F-16 après son adoption par le Congrès. (...) Faites simultanément et de manière solidaire ce qui vous incombe et notre Parlement prendra la dé-

cision nécessaire", a affirmé le chef de l'Etat turc.

Le Parlement turc avait entamé mi-novembre l'examen du protocole d'adhésion de la Suède à l'Otan en suspens depuis mai 2022, mais les discussions ont par la suite été reportées.

La Turquie avait déjà joué la carte de la Suède pour tenter d'obtenir un feu vert des Etats-Unis à la vente d'avions F-16, dont elle a besoin pour moderniser sa force aérienne.

Le gouvernement américain n'est pas hostile à cette vente mais le Congrès l'a bloquée jusqu'ici pour des raisons politiques comme les violations des droits de l'homme en Tur-

quie ou les tensions avec la Grèce.

La colère d'Ankara envers Washington à propos de son soutien envers Israël dans sa guerre contre le Hamas a compliqué davantage la situation.

La Suède a affirmé fin novembre avoir reçu l'assurance que la Turquie ratifierait l'adhésion "dans quelques semaines".

Mais la commission des affaires étrangères du Parlement turc n'a pas pour l'instant fixé de nouvelle date pour la reprise de l'examen du protocole d'adhésion.

Après dix-sept mois de blocage,

le président Recep Tayyip Erdogan avait transmis fin octobre aux députés turcs le protocole d'adhésion de l'Etat scandinave.

La Turquie, avec la Hongrie, sont les derniers des 31 membres de l'Alliance atlantique à bloquer l'entrée de la Suède, après avoir validé en mars celle de la Finlande, sa voisine.

M. Erdogan avait levé son veto en juillet après des mois de pression sur les dirigeants suédois dont il dénonçait la mansuétude envers certains réfugiés turcs et kurdes, accusés de "terrorisme" par Ankara.

8 décembre 2023

Kurdistan d'Irak: un incendie dans des logements universitaires fait 14 morts

Erbil (Irak), 8 déc 2023 (AFP) — Au moins 14 personnes ont péri vendredi au Kurdistan autonome d'Irak dans un incendie qui s'est déclaré dans un immeuble abritant des logements universitaires réservés aux étudiants et aux professeurs, ont rapporté les autorités sanitaires locales.

La télévision locale kurde Rudaw a diffusé des images montrant les pompiers s'activant devant un immeuble à la façade noircie à Soran, ville du nord de l'Irak située non loin des frontières avec la Turquie et l'Iran.

Selon des "informations préli-

minaires", l'incendie aurait été provoqué par un "court-circuit électrique", précise la chaîne sur son site Internet.

"Un incendie s'est déclaré dans un immeuble utilisé pour l'hébergement des étudiants et des professeurs de l'Université de Soran", selon les autorités sanitaires locales, citées par l'agence de presse étatique INA.

Au moins "14 personnes ont péri et 18 autres ont été blessées", d'après la même source.

L'incendie, qui s'est déclaré au troisième et quatrième étages du bâtiment, "a été maîtrisé",

selon la défense civile locale, citée par INA.

Le Premier ministre de la région autonome Masrour Barzani a réclamé une enquête pour déterminer les causes du drame.

L'Irak est régulièrement le théâtre d'incendies ou d'accidents domestiques mortels, bien souvent à cause du manque de respect des normes de sécurité, notamment dans les secteurs de la construction et du transport.

Malgré d'immenses richesses en hydrocarbures, le pays souffre d'infrastructures en déliquescence, ravagées par des

décennies de conflits et de mauvaise gestion publique teintée de corruption.

En septembre, une centaine de personnes ont péri dans un incendie qui s'est déclaré lors d'un mariage dans une salle des fêtes de Qaraqosh, dans le nord de l'Irak.

Outre un nombre insuffisant d'issues de secours, les autorités avaient dénoncé le recours dans la construction du bâtiment à des panneaux en préfabriqué "hautement inflammables et contrevenant aux normes de sécurité"

8 décembre 2023

Lutte antiterroriste: 2 dirigeants du Hamas ajoutés à une liste noire de l'UE

Bruxelles, 8 déc 2023 (AFP) — Deux hauts responsables de la branche militaire du mouvement islamiste palestinien Hamas ont été ajoutés à une liste noire de l'Union européenne sanctionnant les personnes ou organisations impliquées dans des actes terroristes, a annoncé vendredi le Conseil de l'UE.

Il s'agit de Mohammed Deif et Marwan Issa, tous deux originaires de Gaza.

Les sanctions consistent en un

gel des fonds et avoirs financiers qu'ils détiendraient dans l'UE et une interdiction faite à tout opérateur européen de les financer, a précisé le Conseil dans un communiqué.

Cette décision des Vingt-Sept s'inscrit dans le cadre de la réponse de l'UE "à la menace que constituent le Hamas et ses attaques terroristes brutales et aveugles perpétrées en Israël le 7 octobre 2023", est-il souligné.

Mohammed Deif est présenté

comme le commandant général de la branche militaire du Hamas, et Marwan Issa son adjoint. Les deux hommes sont âgés de 58 ans.

Ils rejoignent une liste que l'UE a commencé à constituer en 2001 après les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, et qui fait l'objet d'une actualisation régulière.

Le Hamas en tant qu'organisation en fait déjà partie. Le mouvement islamiste palestinien est considéré comme un

groupe terroriste par l'UE mais aussi par de nombreux pays dont les Etats-Unis, le Canada ou Israël.

La liste de l'UE contient une quinzaine de noms de personnalités et 21 groupes ou entités dont par exemple le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la Direction de la sécurité intérieure du ministère iranien du renseignement et de la sécurité ou encore la rébellion séparatiste des Tigres tamouls (LTTE).

8 décembre 2023

Salves de roquettes contre l'ambassade américaine à Bagdad

Bagdad, 8 déc 2023 (AFP) — Des salves de roquettes ont été tirées vendredi à l'aube contre l'ambassade américaine dans la capitale irakienne Bagdad sans faire de blessés, illustrant le risque d'escalade régionale après deux mois de guerre entre Israël et le Hamas palestinien.

L'attaque, qui n'a pas été revendiquée dans l'immédiat, est la première rapportée contre l'ambassade depuis que des groupes armés pro-Iran ont lancé à la mi-octobre des frappes similaires contre les soldats américains ou les forces de la coalition internationale antijihadiste, en Irak ou en Syrie voisine.

Vendredi encore, cinq nouvelles attaques ont ciblé des troupes américaines et de la coalition. Des frappes de drones ou des tirs de roquettes ont été menés à deux reprises contre la base d'Aïn al-Assad, dans l'ouest de l'Irak, et contre trois bases en Syrie, selon un responsable militaire américain s'exprimant sous anonymat. "Pas de victimes et pas de dégâts", a-t-il précisé.

A l'aube, dans l'ultrasécurisée Zone verte de Bagdad, l'ambassade américaine avait été "attaquée par deux salves de roquettes", selon un porte-parole de l'ambassade, qui précisait qu'aucune victime n'avait été signalée.

Dans son communiqué envoyé à l'AFP, le porte-parole a estimé que l'attaque portait la marque "des milices alignées sur l'Iran, qui opèrent librement en Irak". "Nous nous réservons le droit d'auto-défense et de protéger notre personnel n'importe où dans le monde", a-t-il rappelé.

Les factions pro-Iran sont ulcérées par le soutien apporté par Washington à Israël dans sa guerre contre le Hamas dans la bande de Gaza, déclenchée le 7 octobre par une attaque meurtrière sans précédent du mouvement islamiste sur le sol israélien.

- "Protéger les missions diplomatiques" -

En représailles des attaques des groupes pro-Iran, le Pentagone a effectué plusieurs frappes contre des combattants en Irak, mais aussi en Syrie contre des sites liés à l'Iran.

Vendredi, le Premier ministre irakien Mohamed Chia al-Soudani a appelé les forces de l'ordre à retrouver les auteurs des tirs de roquettes contre l'ambassade américaine.

"Nos forces de sécurité et les agences gouvernementales (...) continueront à protéger les missions diplomatiques", a-t-il promis.

Porté au pouvoir par une majorité parlementaire pro-Iran, le

gouvernement Soudani est contraint de se livrer à un délicat exercice d'équilibriste pour préserver les liens stratégiques unissant son pays à Washington.

Vendredi soir, le Cadre de coordination, la coalition majoritaire au Parlement, rassemblant partis pro-Iran et poids lourds du Hachd al-Chaab, les anciens paramilitaires intégrés aux forces régulières, a dénoncé l'attaque contre l'ambassade.

La coalition dit elle vouloir "préserver la sécurité des missions diplomatiques", et rejeter "toute attaque terroriste visant la sécurité et la souveraineté du pays".

Plus tôt, le responsable militaire américain avait lui aussi confirmé des tirs de roquettes contre les forces américaines et de la coalition à proximité de la base Union III dans la Zone verte, secteur abritant institutions gouvernementales et ambassades.

Au total, Washington a recensé au moins 84 attaques en Irak et en Syrie, menées contre ses troupes depuis le 17 octobre, dix jours après le début de la guerre entre Israël et Hamas, selon un bilan actualisé fourni par ce responsable.

- "Stabilité chèrement acquise" -

La mission de l'ONU en Irak a condamné l'attaque contre la

représentation américaine.

"L'Irak ne peut pas se permettre de se laisser entraîner dans un conflit plus large, qui menacerait une stabilité chèrement acquise", selon un communiqué.

Vendredi soir à Erbil, capitale du Kurdistan autonome, un "drone explosif" a aussi heurté un "bâtiment civil" sans faire de blessés, selon les services antiterroristes de la région, qui ne donnent pas plus de détails.

La plupart des attaques de ces dernières semaines ont été revendiquées par la "Résistance islamique en Irak", nébuleuse formée par des combattants enrôlés dans des groupes affiliés au Hachd.

Washington a déjà bombardé ces combattants à trois reprises en Irak, notamment le 3 décembre dans la province de Kirkouk (nord).

La coalition antijihadiste avait alors dit avoir tué dans un bombardement "cinq combattants qui s'apprêtaient à lancer un drone d'attaque".

La veille de la frappe de Kirkouk, lors d'un appel avec le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken, le Premier ministre irakien avait insisté sur "le refus de l'Irak de toute attaque visant le territoire irakien"

9 décembre 2023

Narges Mohammadi en grève de la faim lors de la remise de son Nobel de la paix

Oslo, 9 déc 2023 (AFP) — La militante iranienne Narges Mohammadi, emprisonnée dans son pays, va observer une nouvelle grève de la faim dimanche, journée hautement symbolique au cours de laquelle son prix Nobel de la paix sera remis, en son absence, à ses enfants à Oslo.

Farouche adversaire du port obligatoire du hijab pour les femmes et de la peine de mort en Iran, Mme Mohammadi va cesser de s'alimenter "en solidarité avec la minorité religieuse" Bahaïe, ont indiqué son frère et son époux lors d'une conférence de presse dans la capitale norvégienne samedi à la veille de la cérémonie Nobel.

"Elle n'est pas ici avec nous aujourd'hui, elle est en prison et elle sera en grève de la faim en solidarité avec une minorité religieuse", a déclaré son frère cadet, Hamidreza Mohammadi, dans une brève déclaration liminaire.

L'époux de la militante de 51 ans, Taghi Rahmani, a ensuite précisé que ce geste de solidarité visait la minorité Bahaïe, dont deux figures dirigeantes emprisonnées, Mahvash Sabet et Fariba Kamalabadi, ont elles

aussi entamé une grève de la faim.

"Elle a dit +je vais commencer ma grève de la faim le jour où le prix m'est accordé et peut-être que le monde en entendra plus parler", a-t-il expliqué lors de la conférence de presse.

Plus importante minorité religieuse en Iran, la communauté Bahaïe y est la cible de discriminations dans de nombreux pans de la société, estiment ses représentants.

De santé fragile, Mme Mohammadi avait déjà observé une grève de la faim de quelques jours début novembre pour obtenir le droit d'être transférée à l'hôpital sans se couvrir la tête.

- "Toujours dans mon coeur" -

Récompensée par le Nobel en octobre pour "son combat contre l'oppression des femmes en Iran et sa lutte pour la promotion des droits humains et la liberté pour tous", la militante a été maintes fois arrêtée et condamnée ces dernières décennies.

Elle est un des principaux visages du soulèvement "Femme, Vie, Liberté" en Iran.

Le mouvement, qui a vu des femmes tomber le voile, se couper les cheveux et manifester dans la rue, a été déclenché par la mort l'an dernier d'une jeune Kurde iranienne de 22 ans, Mahsa Amini, après son arrestation à Téhéran pour non-respect du strict code vestimentaire islamique.

La contestation a été sévèrement réprimée.

Les parents et le frère de Mahsa Amini qui devaient recevoir, dimanche lors d'une cérémonie parallèle en France, le prix Sakharov décerné à la jeune femme à titre posthume, ont été interdits de quitter le territoire iranien, a annoncé samedi à l'AFP leur avocate en France.

Détenue depuis 2021 à la prison d'Evin de Téhéran, Mme Mohammadi sera, elle, représentée à la cérémonie d'Oslo par ses enfants jumeaux de 17 ans, Ali et Kiana, exilés en France depuis 2015 et qui n'ont plus vu leur mère depuis près de neuf ans.

Tous deux ignorent s'ils la reverront en vie: le garçon y croit, pas sa soeur.

"La cause 'Femme, Vie, Liberté', la liberté en général et la dé-

mocratie valent la peine qu'on se sacrifie pour elles et qu'on donne sa vie pour elles parce qu'au final ces trois choses n'ont pas de prix", a estimé Kiana lors de la conférence de presse.

"Pour ce qui est de la revoir en vie un jour, personnellement, je suis assez pessimiste", a-t-elle confié. "Peut-être que je la verrai dans 30 ou 40 ans mais sinon, je ne pense pas la revoir un jour mais ce n'est pas grave car ma mère restera toujours avec moi dans mon coeur et avec ma famille".

Ali, lui, s'est au contraire dit "très, très optimiste" même si cela ne se produira sans doute "pas dans deux, cinq ou dix ans".

"Je crois à notre victoire", a-t-il affirmé, avant de citer une nouvelle fois sa mère: "la victoire n'est pas facile mais elle est certaine".

Dimanche, lors de la cérémonie de remise du Nobel, en présence notamment de la famille royale norvégienne, les jumeaux liront un discours que leur mère a réussi à transmettre à sa famille depuis sa prison.

9 décembre 2023

La famille de l'Iranienne Mahsa Amini empêchée de se rendre en France pour le prix Sakharov (avocate en France)

Paris, 9 déc 2023 (AFP) — Les parents et le frère de Mahsa Amini, jeune Kurde iranienne décédée l'an dernier, qui devaient recevoir le prix Sakharov décerné à la

jeune victime à titre posthume, ont été interdits de quitter le territoire iranien, a annoncé samedi à l'AFP leur avocate en France.

Ils "ont été interdits de monter à bord du vol qui devait les conduire en France pour la remise du prix Sakharov et de quitter le territoire hier à minuit alors qu'ils étaient munis d'un

visa", a indiqué Me Chirinne Ardakani. "Leurs passeports ont été confisqués", a-t-elle ajouté.

Le prix Sakharov, plus haute

distinction de l'UE pour les droits humains, avait été décerné en octobre dernier par le Parlement européen à Mahsa Amini et au mouvement "Femme Vie Liberté" réprimé dans le sang par le pouvoir en Iran.

La mort de Mahsa Amini le 16 septembre 2022, à l'âge de 22

ans, trois jours après son interpellation par la police pour un voile mal ajusté, avait entraîné des mois de manifestations de grande ampleur contre les dirigeants politiques et religieux iraniens, dont la répression a provoqué des centaines de morts et des milliers d'arrestations.

"Alors que le Nobel se tient au même moment, les autorités iraniennes n'ont jamais été aussi mobilisées pour éviter que les familles des victimes prennent la parole auprès de la communauté internationale", a estimé Me Ardakani.

"Le meurtre brutal de Dina Mahsa Amini a marqué un tour-

nant", avait souligné la présidente du Parlement, Robert Metso, lors de l'annonce du prix.

"Le slogan +Femme Vie Liberté+ est devenu un cri de ralliement pour tous ceux qui défendent l'égalité, la dignité et la liberté en Iran", avait-elle ajouté.

9 décembre 2023

Début du procès en Iran d'un diplomate européen de nationalité suédoise, selon Stockholm

Stockholm, 9 déc 2023 (AFP) — Le procès du Suédois Johan Floderus, diplomate de l'Union européenne détenu en Iran depuis plus de 600 jours, a commencé à Téhéran, a annoncé samedi le ministre suédois des Affaires étrangères.

"J'ai été informé aujourd'hui que le procès de Johan Floderus avait débuté à Téhéran", a indiqué le ministre des Affaires étrangères Tobias Billstrom dans une déclaration écrite à l'AFP.

Johan Floderus, 33 ans, a été arrêté le 17 avril 2022 à l'aéroport de Téhéran, alors qu'il s'apprêtait à rentrer chez lui après un voyage en compagnie d'amis.

Ce Suédois, qui travaille pour

le service diplomatique de l'Union européenne, est depuis détenu à la prison d'Evin à Téhéran, où sont incarcérés de nombreux opposants au régime iranien.

M. Billstrom a estimé que la détention de M. Floderus était "arbitraire".

"Il n'y a aucun fondement pour maintenir Johan Floderus en détention, encore moins pour le traduire en justice", a poursuivi le ministre, soulignant que la Suède et l'UE l'ont "très clairement" dit aux représentants de l'Iran.

En septembre, les autorités judiciaires iraniennes avaient affirmé que Johan Floderus avait "commis des crimes" en Iran et qu'une enquête avait été menée.

Un responsable européen avait déclaré à l'AFP en septembre sous le couvert de l'anonymat que l'Iran n'avait jamais fourni de "réponse claire" sur les raisons de l'arrestation et de la détention de M. Floderus.

L'Iran a depuis longtemps pratiqué une politique de marchandage qui consiste à arrêter des ressortissants étrangers utilisés comme monnaie d'échange pour obtenir la libération d'Iraniens détenus à l'étranger ou des avoirs iraniens gelés.

Un Iranien a été condamné en Suède à la prison à perpétuité pour son rôle dans des exécutions de masse de milliers d'opposants par le régime iranien en 1988.

Les relations entre l'UE et l'Iran sont tendues également en rai-

son des fournitures d'armements iraniens à la Russie et la répression des manifestations de protestation en Iran à la suite de la mort de Mahsa Amini. La jeune Kurde iranienne était morte le 16 septembre 2022 en détention après son arrestation par la police religieuse qui l'accusait d'avoir enfreint le code vestimentaire islamique.

Les Vingt-Sept ont imposé des interdictions de visas et des gels d'avoirs à plus de 170 citoyens, entreprises et agences iraniens, depuis le début de la répression.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

11 décembre 2023

Appel à l'Iran pour laisser la famille de Mahsa Amini venir recevoir le prix Sakharov

Strasbourg, 11 déc 2023 (AFP) — Plus d'une centaine d'eurodéputés ont appelé Téhéran à laisser la famille de l'Iranienne Mahsa Amini venir en France pour recevoir le prix Sakharov pour les droits

humains, décerné à la jeune fille à titre posthume, dans une lettre ouverte diffusée lundi.

Ce prix a été décerné en octobre à cette jeune Kurde ira-

nienne de 22 ans décédée l'an passé trois jours après avoir été arrêtée par la police pour non respect du strict code vestimentaire imposé aux femmes, ainsi qu'au mouvement "Femme Vie Liberté" réprimé dans le

sang par le pouvoir en Iran.

Plus haute distinction de l'UE pour les droits humains, il doit être remis mardi au Parlement européen, à Strasbourg. Mais les parents et le frère de Mahsa

Amini se sont vus interdire de quitter le territoire iranien pour venir participer à cette cérémonie, avait annoncé samedi à l'AFP leur avocate en France, Me Chirinne Ardakani.

"Cette restriction vise à réduire au silence la famille de Jina Mahsa Amini, en l'empêchant de dénoncer la répression scandaleuse des droits des femmes, des droits humains et des libertés fondamentales par la République islamique en Iran", s'insurgent dans cette lettre ouverte les 118 eurodéputés signataires, parmi

lesquels figurent Raphaël Glucksmann (S&D), Frédérique Ries (Renew) et David Lega (PPE).

"Cela fait écho au refus des autorités iraniennes de laisser Narges Mohammadi, lauréate du prix Nobel de la paix 2023, se rendre à Oslo pour recevoir son prix", soulignent-ils. Farouche adversaire du port obligatoire du hijab pour les femmes et de la peine de mort en Iran, Mme Mohammadi est détenue depuis 2021 dans la prison d'Evin de Téhéran et n'a pu recevoir en personne la presti-

gieuse récompense remise dimanche.

"Nous ne pouvons pas tolérer cela, la vérité ne doit pas être réduite au silence et le visage de cet incroyable mouvement de libération doit être montré à l'Europe et au monde", affirment les eurodéputés.

Ils appellent les autorités iraniennes à "revenir sur cette décision et à autoriser la mère, le père et le frère de Jina Mahsa Amini à se rendre mardi au

Parlement européen à Strasbourg".

La présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, avait de son côté appelé "le régime iranien à revenir sur sa décision", dans un message posté sur le réseau social X.

"Leur place mardi prochain est (au Parlement européen) à Strasbourg pour recevoir le Prix Sakharov, avec les courageuses femmes d'Iran", avait-elle ajouté, soulignant que "la vérité ne peut pas être passée sous silence

11 décembre 2023

Quatre ans de prison requis contre un ex-fonctionnaire pour aide au séjour irrégulier

Marseille, 11 déc 2023 (AFP) — Quatre ans d'emprisonnement avec mandat de dépôt et une amende de 20.000 euros ont été requis lundi à Marseille contre un ex-agent administratif du service des étrangers de la préfecture des Bouches-du-Rhône qui "arrangeait la situation" de demandeurs d'asile, principalement turcs.

Contre une collègue de son service du guichet unique de l'asile, qui a reconnu trois interventions, l'accusation a réclamé deux ans d'emprisonnement, dont huit mois avec sursis, la partie ferme étant à exécuter à domicile sous surveillance électronique, ainsi qu'une amende de 5.000 euros. Contre ces deux anciens fonctionnaires, aujourd'hui radiés, le procureur a aussi réclamé une interdiction définitive d'exercer toute fonction publique.

Jugé depuis mercredi aux côtés de huit intermédiaires et d'un bénéficiaire, pour corruption et aide au séjour irrégulier, Abdalla Ibrahim, Franco-Syrien de 55 ans, a reconnu lors des débats avoir reçu 9.000 euros et bénéficié de travaux gratuits à son domicile pour éviter à certains demandeurs d'asile le couperet du "règlement Dublin" qui renvoie l'analyse d'une demande d'asile au premier pays européen d'entrée.

Abdalla Ibrahim, qui serait intervenu sur 45 situations à minima, selon le parquet, offrait au demandeur la possibilité d'un examen de son dossier par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, avec la délivrance d'une autorisation provisoire de séjour régulier. Le dossier "arrangé" se monnayait autour de 1.000 euros par demandeur.

Le prévenu entretenait des

liens étroits avec Filis Tunuc, présidente de l'association "La Maison du peuple kurde" à Marseille. Les enquêteurs ont relevé 432 contacts téléphoniques entre eux, ce qui traduit, selon le procureur, "une volonté d'assurer une filière qui lui serait réservée".

Contre cette femme, une peine de deux ans d'emprisonnement, dont un an avec sursis probatoire, a été requise, ainsi que la révocation totale du sursis de sa condamnation à trois ans de prison de janvier 2015 par la cour d'appel de Paris pour association de malfaiteurs terroriste visant au financement du PKK. Soit au total quatre ans d'emprisonnement pour Mme Tunuc, contre qui le magistrat a demandé un mandat de dépôt et une amende de 15.000 euros.

Les peines requises contre les autres prévenus s'échelonnent

d'un an d'emprisonnement avec sursis à 18 mois dont un an ferme, à purger sous bracelet électronique.

Dans son réquisitoire, le procureur a souligné le défaut de contrôle de l'administration, dont les chefs de service étaient débordés. Il suffisait ainsi au fonctionnaire préparant les dossiers +d'oublier+ de vérifier les fichiers européens Visabio ou Eurodac qui recensent respectivement les visas déjà décernés par un autre pays ou les empreintes digitales d'un demandeur déjà contrôlé.

Le jugement sera rendu le 12 février.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

14 décembre 2023

Irak: des élections provinciales pour consolider le pouvoir d'un cran

Bagdad, 14 déc 2023 (AFP) — Les Irakiens éliront le 18 décembre leurs conseils provinciaux, premier scrutin du genre en une décennie. Dans un pays riche en pétrole et miné par la corruption, ces élections devraient permettre de consolider les partis au pouvoir et les groupes pro-Iran, estiment des experts.

A Bagdad et dans les autres villes, pancartes et banderoles des candidats ont envahi les rues --parfois arrachées par des passants, tant la désillusion est grande.

Mastodonte de la scène politique, le Courant du leader religieux chiite Moqtada Sadr boycotte le scrutin, laissant les coudées franches à ses rivaux du "Cadre de coordination".

Cette coalition alignée sur Téhéran domine déjà le Parlement. Elle réunit des partis islamistes chiites et les factions du Hachd al-Chaabi --anciens paramilitaires intégrés aux forces régulières.

Elus tous les quatre ans, les conseils provinciaux "représentent un butin pour de nombreuses factions politiques cherchant à s'enraciner profondément dans le système, dans les administrations locales, et exploiter les capacités de l'Etat à leur profit", résume Ali Al-Baidar, politologue.

Ces instances "peuvent être un marchepied vers le Parlement", dit-il à l'AFP, en référé-

rence aux législatives prévues en 2025.

Instaurés après l'invasion américaine et la chute de Saddam Hussein en 2003, les conseils municipaux jouissent d'importantes prérogatives: élection du gouverneur, allocations des budgets de la santé, des transports ou de l'éducation.

Leurs détracteurs voient dans ces institutions des nids à corruption favorisant le clientélisme.

Pour apaiser les manifestants lors d'un vaste soulèvement contre le pouvoir fin 2019, le Parlement acceptait la dissolution des conseils provinciaux. Mais le gouvernement de l'actuel Premier ministre Mohamed Chia al-Soudani a acté leur rétablissement.

- "Projets locaux" -

"Les conseils provinciaux sont très importants pour fournir des services publics aux citoyens", estimait récemment Hadi al-Ameri, haut commandant du Hachd qui dirige l'influente organisation Badr.

Député issu de la même majorité, Bahaa al-Nouri souligne à l'AFP le rôle de supervision de ces conseils qui "suivent le travail des gouverneurs, décident des projets locaux, et demandent des comptes aux directeurs des administrations."

Le scrutin sera le premier du genre depuis 2013. Dans le pays de 43 millions d'habitants,

les élections concernent 15 des 18 provinces de l'Irak fédéral. Les trois provinces du Kurdistan autonome (nord) ne votent pas.

Près de 17 millions d'électeurs sont appelés aux urnes dans 7.166 bureaux de vote. Ils devront départager 6.000 candidats se disputant 285 sièges dans les provinces concernées. Si le conseil provincial de Bagdad compte 49 élus, celui de Bassora (sud) en compte 22.

Parmi les candidats, 1.600 femmes --un quota de 25% leur étant réservé. Dans un Irak multiconfessionnel et multiethnique, 10 sièges iront aux minorités --chrétienne, yazidie ou sabéenne.

"On peut s'attendre à ce que les plus grands partis et coalitions conservent la main-haute", estime le politologue Sajad Jiyad, sur le site Internet du think-tank IRIS, de l'Université américaine d'Irak-Souleimaniyeh.

"Sur les quinze conseils provinciaux, les neuf provinces du sud et de Bagdad pourraient fort bien être dominées par les partis du Cadre de coordination ou leurs alliés", pronostique-t-il.

- "Voter? A quoi bon" -

Dans les provinces sunnites, le parti Taqadom pourrait voir sa performance pâlir, la justice ayant retiré à son chef Mohamed al-Halboussi son poste de

président du Parlement.

M. Jiyad n'exclut pas "des tensions ethno-confessionnelles" --citant notamment Kirkouk, province du nord riche en pétrole et son "histoire de tensions entre les communautés arabe, kurde et turkmène".

Il s'attend à une participation "proche de 25%" sur le total des électeurs en âge de voter.

"Voter? A quoi bon?", ironise Rachad, commerçant de 45 ans à Bagdad. "Les candidats sont issus des mêmes partis qui ont déjà gagné par le passé", justifie-t-il. "Tous cherchent leur intérêt personnel, ils ne se préoccupent pas des gens".

Parmi les petits partis d'opposition issus du soulèvement de 2019, certains vont boycotter, d'autres tentent l'aventure pour construire une base populaire.

"La classe politique arrivée après 2003 a échoué dans l'administration du pays", accuse Khaled Walid porte-parole du parti "Je descends prendre mon dû".

Toutefois il parie encore sur un changement. "Nous promettons au public d'exercer un véritable contrôle au sein des conseils, pour stopper le gaspillage des fonds publics".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 décembre 2023

Prix Sakharov: l'Iranienne Mahsa Amini, "symbole de liberté", honorée à titre posthume

Strasbourg, 12 déc 2023 (AFP) — Le Parlement européen a remis mardi le prix Sakharov à titre posthume à l'Iranienne Mahsa Amini -- dont le nom est devenu un "symbole de liberté" selon sa famille, tenue à l'écart de la cérémonie par Téhéran.

Plus haute distinction de l'Union européenne pour les droits humains, ce prix a été décerné à la jeune Kurde iranienne, décédée à l'âge de 22 ans le 16 septembre 2022, trois jours après avoir été arrêtée pour non-respect du strict code vestimentaire imposé aux femmes en Iran.

Sa mort a entraîné des mois de manifestations contre les dirigeants politiques et religieux iraniens, Mahsa Amini devenant le symbole de la lutte contre l'obligation du port du voile. La répression de ce mouvement a provoqué des centaines de morts et des milliers d'arrestations.

La famille de Mahsa Amini avait prévu d'assister à la remise du prix Sakharov au Parlement européen à Strasbourg, mais a été frappée au dernier moment par une interdiction de quitter le territoire iranien.

"J'aimerais pouvoir être présente dans votre honorable assemblée, pour représenter

toutes les femmes de mon pays et exprimer ma gratitude pour l'attribution du prix Sakharov" a écrit la mère de Mahsa Amini, Mojgan Eftekhari, dans un message lu par son avocat, Saleh Nikbakht, qui a reçu le prix Sakharov au nom de la famille.

"Malheureusement, cette opportunité nous a été refusée, en violation de toutes les normes juridiques et humaines", a-t-elle ajouté.

Evoquant sa fille, Mojgan Eftekhari l'a comparée à Jeanne d'Arc, soulignant que "sa vie a été injustement enlevée".

"Je crois fermement que son nom, au côté de celui de Jeanne d'Arc, restera un symbole de liberté", a-t-elle estimé.

Condamnant la décision du régime iranien d'empêcher les proches de Mahsa Amini de se rendre en France, la présidente du Parlement européen Roberta Metsola a déclaré que "la façon dont ils ont été traités est un nouvel exemple de ce à quoi le peuple iranien est confronté au quotidien".

"Le courage et la résilience des femmes iraniennes dans leur lutte pour la justice, la liberté et les droits humains ne seront pas stoppés. Leurs voix ne peuvent pas être réduites au silence", a martelé Mme Metsola.

- "Marre du régime iranien" -

Plus d'une centaine d'eurodéputés avaient signé une lettre ouverte pour dénoncer la décision des autorités iraniennes, qui vise à leurs yeux à "réduire au silence" la famille de Mahsa Amini "en l'empêchant de dénoncer la répression scandaleuse des droits des femmes, des droits humains et des libertés fondamentales par la République islamique en Iran".

Considérant qu'il n'y a "aucune base légale" justifiant cette mesure, l'avocat de la famille, Saleh Nikbakht, compte la contester une fois retourné à Téhéran... "S'ils m'en donnent le temps, car dès mon retour en Iran, je pourrais être arrêté et emprisonné", a-t-il dit à l'AFP. L'avocat a en effet été condamné en octobre dernier à un an de prison pour "propagande" contre l'Etat après s'être entretenu avec des médias sur l'affaire Mahsa Amini.

La remise du prix Sakharov est intervenue deux jours après celle du prix Nobel de la Paix à la militante Narges Mohammadi, qui n'a pu se rendre à Oslo recevoir cette récompense car elle est détenue depuis 2021 dans la prison d'Evin de Téhéran.

Mardi au Parlement de Strasbourg, deux militantes iraniennes ont représenté le

mouvement "Femme Vie Liberté", lui aussi récompensé par le prix Sakharov.

Il s'agit d'afsoon Najafi, dont la soeur Hadis a été tuée à 22 ans lors d'une manifestation en honneur de Mahsa Amini, en septembre 2022, et de Merse-deh Shahinkar, blessée à l'oeil lors d'une manifestation contre le régime iranien en octobre 2022.

Elles ont toutes les deux quitté l'Iran en 2023.

"Nous sommes ici au nom de toutes les femmes, nous en avons marre du régime iranien" a déclaré lors d'une conférence de presse Merse-deh Shahinkar, qui vit désormais en Allemagne.

Afsoon Najafi a appelé la communauté internationale à mettre davantage de pression sur le régime iranien.

Le Parlement européen a adopté plusieurs résolutions non contraignantes pour condamner la répression des manifestants par le régime iranien.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 décembre 2023

Irak: le Parlement reporte sine die l'élection de son président

Bagdad, 13 déc 2023 (AFP) — Le Parlement irakien a reporté sine die l'élection de son président prévue au départ ce mercredi, selon l'agence de presse officielle INA, les députés étant absorbés par les élections provinciales du 18 décembre.

A la mi-novembre, la Cour suprême, plus haute instance judiciaire d'Irak, avait mis fin au mandat du président du Parlement, l'influent politicien sunnite Mohamed al-Halboussi, après la plainte d'un député pour "falsification" de document.

Ces dernières semaines, les médias irakiens égrènent les noms de successeurs potentiels. Mais pour de nombreux observateurs, le Parlement ne pourra se pencher sur la désignation de son président qu'après les élections provinciales du 18 décembre.

Le Parlement a "décidé de reporter la séance jusqu'à nouvel ordre", a indiqué tard mardi l'agence INA, expliquant que "les conditions actuelles ne permettent pas la tenue d'une telle réunion mercredi, les députés étant absorbés par les élections des conseils provinciaux, et de nombreux blocs parlementaires ayant déjà (rapporté) l'absence de leurs députés".

Dans le pays majoritairement chiite, le Parlement de 329 députés est dominé par une coalition de partis chiites pro-iraniens.

La vie politique en Irak, pays multiethnique et multiconfessionnel, est régie par un partage du pouvoir entre les différentes communautés: le poste largement honorifique de président revient traditionnellement aux Kurdes, celui de Premier ministre aux chiïtes, tandis que la communauté sunnite est re-

présentée par le président du Parlement.

Les élections et les nominations de responsables aux plus hauts postes sont bien souvent des processus ardues qui peuvent durer plusieurs mois, compliqués par des tractations interminables et des accords âprement négociés.

L'Irak organise lundi les élections des conseils provinciaux, premier scrutin du genre en une décennie qui se tiendra dans 15 régions.

Dans un pays riche en hydrocarbures, miné par la corruption et qui attend encore d'importants chantiers d'infrastructures, les conseils provinciaux jouissent de prérogatives importantes. Ils élisent les gouverneurs des provinces et allouent des budgets dans les secteurs de la santé, des transports ou de l'éducation.

Une partie de l'opposition et de la société civile voit dans ces conseils des nids à corruption favorisant le clientélisme. Ces conseils avaient été dissous dans la foulée du mouvement de protestation anti-pouvoir de 2019. Les dernières élections du genre remontent à 2013.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

15 décembre 2023

USA: Lafarge poursuivi au civil pour ses liens avec l'EI, notamment par la Nobel Nadia Murad

New York, 15 déc 2023 (AFP) — Près de 430 Américains d'origine yazidie, minorité ethnoreligieuse kurdophone vivant en Irak et en Syrie, ont déposé plainte au civil aux Etats-Unis contre le cimentier français Lafarge, accusé d'avoir financé le groupe jihadiste Etat islamique en Syrie.

Selon la plainte de plus de 300 pages déposée jeudi auprès d'un tribunal fédéral de New York, la prix Nobel de la paix yazidie Nadia Murad (2018) fait partie des 427 plaignants qui demandent la tenue d'un procès

contre l'entreprise française devenue en 2015 une filiale du groupe suisse Holcim.

Selon eux, parce que Lafarge a "aidé et encouragé les actes de terrorisme international de l'EI et conspiré avec l'EI et ses intermédiaires, il doit verser un dédommagement aux survivants".

Ils réclament que la responsabilité de Lafarge soit reconnue en vertu de la législation anti-terroriste américaine, ainsi que l'octroi d'indemnités dont le montant n'est pas précisé.

Un porte-parole de Lafarge a indiqué à l'AFP qu'il s'agissait d'un "dossier du passé, que Lafarge SA (entité française, NDLR) gère de manière responsable".

Cette "affaire est lancée au nom de membres de la communauté yazidie qui sont des citoyens américains et qui ont été blessés dans des attaques terroristes menées par (le groupe) Etat islamique en Irak et en Syrie", précise la plainte, affirmant qu'ils ont "été affectés dans leur être, leurs biens et/ou leurs entreprises en raison de la conduite" de Lafarge.

"Ces plaignants (...) et leurs familles sont tous des survivants du génocide systématique mené contre la population yazidie qui a commencé dans le Sinjar, en Irak, en 2014", a souligné le cabinet Jenner and Block, dans un communiqué.

L'avocat Lee Wolosky, un ancien diplomate et ancien conseiller spécial du président Joe Biden à la Maison Blanche-- appartient à ce cabinet et représente, avec notamment l'avocate libano-britannique Amal Clooney, les plaignants dans ces poursuites civiles auprès du tribunal fédéral de Brooklyn.

- Plaider-coupable pénal -

Nadia Murad, une ancienne esclave sexuelle de l'EI, milite avec Amal Clooney auprès des instances internationales pour que les crimes du groupe jihadiste soient jugés.

Poursuivi au pénal par le gouvernement américain, Lafarge a plaidé coupable le 18 octobre 2022 et payé 778 millions de dollars pour avoir collaboré en 2013 et en 2014 avec l'EI en Syrie.

Il a notamment admis avoir effectué des paiements de près de six millions de dollars à l'EI et au Front al-Nousra entre août 2013 et octobre 2014 afin de maintenir l'activité de sa cimenterie à Jalabiya (Syrie), mise en service en 2010.

La plainte civile affirme que le

montant réel est supérieur, "plus proche de 15,5 millions de dollars".

Ces arrangements avec les jihadistes auraient permis à Lafarge de dégager 70 millions de dollars de chiffre d'affaires.

Les plaignants yazidis font longuement référence à cet accord avec la justice pénale américaine pour étayer leurs demandes.

Mais, souligne le cabinet Jenner and Block, "rien" de la somme récupérée par les autorités américaines en 2022 "n'a servi à dédommager les victimes".

"Bien que l'accord de plaider-coupable de l'an dernier était inédit, ce n'est pas suffisant. Lafarge doit être tenu responsable envers ceux qui ont été

affectés par son comportement illégal", affirme M. Wolosky, cité dans le communiqué.

En août 2014, l'EI a déferlé sur les monts Sinjar (nord-ouest de l'Irak), multipliant les exactions contre leurs habitants, les Yazidis. Les jihadistes ont réduit les femmes à l'esclavage sexuel, enrôlé de force des enfants pour en faire des soldats et tué des hommes par centaines.

Plus de 6.400 Yazidis ont été enlevés et seuls 3.300 --sur-tout des femmes et des enfants-- ont été secourus ou ont pu fuir. Plusieurs dizaines de charniers ont été identifiés.

"L'argent et le ciment fournis par (Lafarge) à l'EI a été directement injecté dans les opérations de l'EI au moment précis où il commettait des actes de

terrorisme international, y compris le massacre de personnes innocentes comme les Yazidis", reproche la plainte civile.

Les plaignants affirment également qu'une partie du ciment a été utilisée pour construire "un réseau de tunnels servant à abriter des combattants de l'EI et des armes, et à transporter, piéger et torturer des otages y compris des Yazidis".

Le cimentier est aussi poursuivi en France depuis 2018 pour complicité de crimes contre l'humanité, financement d'entreprise terroriste et mise en danger de la vie d'autrui.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

17 décembre 2023

Migrant mort dans un naufrage dans la Manche: un homme mis en examen

Lille, 17 déc 2023 (AFP) — Un homme de nationalité syrienne a été mis en examen et écroué dimanche dans le cadre de l'enquête sur le naufrage dans la Manche qui a coûté la vie à un migrant vendredi, a-t-on appris auprès du parquet.

Cet homme originaire du Kurdistan syrien, né en 1993, a été mis en examen pour homicide involontaire, blessures involontaires, mise en danger délibérée et aide à l'entrée et au séjour irréguliers, a précisé le procureur de la République de Saint-Omer Mehdi Benbouzid.

Il est soupçonné d'avoir piloté l'embarcation qui transportait une soixantaine de migrants, parmi lesquels des enfants, ce qu'il nie, selon le procureur. Le second pilote est toujours recherché.

Partie de Oye-Plage (Pas-de-Calais) dans la nuit de jeudi à vendredi, l'embarcation avait chaviré au large de Gravelines (Nord).

Outre l'homme décédé dans le naufrage, deux autres passagers sont "a priori portés disparus", selon la préfecture maritime.

Un autre migrant avait trouvé la mort vendredi sur la plage de Sangatte, lors d'une tentative de traversée qui avait tourné court.

Dans le cadre de cette enquête, un Irakien de 33 ans se trouvait toujours en garde à vue dimanche, a indiqué le parquet de Boulogne-sur-Mer. Sa garde à vue a été prolongée jusqu'à 96 heures, durée autorisée pour une affaire pré-

sumée de criminalité organisée.

Dans cette seconde affaire, un bateau est parti chargé d'environ 70 personnes, tandis qu'"une quarantaine d'autres migrants qui comptaient s'agrèger" au groupe est restée sur la plage de Sangatte, puis le bateau est revenu "à la suite d'une avarie moteur", selon le parquet.

Présentes sur la plage, "les forces de l'ordre ont souhaité intervenir", rapporte le parquet. "Le mis en cause apparaît comme étant lié à la scène de traversée mais incitant aussi un certain nombre de migrants à s'en prendre aux forces de l'ordre quand le bateau est revenu".

La cause du décès de la victime reste à déterminer, son

autopsie n'ayant pas encore eu lieu dimanche.

Au cours de la seule journée de vendredi, 292 migrants ont atteint le Royaume-Uni après avoir traversé la Manche dans sept embarcations, selon le décompte du ministère de l'Intérieur britannique. Samedi, ils étaient 55 à y parvenir, sur un seul canot.

Quelque 29.000 migrants ont traversé la Manche sur de petites embarcations depuis le début de l'année, contre 44.000 l'an dernier à la même date, avait indiqué le 4 décembre la préfecture du Nord, saluant "la mobilisation constante des forces de l'ordre".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 décembre 2023

L'Irak élit des conseils provinciaux pour la première fois en dix ans

Bagdad, 18 déc 2023 (AFP) — Les Irakiens élisent lundi les membres de leurs conseils provinciaux, premier scrutin du genre en une décennie qui servira à consolider les partis chiites pro-Iran au pouvoir, même si à la mi-journée la participation ne dépassait guère les 20%.

Passé dans l'opposition, l'influent leader religieux chiite Moqtada Sadr boycotte ces élections se déroulant dans 15 provinces. Dans un pays de 43 millions d'habitants, riche en hydrocarbures mais miné par une corruption endémique, la désillusion domine.

Lundi midi, le taux de participation était de 17%, a annoncé un responsable de la commission électorale, le juge Omar Ahmed, lors d'une allocution télévisée.

"Le nombre d'électeurs devrait augmenter dans l'après-midi et en soirée", a-t-il estimé, appelant les Irakiens à voter "pour contribuer au succès du processus électoral, qui se déroule dans un climat sûr et stable".

Les bureaux de vote ferment à 18H00 (15H00 GMT). Dans la matinée, des journalistes de l'AFP avaient constaté une faible affluence dans trois bureaux de vote de la capitale Bagdad, mais aussi dans les villes de Najaf, Bassora et

Nassiriya, (sud).

"Si je ne vais pas voter, si personne d'autre n'y va, ce sera la jungle", confiait à l'AFP Amin Saleh, fonctionnaire de 63 ans, dans un bureau de vote de la capitale irakienne. "Il faut un élu qui serve véritablement (sa circonscription), comment l'avoir si ce n'est en votant?", plaide-t-il.

Le scrutin est un test pour le gouvernement de Mohamed Chia al-Soudani. Nommé par une coalition de partis pro-Iran, il fait valoir sa politique de développement des services publics et des infrastructures, ravagés par des décennies de conflits.

"La participation sera l'indicateur ultime de satisfaction", explique à l'AFP Renad Mansour, du centre de réflexion Chatham House. "La question est de savoir si le populisme économique du gouvernement -- la distribution d'emplois (dans le secteur public) -- marche et attire ou non le jeune public".

- "Base sociale" -

Instaurés après l'invasion américaine et la chute de Saddam Hussein en 2003, les conseils municipaux jouissent d'importantes prérogatives: élection du gouverneur de la province et allocations des budgets de la santé, des transports ou de l'éducation.

Leurs détracteurs voient dans ces conseils des nids à corruption favorisant le clientélisme.

Quelque 17 millions d'électeurs sont appelés aux urnes pour départager 6.000 candidats se disputant 285 sièges dans les provinces concernées.

Des résultats "préliminaires" sont attendus mardi, 24 heures après la fin du vote, selon la commission électorale.

Le scrutin devrait consolider des factions du Cadre de coordination, coalition pro-Iran représentant partis chiites et anciens paramilitaires du Hachd al-Chaabi, intégrés aux forces régulières.

Pour certains poids lourds de cette alliance dominant le Parlement, les élections sont une "opportunité" pour "prouver qu'ils ont une base sociale et qu'ils sont populaires", souligne M. Mansour. D'autant que des législatives se profilent déjà en 2025.

Quant à Moqtada Sadr, grand acteur de la scène chiite, il avait annoncé son retrait de la vie politique, après un bras de fer avec ses adversaires marqué par des affrontements meurtriers à l'été 2022.

- "A quoi ça sert?" -

Lors d'une révolte anti-pouvoir à l'automne 2019, les conseils

provinciaux avaient été dissous par le Parlement. Mais le gouvernement de M. Soudani a validé leur rétablissement et les élections de lundi sont les premières depuis 2013.

Les trois provinces de la région autonome du Kurdistan (nord) en sont exclues.

"A quoi vont nous servir ces élections", lâche Abou Ali, chauffeur de taxi de 45 ans. "Les années passent, les élections se répètent, (...) et notre situation reste la même", confie-t-il à l'AFP à Bagdad.

Dans un Irak multiconfessionnel et multiethnique, 10 sièges iront aux minorités -- chrétienne, yazidie ou sabéenne. Parmi les candidats figurent 1.600 femmes, un quota de 25% leur étant réservé.

Si le conseil provincial de Bagdad compte 49 élus, celui de Bassora (sud) en a 22.

Les observateurs surveillent Kirkouk, province du nord riche en pétrole, où pourraient resurgir des rivalités historiques opposant les grands partis des communautés arabe, kurde et turcomane.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 décembre 2023

Irak: les partis chiïtes pro-Iran en tête des élections provinciales

Bagdad, 19 déc 2023 (AFP) — Dans la plupart des provinces d'Irak, les partis chiïtes pro-Iran arrivent en tête des élections provinciales, selon des résultats préliminaires annoncés mardi par la commission électorale, illustrant une nouvelle fois l'emprise de ce camp sur la vie politique du pays.

Premier scrutin du genre en une décennie, des élections pour nommer les conseils provinciaux se sont tenues lundi dans 15 provinces du pays multiconfessionnel et multiethnique, où la communauté chiïte est majoritaire parmi les 43 millions d'habitants.

Instaurés après l'invasion américaine et la chute de Saddam Hussein en 2003, les conseils jouissent d'importantes prérogatives: élection du gouverneur de la province et allocations des budgets de la santé, des transports ou de l'éducation.

Mais le scrutin était accompagné d'une forte désillusion au sein d'une partie de l'opinion publique dans un pays riche en hydrocarbures mais miné par une corruption endémique, et où les habitants souffrent au quotidien d'infrastructures en déliquescence et de services publics défaillants. Mardi en conférence de presse, des responsables

de la commission électorale ont lu pour chaque province le classement et le nombre de voix remportées par chaque formation politique, après un dépouillement de 94,4% des bulletins de vote.

Dans neuf provinces du centre et du sud, deux tendances se dessinent: les grands vainqueurs sont soit les formations des gouverneurs sortant, ou surtout les coalitions formées par les partis pro-Iran dominant le Parlement.

Pour Dhi Qar, Missane, Bassora, Babylone, Najaf, Mouthana ou encore Wasit, les mêmes alliances se disputent souvent les premières places.

Parmi ces groupes pro-Iran, figure la coalition "Nabni" ("nous construisons"), emmenée par Hadi al-Ameri, un haut commandant du Hachd al-Chaabî, anciens paramilitaires désormais intégrés aux forces régulières.

Mais aussi la coalition "Etat de droit", de l'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki, faisant partie du même bord politique.

Les talonnant de près il y a la coalition des Forces patriotiques de l'Etat (Ammar al-Hakim et l'ex-premier ministre Haider al-Abadi).
- Faible participation -

Dans la capitale Bagdad, la première place est remportée par Taqadom (Progrès en arabe), le parti de l'influent politicien sunnite Mohamed al-Halboussi.

Mais il est talonné de près par Nabni et Etat de droit, en deuxième et troisième positions.

M. Halboussi, ex-chef du Parlement, arrive en tête dans sa province majoritairement sunnite d'al-Anbar (ouest).

En fonction de leurs résultats, les différents partis vont se répartir les sièges au sein de chaque conseil. Si le conseil provincial de Bagdad compte 49 élus, celui de Bassora en compte 22.

Pour des experts, les élections de lundi venaient essentiellement consolider le camp pro-Iran. Majoritaires au Parlement, ces partis avaient nommé l'actuel gouvernement de Mohamed Chia al-Soudani.

Ces formations cultivent des liens historiques avec le puissant voisin iranien, partenaire commercial de premier plan qui jouit également d'une forte influence politique à Bagdad.

Après un bras-de-fer avec ses adversaires politiques, l'influent leader religieux

chiïte Moqtada Sadr a boycotté les élections provinciales. Il avait déjà annoncé son retrait de la vie politique au moment d'affrontements meurtriers à l'été 2022 en plein coeur de Bagdad.

"Le taux de participation est de 41%", a rappelé mardi en conférence de presse un responsable de la commission électorale, indiquant que 6,6 millions de personnes avaient voté, sur un total de 16,1 millions d'électeurs inscrits.

Un chiffre en baisse par rapport au dernier vote pour les conseils provinciaux organisé en 2013 où la participation s'élevait à 51%.

La participation la plus élevée a été enregistrée à Kirkouk (65%), province multiethnique du nord que se disputent les grands partis des communautés arabe, kurde et turcomane.

Dans cette province riche en pétrole, l'Union patriotique du Kurdistan, UPK, remporte la première place. Mais pour nommer un gouverneur, la communauté kurde, divisée, devra affronter la compétition des coalitions turcomane et arabe.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

21 décembre 2023

Iran: une journaliste condamnée à six mois de prison pour "faux" contenus

Téhéran, 21 déc 2023 (AFP) — Un tribunal iranien a condamné une journaliste à six mois de prison et à une interdiction de travailler pendant deux ans pour "diffusion de fausses informations", selon des médias locaux.

Le verdict contre Sara Massoumi était lié à une publication en ligne concernant Armita Garawand, une lycéenne de 17 ans morte dans des circonstances controversées, selon l'avocat Ali Mojtahezadeh, cité par le journal réformiste Shargh mercredi.

Il n'était pas clair dans l'immédiat à quel message posté sur X l'avocat faisait référence, mais des médias iraniens ont rapporté que Sara Massoumi

avait remis en question la cause de la mort de l'adolescente.

"Massoumi a été condamnée à six mois de prison et à deux ans d'interdiction d'exercer le journalisme pour diffusion de fausses informations", a déclaré Shargh.

Armita Garawand, originaire d'une région kurde, est décédée le 28 octobre après être tombée dans le coma dans des circonstances controversées dans le métro de Téhéran.

Les autorités ont affirmé que l'adolescente avait été victime d'une "chute de tension" et ont nié toute "altercation verbale ou physique" entre elle "et des passagers ou des cadres du métro".

Mais, selon des ONG, la lycéenne a été grièvement blessée lors d'une "agression" de la part de membres de la police des mœurs, chargés de faire appliquer l'obligation pour les femmes de porter le voile en public.

La journaliste iranienne Maryam Lotfi a été brièvement arrêtée début octobre à Téhéran après s'être rendue à l'hôpital pour enquêter sur l'état de santé de Armita Garawand, avait alors rapporté le journal Shargh.

L'avocate iranienne et défenseuse des droits humains Nasrin Sotoudeh a également été arrêtée après avoir assisté à l'enterrement de Garawand le 30 octobre. Elle a été libérée environ deux semaines plus tard.

Cette affaire est intervenue alors que les autorités restent en alerte un peu plus d'un an après le décès en détention, le 16 septembre 2022, de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans arrêtée par la police des mœurs pour avoir prétendument enfreint les règles vestimentaires strictes imposées aux femmes en Iran.

Cette mort avait déclenché un vaste mouvement de contestation dans le pays qui a fait plusieurs centaines de morts, dont des membres des forces de l'ordre, et provoqué l'arrestation de milliers de personnes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 décembre 2023

Iran: une librairie fermée pour violation de la loi sur le voile (média)

Téhéran, 22 déc 2023 (AFP) — La police iranienne a fermé vendredi une grande librairie dans le centre de Téhéran pour avoir permis à des femmes d'entrer dans les locaux sans le voile, obligatoire en Iran, a rapporté un journal iranien.

"Aujourd'hui (vendredi), vers midi (08H30 GMT), des policiers se sont rendus (...) à Shahr-e-Ketab ("ville du livre", en persan), dans le centre de Téhéran, et l'ont fermée", a indiqué le journal réformiste Shargh sur son site Internet.

Shargh a cité comme raisons de la fermeture le non-respect de règles commerciales, "des

ordres du ministère de l'Intérieur" ainsi que "la présence de clientes non voilées".

La librairie a confirmé sa fermeture par les autorités dans une brève déclaration sur son compte Instagram officiel, sans donner plus de détails.

Depuis la Révolution islamique de 1979, le port du voile est obligatoire en Iran pour toutes les femmes, même étrangères, qui doivent dissimuler leurs cheveux dans les lieux publics.

Ces derniers mois, de plus en plus de femmes sont apparues sans voile en public, notamment après le mouvement de contestation déclenché par la

mort en détention en septembre 2022 de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans arrêtée pour infraction au strict code vestimentaire.

Des centaines de personnes, parmi lesquelles des dizaines de membres des forces de sécurité, ont été tuées lors de ce mouvement. Des milliers de manifestants ont également été arrêtés, accusés par les autorités de participer à des "émeutes" fomentées par Israël, ennemi juré de l'Iran, et par les pays occidentaux.

Face à ces actes de désobéissance de la part des femmes sur le port du voile, les autorités ont tenté de durcir le ton,

en annonçant davantage de contrôles, notamment à l'aide de caméras, et en arrêtant des actrices posant sans hijab sur les réseaux sociaux.

En juillet, un média d'Etat a annoncé une augmentation des patrouilles de police visant à arrêter celles qui ignorent la loi et, en septembre, le Parlement a voté en faveur d'un projet de loi qui durcirait les sanctions à l'encontre des personnes qui enfreignent le code vestimentaire.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 décembre 2023

Otan: le parlement turc devrait reprendre mardi la procédure d'adhésion de la Suède

Ankara, 22 déc 2023 (AFP) — Le Parlement turc devrait reprendre mardi l'examen du protocole d'adhésion de la Suède à l'Otan en suspend depuis mai 2022, après une première discussion en commission parlementaire sans la conclusion d'un accord en novembre dernier.

La commission des Affaires étrangères du Parlement, en charge d'examiner en première étape le protocole avant un vote à l'assemblée, se réunira mardi, a affirmé à l'AFP une source de l'opposition turque.

"Une notification officielle écrite ne nous est pas encore parvenue, mais on nous a oralement affirmé que la commission se réunit mardi à 15H00 (12H00 GMT)", a affirmé cette source.

Après dix-sept mois de blocage, le président Recep Tayyip Erdogan avait transmis fin octobre aux députés turcs le protocole d'adhésion de l'Etat scandinave.

La première journée de discussions au sein de la commission parlementaire s'était toutefois achevée sans la conclusion d'un accord en novembre dernier.

Le président turc avait par ailleurs conditionné début décembre la ratification d'Ankara à une approbation "simultanée" par le Congrès américain de la vente d'avions F-16 à la Turquie.

La Turquie avait déjà joué la carte de la Suède pour tenter d'obtenir un feu vert des Etats-Unis à la vente d'avions F-16,

dont elle a besoin pour moderniser sa force aérienne.

Le gouvernement américain n'est pas hostile à cette vente mais le Congrès l'avait bloquée jusqu'ici pour des raisons politiques comme les violations des droits de l'homme en Turquie ou les tensions avec la Grèce.

La Turquie, avec la Hongrie, sont les derniers des 31 membres de l'Alliance Atlantique à bloquer l'entrée de Stockholm, après avoir validé en mars celle de sa voisine finlandaise.

Pour l'adhésion de la Finlande ratifiée le 31 mars, une semaine s'était écoulée entre le vote au sein de la commission et en séance plénière au parlement.

M. Erdogan avait levé son veto en juillet - en précisant que la décision finale revenait au Parlement turc - après des mois de pression sur les dirigeants suédois dont il dénonçait la mansuétude envers certains réfugiés turcs et kurdes, accusés de "terrorisme" par Ankara. C'est le cas des membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie et ses alliés occidentaux. Ainsi que pour les sympathisants du mouvement gülenistes que le chef de l'Etat rend responsable de la tentative de coup d'Etat de juillet 2016.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

23 décembre 2023

Douze soldats turcs tués en deux jours dans le nord de l'Irak

Ankara, 23 déc 2023 (AFP) — Douze soldats turcs ont été tués en deux jours dans deux attaques séparées contre des bases militaires turques dans le nord de l'Irak, a annoncé samedi soir le ministère turc de la Défense.

"Nos six camarades héroïques sont tombés en martyrs dans un affrontement avec les terroristes qui ont tenté de s'infiltrer sur une base dans la région de l'opération Griffon refermée", samedi, a déclaré le ministère dans un communiqué.

Dans la matinée, Ankara avait annoncé la mort de six autres soldats dans le nord de l'Irak

au cours d'une attaque survenue vendredi soir et attribuée au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), classé groupe terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux.

Selon les médias turcs, les bases militaires turques respectivement visées vendredi et samedi sont situées à Hakurk et à Zap.

En réponse, une opération militaire, avec notamment "des frappes aériennes", est réalisée dans la région, ont annoncé les autorités.

Plus tôt dans la journée, le président turc Recep Tayyip Erdogan avait aussi évoqué des ri-

postes de l'armée turque contre "les terroristes" dans le nord de l'Irak et de la Syrie.

"Les scélérats séparatistes ont dû rendre des comptes pour le sang qu'ils ont versé", a-t-il affirmé.

"Nous continuerons à mettre en oeuvre avec détermination notre stratégie visant à éliminer le terrorisme à sa source jusqu'à ce que le dernier terroriste soit éliminé", a-t-il ajouté.

L'armée turque déclenche régulièrement des opérations militaires terrestres et aériennes contre les combattants du PKK et leurs positions dans le nord de l'Irak, au Kurdistan auto-

nome ou dans la région montagneuse du Sinjar.

La Turquie a installé en 25 ans plusieurs dizaines de bases militaires au Kurdistan irakien pour lutter contre ce groupe, qui dispose également de bases arrière dans cette région.

Le PKK, en lutte armée contre les autorités turques depuis 1984, avait revendiqué en octobre dernier une attaque contre le siège du ministère turc de l'Intérieur à Ankara où deux policiers avaient été blessés.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

23 décembre 2023

Turquie : raids aériens en Irak et Syrie après la mort de 12 soldats

Ankara, 23 déc 2023 (AFP) — La Turquie a effectué samedi soir une opération aérienne "contre des cibles terroristes dans le nord de la Syrie et de l'Irak" après la mort de douze de ses soldats en deux jours, a annoncé le ministère turc de la Défense.

Les douze militaires ont péri dans deux attaques séparées contre des bases militaires turques vendredi et samedi dans le nord de l'Irak, selon le bilan du ministère.

Dans un communiqué diffusé sur son site internet, le ministère précise que "29 cibles, dont des grottes, des bunkers, des abris, des installations pétrolières et des entrepôts, ont été détruits" au cours de l'opération réalisée "à 22 heures (19H00 GMT) le 23 décembre".

Un correspondant de l'AFP ainsi que l'Observatoire syrien des droits de l'Homme avaient signalé dans la soirée de samedi des frappes contre deux sites pétroliers dans le nord-est de la Syrie, près de la frontière turque, sans faire état de victimes.

En début de soirée, le ministère turc de la Défense avait annoncé la mort de "six camarades héroïques (...) tombés en martyrs dans un affrontement avec les terroristes qui ont tenté de s'infiltrer sur une base dans la région de l'opération Griffe refermée".

Ankara avait précédemment fait état de six autres soldats tués dans le nord de l'Irak, au cours d'une attaque survenue vendredi soir et attribuée au PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, classé groupe terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux.

Selon les médias turcs, les bases militaires turques respectivement visées vendredi et samedi sont situées à Hakurk et à Zap.

Samedi, le président turc Recep Tayyip Erdogan a évoqué des ripostes de l'armée turque contre "les terroristes" dans le nord de l'Irak et de la Syrie.

"Les scélérats séparatistes ont dû rendre des comptes pour le sang qu'ils ont versé", a-t-il affirmé.

"Nous continuerons à mettre en oeuvre avec détermination notre stratégie visant à éliminer le terrorisme à sa source jusqu'à ce que le dernier terroriste soit éliminé", a ajouté M. Erdogan.

L'armée turque déclenche régulièrement des opérations militaires terrestres et aériennes

contre les combattants du PKK et leurs positions dans le nord de l'Irak, au Kurdistan autonome ou dans la région montagneuse du Sinjar.

La Turquie a installé en 25 ans plusieurs dizaines de bases militaires au Kurdistan irakien pour lutter contre ce groupe, qui dispose également de bases arrière dans cette région.

Le PKK, en lutte armée contre les autorités turques depuis 1984, avait revendiqué en octobre dernier une attaque contre le siège du ministère turc de l'Intérieur à Ankara où deux policiers avaient été blessés.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 décembre 2023

Irak: attaque de drone contre la coalition internationale antijihadistes

Erbil (Irak), 25 déc 2023 (AFP) — Une attaque de drone a visé lundi une base abritant des forces américaines et de la coalition internationale antijihadistes dans le nord de l'Irak, a-t-on appris auprès d'un responsable américain et du gouvernement irakien, ce dernier évoquant "des blessés".

Le nombre d'attaques visant les forces américaines et de la coalition internationale engagées contre le groupe Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie

a bondi depuis le début de la guerre entre Israël et le Hamas, déclenchée le 7 octobre par une attaque sans précédent sur le sol israélien du mouvement islamiste palestinien.

L'attaque de lundi a été lancée au moyen d'un "drone" contre une base située à proximité de l'aéroport d'Erbil, au Kurdistan d'Irak, a déclaré Yahya Rasoul, porte-parole du Premier ministre irakien pour les affaires militaires, dans un communiqué.

L'attaque a fait "des blessés", a-t-il affirmé, sans toutefois préciser leur nombre ou leur état. De son côté, un responsable militaire américain a confirmé à l'AFP que le drone avait visé "les troupes américaines et de la coalition".

"Nous sommes toujours en train d'évaluer si (cette attaque) a fait des blessés ou des dégâts matériels", a-t-il poursuivi, s'exprimant sous le couvert de l'anonymat.

Dans la foulée, la "Résistance

islamique en Irak", nébuleuse de groupes armés affiliés au Hachd al-Chaabi, coalition d'anciens paramilitaires intégrés aux forces régulières, a affirmé avoir lancé lundi une attaque de drone contre une autre base, celle de Harir, au nord d'Erbil. Cette base abrite, elle aussi, des troupes américaines et de la coalition internationale.

Washington a dénombré jusqu'à présent 103 attaques contre ses forces en Irak et en Syrie depuis le 17 octobre, soit

dix jours après le déclenchement de la guerre à Gaza, selon un décompte rapporté par le responsable militaire américain.

La plupart de ces attaques ont été revendiquées par la "Ré-

sistance islamique en Irak". Ces factions s'opposent au soutien américain à Israël dans sa guerre contre le Hamas dans la bande de Gaza.

Début décembre, l'ambassade américaine à Bagdad a été la

cible de tirs de roquettes. Cette attaque, la première de ce type depuis le début de la guerre à Gaza, n'a pas été revendiquée.

Washington compte environ 2.500 soldats en Irak et près de 900 en Syrie qui combattent

l'EI avec la coalition internationale antijihadistes lancée en 2014.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 décembre 2023

Syrie: huit civils tués dans des frappes turques

Beyrouth, 25 déc 2023 (AFP) — Huit civils ont été tués lundi dans des frappes turques dans le nord-est de la Syrie sous contrôle des Kurdes, ont rapporté une ONG et les forces kurdes syriennes.

La Turquie a annoncé samedi une opération aérienne "contre des cibles terroristes dans le nord de la Syrie et de l'Irak" en représailles à la mort de douze de ses soldats en deux jours dans le nord de l'Irak où elle dispose de bases militaires.

Les Kurdes syriens, après la guerre en Syrie déclenchée en 2011, ont établi une administration autonome dans les zones qu'ils contrôlent dans le nord et l'est du pays, qui sont régulièrement prises pour cibles par l'ar-

mée de la Turquie, pays voisin de la Syrie et de l'Irak.

Alliées des Etats-Unis, les Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition dominée par les Kurdes, tiennent ces zones.

Ankara considère la principale composante des FDS, les YPG (Unités de protection du peuple), comme une extension du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, turc), qualifié d'"organisation terroriste" par la Turquie et ses alliés occidentaux.

Lundi, les bombardements turcs ont ciblé des installations gérées par l'administration autonome kurde tuant huit civils, selon un nouveau bilan de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), une ONG basée à Londres mais disposant d'un vaste

réseau de sources en Syrie.

Parmi les morts, cinq ont péri dans une frappe contre une imprimerie dans la ville de Qamichli, dans la province de Hassaké, près de la frontière turque, a précisé l'ONG.

L'aviation turque a mené plus de 20 frappes aériennes dans la région, principalement sur Qamichli et ses environs, selon l'OSDH et des correspondants de l'AFP sur place.

"Plus de 25 installations civiles" ont été visées, a affirmé sur X (ex-Twitter) Farhad Shami, porte-parole des FDS, confirmant le bilan de huit civils tués.

Samedi soir, l'OSDH a fait état de frappes contre des sites pétroliers près de la frontière turque.

Les douze militaires turcs ont péri dans deux attaques séparées contre des bases militaires turques vendredi et samedi dans le nord de l'Irak, selon le ministère turc de la Défense.

L'armée turque, qui déploie également des soldats dans le nord de la Syrie, déclenche régulièrement des opérations militaires terrestres et aériennes contre les positions du PKK qui dispose de bases arrière dans le Kurdistan d'Irak (nord).

Le PKK est en lutte armée contre les autorités turques depuis 1984.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

26 décembre 2023

La Turquie en passe de faire entrer la Suède dans l'Otan

Istanbul, 26 déc 2023 (AFP) — Les députés turcs ont entrouvert mardi les portes de l'Otan à la Suède et devraient définitivement valider son entrée sans tarder, après approbation du Protocole d'adhésion en échange d'un possible engagement américain sur les avions F-16.

La Commission des Affaires

étrangères du parlement à Ankara a approuvé le texte après 19 mois de suspense et l'a transmis à l'Assemblée plénière pour adoption définitive, une formalité qui devrait suivre dans les heures ou les jours qui viennent mais à un moment - ou une date - qui n'a pas encore été précisé.

Une décision aussitôt saluée

par le ministre suédois des Affaires étrangères Tobias Billström: "Nous nous réjouissons de devenir membre de l'OTAN", a-t-il déclaré au site de la télévision publique SVT Nyheter.

Le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg a également "salué" mardi le vote la Commission des Affaires étrangères du parle-

ment turc en faveur de l'adhésion de la Suède à l'Alliance atlantique.

La Turquie était le dernier membre de l'Alliance atlantique avec la Hongrie à barrer la route à la Suède, multipliant exigences et prétextes pour justifier ses réticences.

"Je compte sur (ces deux

Etats) pour achever aussi rapidement que possible leurs procédures de ratification" sur l'adhésion de la Suède, "qui rendra l'Otan plus forte", a indiqué M. Stoltenberg dans un communiqué.

La Suède avait déposé sa candidature en même temps que la Finlande - admise en avril - après le début de la guerre russe en Ukraine.

"Nous observons un changement dans la politique de la Suède, quelques décisions adoptées par les tribunaux", a remarqué lundi sur la chaîne privée NTV Fuat Oktay, député AKP (le parti au pouvoir), président de la Commission des affaires étrangères du Parlement turc.

"On avait encore quelques demandes pour des avancées supplémentaires" en

matière de lutte anti-terroriste, a-t-il ajouté sans autre détail.

- "terroristes" -

Le président Recep Tayyip Erdogan objectait depuis le début du processus de la mansuétude supposée de Stockholm envers certains groupes kurdes, qu'il considère comme terroristes.

Il semble surtout qu'après un long silence de Washington, un entretien téléphonique mi-décembre avec le président américain Joe Biden ait fini de vaincre les réticences de M. Erdogan.

Annoncé comme une simple formalité en novembre, y compris par le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan, qui parlait de "quelques semaines", l'examen du protocole d'adhésion avait capoté après une seule réunion.

Début décembre, M. Erdogan ajoutait alors comme condition à la ratification d'Ankara celle, "simultanée", par le Congrès américain de la vente d'avions de chasse F-16 à la Turquie.

"Tout ceci est lié", prévenait-il.

La Turquie avait déjà joué cette carte pour tenter d'obtenir un feu vert américain à la vente des F-16, dont elle a besoin pour moderniser sa force aérienne.

Le gouvernement américain n'est pas hostile à cette vente mais le Congrès l'a bloquée jusqu'ici pour des raisons politiques, dont les tensions avec la Grèce - elle-aussi membre de l'Otan - dont Ankara s'est récemment rapproché.

"Il semble désormais évident que les deux processus vont

avancer en parallèle", a indiqué à l'AFP le directeur du German Marshall Fund à Ankara, Ozgur Unluhisar-cikli.

Mais, "bien que les questions ne soient pas liées, les déclarations de la Turquie - et de son président - soutenant le Hamas ont encore compliqué le processus de vente des F-16", relève l'expert.

Selon lui, "il n'y a pas vraiment de consensus au sein du Parlement turc, ni au congrès américain".

"Mais si MM. Biden et Erdogan font preuve de la volonté requise, nous pouvons espérer un dénouement proche".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 décembre 2023

Pour Erdogan, "aucune différence" entre Netanyahu et Hitler

Istanbul, 27 déc 2023 (AFP) — Le président turc Recep Tayyip Erdogan a estimé mercredi qu'il "n'y a aucune différence" entre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et Adolf Hitler.

"En quoi êtes vous différent d'Hitler?" a lancé M. Erdogan à l'adresse du dirigeant israélien, lors d'une cérémonie à Ankara.

Le Premier ministre israélien n'a pas tardé à répondre.

"Erdogan, qui commet un gé-

nocide contre les Kurdes et qui détient le record mondial d'emprisonnement de journalistes qui s'opposent à son régime, est la dernière personne à pouvoir nous prêcher la morale", a-t-il rétorqué dans un communiqué.

Accusant M. Erdogan d'accueillir les dirigeants du Hamas, M. Netanyahu a défendu l'opération militaire israélienne à Gaza.

L'armée israélienne "se bat pour éliminer l'organisation terroriste la plus odieuse et la plus brutale du monde", a-t-il

déclaré en référence au Hamas, ajoutant que le mouvement palestinien avait "commis des crimes contre l'humanité".

Depuis le début du conflit entre Israël et le Hamas, le chef de l'Etat turc, allié traditionnel de la cause palestinienne, a multiplié les invectives à l'égard d'Israël, dénonçant aussi le soutien des Etats-Unis au gouvernement israélien.

M. Erdogan a notamment qualifié Israël d'Etat "terroriste" et "génocidaire" en raison des bombardements intenses sur

le territoire palestinien de Gaza, conduits par l'armée israélienne en représailles au massacre d'environ 1.140 personnes, en majorité des civils, par le mouvement Hamas le 7 octobre.

Dans ces opérations militaires à Gaza, 21.110 personnes, dont une majorité de civils, ont été tuées et 55.243 blessées, selon un nouveau bilan mercredi du ministère de la Santé du Hamas.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

28 décembre 2023

Irak: les partis chiïtes pro-Iran, vainqueurs des élections provinciales (résultats définitifs)

Bagdad, 28 déc 2023 (AFP) — Les partis chiïtes proches de l'Iran ont remporté la majorité des sièges dans la plupart des gouvernorats d'Irak, selon les résultats définitifs des élections provinciales du 18 décembre proclamés jeudi par la Commission électorale.

Premier du genre en dix ans, ce scrutin voué à désigner les conseils provinciaux s'est tenu il y a dix jours dans 15 des 18 provinces irakiennes, les trois provinces de la région autonome du Kurdistan étant appelées à se prononcer lors d'un vote distinct l'an prochain.

Instaurés après l'invasion américaine et la chute de Saddam Hussein en 2003, les conseils jouissent d'importantes prérogatives: élection du gouverneur de la province et allocations des budgets de la

santé, des transports ou de l'éducation.

Dans neuf provinces du centre et du sud, deux tendances se dessinent: les grands vainqueurs sont soit les formations des gouverneurs sortants, ou surtout les coalitions formées par les partis pro-Iran dominant le Parlement.

Ces résultats diffèrent peu des résultats préliminaires annoncés le lendemain du vote.

Dans les provinces de Bagdad, Dhi Qar, Missane, Bassora, Babylone, ou encore Wassit, les mêmes alliances se disputent souvent les quatre premières places:

La coalition "Nabni" (Nous construisons), emmenée par Hadi al-Ameri, un haut commandant du Hachd al-Chaabi, anciens paramilitaires

pro-Iran désormais intégrés aux forces régulières.

Mais aussi la coalition "Etat de droit", de l'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki, faisant partie du même bord politique.

Les talonnant de près, il y a la coalition des Forces patriotiques de l'Etat (Ammar al-Hakim et l'ex-Premier ministre Haider al-Abadi).

Dans la capitale Bagdad, l'"Etat de droit" et "Nabni" arrivent en tête avec chacun neuf des 52 sièges, suivis par Taqadom (Progrès, en arabe), le parti de l'influente figure sunnite Mohamed al-Halboussi, ancien président du Parlement.

M. Halboussi arrive en tête dans sa province majoritairement sunnite d'al-Anbar, dans l'ouest du pays.

En Irak, les élections et les nominations de responsables aux plus hauts postes sont bien souvent des processus ardues qui peuvent durer plusieurs mois, compliqués par des accords âprement négociés.

Le taux de participation aux élections du 18 décembre s'est élevé à 41%, selon la Commission électorale.

Le scrutin a été accompagné d'une forte désillusion au sein d'une partie de l'opinion publique dans un pays riche en hydrocarbures mais miné par une corruption endémique, et où les habitants souffrent au quotidien d'infrastructures en déliquescence et de services publics défectueux.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

28 décembre 2023

Syrie: les forces kurdes annoncent avoir tué un haut responsable de l'EI à al-Hol

Qamichli (Syrie), 28 déc 2023 (AFP) — Les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les combattants kurdes), ont annoncé jeudi avoir tué le responsable du groupe Etat islamique (EI) dans le camp syrien d'al-Hol qui abrite des dizaines de milliers de déplacés, dont des proches de jihadistes.

Les FDS ont déclaré dans un communiqué avoir attaqué mercredi soir, avec le soutien de la coalition internationale antijihadiste, l'une des tentes à l'intérieur

de laquelle se trouvait Abou Obaida al-Iraqi, "le responsable de l'organisation terroriste en charge du camp d'al-Hol".

Après avoir refusé de se rendre, cet Irakien a "tenté de faire exploser la ceinture d'explosifs qu'il portait et d'ouvrir le feu sur nos forces qui ont donc (...) été contraintes de le neutraliser", a ajouté le communiqué.

Selon les FDS, soutenues par Washington, Abou Obaida est "l'un des hauts responsables" de l'EI et il est "impliqué dans le meurtre de nombreuses

femmes et hommes dans le camp". Il est également considéré comme "le planificateur principal" des attaques contre les postes de contrôle des FDS.

Les FDS, chargées de la sécurité à al-Hol, mènent régulièrement des opérations à l'intérieur du camp pour arrêter des membres de l'EI et des responsables d'assassinats et de fusillades.

De nombreux actes de violences ont eu lieu dans le camp, coûtant la vie à plus

d'une quarantaine de personnes depuis début 2022, selon l'ONU.

Le camp, miséreux et surpeuplé est supervisé par l'Administration autonome kurde. Il abrite environ 48.000 personnes, dont plus de la moitié sont des enfants, selon les Nations unies.

Il s'agit en grande partie de déplacés syriens et de réfugiés irakiens.

Le camp délabré abrite également des étrangers proches de jihadistes et originaires d'une

soixantaine de pays, hébergés dans une section spéciale soumise à des mesures sécuritaires strictes de la part des forces kurdes.

Malgré les appels répétés de l'administration kurde, la plupart des pays occidentaux refusent de rapatrier leurs citoyens de ces camps, se

contentant de rapatriements au compte-gouttes par crainte d'éventuels actes terroristes sur leur sol.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

31 décembre 2023

Conflit en Syrie: au moins 4.360 morts en 2023

Beyrouth, 31 déc 2023 (AFP) — Au moins 4.360 personnes, dont près de 1.900 civils, ont été tuées en 2023 dans le conflit en Syrie qui s'éternise depuis 2011, a annoncé dimanche l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

L'année dernière, l'Observatoire avait présenté un bilan de 3.825 morts comme le plus bas depuis le début de la guerre en Syrie.

Parmi les victimes en 2023 figuraient 1.889 civils, incluant 241 femmes et 307 enfants, selon l'ONG basée au Royaume-Uni mais disposant d'un vaste réseau de sources en Syrie.

Après des années de combats et bombardements meurtriers et dévastateurs consécutifs à la brutale répression par le régime de manifestations anti-gouvernementales en 2011,

les affrontements ont diminué ces dernières années.

Des combats ponctuels et sporadiques ont lieu, outre des attaques jihadistes principalement dans l'est du pays.

Le conflit en Syrie a fait plus d'un demi-million de morts depuis 2011 et a morcelé le pays où plusieurs puissances et acteurs sont impliqués.

Le régime de Bachar al-Assad a repris le contrôle d'une grande partie du territoire avec l'appui de ses alliés russe et iranien, mais les forces kurdes syriennes contrôlent de vastes régions du nord et nord-est.

Environ la moitié de la province d'Idleb (nord-ouest) et des secteurs limitrophes des provinces voisines de Hama, d'Alep et de Lattaquié sont dominés par le groupe jihadiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS) et des factions

rebelles, soutenues à des degrés divers par la Turquie.

La région d'Idleb est soumise à un cessez-le-feu négocié par la Russie et la Turquie après une offensive du régime en mars 2020, mais qui a été violé à plusieurs reprises.

Samedi, huit personnes, dont trois civils, ont été tuées dans les frappes israéliennes contre le secteur de l'aéroport d'Alep situé dans la province éponyme, et qui est contrôlé par les forces du régime, a indiqué dimanche l'OSDH dans un dernier bilan.

Parmi les victimes, cinq combattants pro-Iran, dont un Syrien mais également son épouse, son fils et son neveu, a ajouté l'ONG.

Dans l'est de la Syrie, 25 combattants affiliés à l'Iran ont été également tués samedi dans des frappes aériennes

"probablement israéliennes", a indiqué dimanche l'OSDH revoyant à la hausse un précédent bilan de 23 morts.

Parmi les personnes tuées figurent cinq Syriens, six Irakiens, quatre membres du Hezbollah libanais et dix autres combattants non-syriens, d'après la même source.

Israël a intensifié ses frappes en Syrie depuis l'attaque sans précédent du mouvement palestinien Hamas le 7 octobre sur son territoire, mais les revendique rarement.

Il a déclaré à plusieurs reprises qu'il ne permettrait pas à son ennemi juré, l'Iran, d'étendre sa présence en Syrie, notamment via des milices ou des groupes armés comme le Hezbollah.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

31 décembre 2023

Irak: attaques contre les forces kurdes, le Kurdistan accuse des "hors-la-loi" liés à Bagdad

Erbil (Irak), 31 déc 2023 (AFP) — Une base des forces armées du Kurdistan irakien a été visée dans la nuit par "deux attaques de drones" non revendiquées, ont indiqué dimanche les autorités locales kurdes qui pointent du doigt des "éléments hors-la-loi financés" par Bagdad.

Ces attaques interviennent au moment où les forces américaines et celles de la coalition internationale antijihadistes déployées en Irak sont visées par des attaques lancées par "la Résistance islamique en Irak".

Dans l'après-midi de dimanche, cette nébuleuse de combattants

issus de groupes armés pro-iraniens a revendiqué une nouvelle tentative d'attaque de drone visant, elle, des troupes de la coalition internationale stationnées à l'aéroport d'Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan.

Le "drone piégé a été abattu",

ont précisé les services antiterroristes de cette région du nord de l'Irak.

Samedi soir, les attaques ont visé "vers 23h45 (20h45 GMT) au moyen de deux drones" un quartier général des peshmergas, alliés de la coalition antijihadistes dirigée par les Etats-

Unis, dans le district de Salaheddine de la province d'Erbil, causant uniquement des "dégâts matériels", a rapporté le gouvernement du Kurdistan dans un communiqué.

- "Acte dangereux" -

Le gouvernement local a accusé des "éléments hors-la-loi" d'avoir mené les attaques "avec l'aide et le soutien de mercenaires", fustigeant un "acte dangereux".

Ces éléments, a-t-il encore affirmé, "sont financés par le gouvernement fédéral" de Bagdad, avec lequel le Kurdistan entretient des relations tendues.

Le Premier ministre irakien Mohamed Chia al-Soudani "doit prendre des mesures efficaces pour dissuader ces groupes et les rendre responsables", a écrit le chef du gouvernement local du Kurdistan, Masrour Barzani, sur X (ex-Twitter), sans désigner nommément les factions auxquelles il fait allusion.

Dans la foulée, M. Soudani a "ordonné l'ouverture d'une enquête approfondie sur cette attaque criminelle", en coordination avec les services de sécurité du Kurdistan irakien, a indiqué son service de presse.

Le gouvernement irakien est soutenu par des parti pro-iraniens, dont certains sont la vi-

trine politique de factions du Hachd al-Chaabî, d'anciens paramilitaires proches de Téhéran désormais intégrés aux troupes régulières.

Jusqu'à présent, Washington a dénombré plus d'une centaine d'attaques contre ses forces en Irak et en Syrie depuis le 17 octobre, dix jours après le déclenchement de la guerre à Gaza, selon un décompte rapporté par un responsable militaire américain.

La plupart de ces attaques ont été revendiquées par la "Résistance islamique en Irak", qui s'oppose au soutien américain à Israël dans sa guerre contre le Hamas dans la bande de

Gaza, déclenchée par une attaque sans précédent du mouvement islamiste palestinien sur le sol israélien le 7 octobre.

La France a condamné "avec la plus grande fermeté" les attaques de samedi, "d'une particulière gravité", selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères français publié dimanche. "Ces actions violentes et déstabilisatrices doivent cesser et leurs auteurs doivent être identifiés et poursuivis", a-t-il ajouté.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

31 décembre 2023

L'Iran libère un Espagnol détenu depuis plus d'un an

Madrid, 31 déc 2023 (AFP) — L'Iran a libéré dimanche le dernier Espagnol qu'elle détenait, Santiago Sánchez Cogedor, un touriste qui avait été arrêté en octobre 2022 peu après son entrée dans le pays, en proie à un mouvement de contestation après la mort de Mahsa Amini.

"L'ambassade de la République Islamique d'Iran est heureuse d'annoncer la libération de Santiago Sánchez Cogedor, le seul citoyen espagnol prisonnier en Iran", a publié sur X, anciennement Twitter, l'ambassade iranienne en Espagne.

"Sa libération intervient dans le cadre de relations amicales et historiques entre les deux pays et conformément aux lois", ajoute la publication sans donner plus de détails. Santiago Sánchez Cogedor, un

supporter de foot espagnol, avait entrepris début janvier 2022 de se rendre à pied depuis la région de Madrid jusqu'au Qatar pour assister au Mondial de football qui débutait le 20 novembre.

Mais sa famille avait perdu sa trace à quelques semaines du coup d'envoi : Dans un dernier message le 1er octobre sur son compte Instagram, où il documentait son périple, il avait indiqué se trouver dans un village du nord de l'Irak et être sur le point d'entrer en Iran.

Il avait ensuite dit à ses parents, dans un message vocal diffusé par une télévision, se rendre à Téhéran avant de descendre vers le port de Bandar Abbas, sur le détroit d'Ormuz, pour prendre un bateau vers le Qatar. Quelques jours plus tard, le mi-

nistère espagnol des Affaires étrangères annonçait à la famille du touriste qu'il avait été arrêté, avait expliqué fin octobre à l'AFP Celia Cogedor, la mère de Santiago Sanchez Cogedor.

La République islamique d'Iran détient plus de dix ressortissants occidentaux et est accusée par leurs soutiens et des ONG de s'en servir comme monnaie d'échange dans des négociations d'Etat à Etat.

En septembre 2022, le pays avait fait face à un mouvement de contestation avec la mort de Mahsa Amini, Kurde iranienne de 22 ans, trois jours après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour un voile mal ajusté, une infraction présumée au drastique code vestimentaire imposé aux femmes. Sa mort a entraîné des mois de manifestations contre les

dirigeants politiques et religieux iraniens, Mahsa Amini devenant le symbole de la lutte contre l'obligation du port du voile. La répression violente de ce mouvement a provoqué des centaines de morts et des milliers d'arrestations.

Téhéran a accusé principalement les Etats-Unis, ennemi juré de l'Iran, d'être derrière ces protestations.

Dans ce contexte, les autorités iraniennes avaient annoncé fin septembre 2022 l'arrestation de neuf étrangers, originaires notamment de Pologne, d'Italie et de France, en lien, selon elles, avec le mouvement de contestation.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.